

AU LIBAN

Un État fantôme

(Suite de la première page.)

Celle de certains officiers, déjà en poste le long de la « bonne frontière » qui « collaboraient » sans en faire mystère à l'ennemi sioniste ? Celle qui, quelques débris éparpillés, n'a que « par miracle » dit-on aux meilleures sources — évité de se ranger une nouvelle fois aux côtés des milices chrétiennes lors des derniers bombardements syriens ? « Héler la réorganisation de l'armée », « appliquer la loi du service militaire obligatoire » (vote en 1974), comme le demande aujourd'hui M. Sarkis, ne sont aux yeux de beaucoup que loyales intentions sans la moindre portée, tant l'impression politique est totale.

En guise de garanties, le constat réaliste d'une impuissance à déserter de parti et d'autre, à aussi longtemps, assure M. Sarkis, que les conflits internationaux dans

la région, que les dissensions arabes, avec leurs retombées sur le Liban, empêcheront le retrait des armées des organisations palestiniennes, retirer les armées des milices libanaises constituera un problème sérieux, que l'on ne peut résoudre dans l'immédiat.

En d'autres termes, le Liban est aujourd'hui comme hier, une caisse de résonance du conflit qui le dépasse et le brise. « Il n'y a rien », explique un proche collaborateur du chef de l'État, que Sadat se rende à Jérusalem pour compromettre lui, d'un seul coup, nos timides espoirs de reconstruction. Du jour où le rais renoncera, Begin il était vain, c'est vrai, de croire que la Syrie imposerait encore aux Palestiniens le respect des laborieux accords signés avec l'État libanais. L'alliance, déjà, s'était retournée.

En guise de « conditions », la légitimité réaffirmée de la présence syrienne, « Les Libanais, a conclu le président Sarkis, doivent considérer les forces syriennes comme les forces légales libanaises (...). La Syrie, conformément aux directives de notre frère le président Assad, nous aide à porter le lourd fardeau qui pèse sur nous. »

Sans plan apparent, sans garanties, sans conditions, le chef de l'État libanais a donc décidé de rester, de remiser — pour combien de temps ? — sa menace de démission. Il a répondu, dit-il, à toute une série d'appels pressants et « aux vœux des représentants de pays ayant leur grand poids ». Il a noté aussi « les bonnes dispositions montrées par diverses parties », mais pas question, a-t-il ajouté en substance, qu'après « soit comme « avant ».

Est-ce possible ? Qui l'y aidera ? Les premières réactions augurent mal un quelconque changement. A Beyrouth-Ouest, passés quelques remerciements, on s'est vite montré sceptique : « Le chef de l'État n'a fait que répéter ce qu'il avait déjà dit à maintes reprises, continuant à ignorer l'essentiel », affirme M. Walid Joubilati, chef du Mouvement national libanais. Pour la gauche, l'armée doit être dissoute avant d'être reconstruite et l'unité nationale n'est qu'un illusion s'il s'agit de s'entendre avec les « partis fascistes et antidémocratiques n'ayant aucun souci de l'intérêt du Liban ».

A Beyrouth-Est, même sévérité. M. Bechir Gemayel ne s'embarrasse, lui, d'aucune nuance : « Qu'il parte ou qu'il reste importe peu, assure le chef militaire de la droite chrétienne, s'il n'y a pas de substance, il n'y a pas de plan. Rien n'est échangé. »

Seuls peut-être les Syriens auront apprécié l'explication du président Sarkis. Dimanche, la presse de Damas publiait à la une l'intégralité du discours et soulignait « l'éloge adressé au président Assad et aux troupes syriennes de la force arabe de dissuasion ».

Il n'y a pas à ce qu'il rassembler les Libanais de tous bords qui s'interroge toujours sur les intentions inavouées — lointaines et immédiates — des dirigeants de Damas. A l'horizon, tous, à droite

comme à gauche, disent décevoir « des idées hégémoniques de la Syrie sur le Liban ». Cette dernière manifestation de « prétentions inscrites dans l'histoire ». Mais, à court terme ? Il semble en fait que, après s'être rapprochés de la résistance palestinienne — sans toutefois cesser de la « contrôler » — les responsables syriens entendent désormais isoler peu à peu l'aile radicale du camp chrétien. C'est un tel projet que servent l'évidence les multiples contacts pris dernièrement tant avec les leaders, hier muselés, de la gauche libanaise, qu'en direction des chrétiens plus ou moins hostiles à la « malheureuse Khatib ». Mais une telle ambition, outre la précarité des alliances qu'elle suppose sur le plan libanais, risque de buter sur une communauté maronite aujourd'hui largement ressoudée autour de son leadership naturel et qui s'identifie volontiers — après l'assaut syrien — aux tendances les plus radicales.

En attendant, l'État libanais continue de perdre de sa réalité. Remis sur pied tant bien que mal, au lendemain de la guerre civile, il subsiste en équilibre instable entre Syriens et chrétiens du « Front libanais », les deux seuls véritables centres de pouvoir. Jusqu'à jour où les alliés d'hier se sont écartés, puis affrontés, laissant à la fragile équipe du président Sarkis et l'État, entre l'écartèlement et l'effondrement, pas plus qu'hier et que demain, il n'y a de solution politique à la crise libanaise, entendue dans l'État. On cherche seulement des accords, des accords pour éviter le chaos. »

DOMINIQUE POUCHIN.

EN IRAK

Le président Bakr lance un avertissement à l'U.R.S.S. et au parti communiste

De notre envoyé spécial

Bagdad. — Nouveau signe de la lente dégradation des relations entre Bagdad et Moscou, le président irakien, M. Ahmed Hassan Al Bakr, s'est abstenu de rendre hommage, dans son discours radio et télévisé qu'il a prononcé dimanche à l'occasion du dixième anniversaire de la révolution baasiste du 17 juillet 1968, au traité d'amitié et de coopération qui lia les deux capitales depuis 1972.

En fait inhabituel, le président de la République irakienne n'a, à aucun moment de son intervention, prononcé le nom de l'U.R.S.S. La plupart de ses auditeurs auront reconnu toutefois que Moscou était bel et bien visé lorsque le président a affirmé qu'il était « vain de croire que le parti Baas modifierait ses positions sous l'effet d'une quelconque pression ou influence ». De même, le chef de l'État a mis en cause le parti communiste irakien en affirmant que « toute faction qui s'entretient capable d'intriguer au sein des organisations de la révolution perdrait son temps ».

Que tous ceux qui collaborent avec nous a-t-il dit en guise d'avertissement, sachant que nous sommes prêts à leur accorder notre coopération et notre amitié, à condition que cela soit conforme à l'intérêt national et arabe, au respect de la souveraineté, à l'indépendance et des intérêts légitimes mais sans ingérence dans les affaires intérieures de l'Irak.

Trois jours auparavant, le vice-président, M. Saddam Hussein, développait devant les fonction-

naires du ministère du pétrole un thème éminemment d'actualité, celui qui considérait que l'Irak ne peut se payer le luxe d'être indépendant dans sa politique arabe et internationale.

À vrai dire, la polémique engagée unilatéralement par Bagdad contre Moscou est menée avec d'innombrables précautions, et les dirigeants irakiens ne semblent pas, pour l'instant du moins, désireux de rompre. À cet égard, il est significatif de relever que les sévères déclarations contre la politique soviétique faites récemment par M. Saddam Hussein à Newswatch (Le Monde du 11 juillet) n'ont pas été publiées dans la presse de Bagdad et les irakiens n'ont pas pris connaissance qu'à travers les radios étrangères.

Le long défilé des délégations communistes venues assister aux cérémonies marquant le dixième anniversaire de la révolution du 17-70 juillet laisserait d'ailleurs croire qu'aucun différend particulier n'oppose l'Irak aux pays amis de l'Est. Ceux-ci sont logés à la même enseigne que les délégations venues d'autres pays, bien que le traitement privilégié accordé au président somalien, M. Siyad Barre, la seule chef d'État étranger à avoir été invité à Bagdad à cette occasion, ne soit pas totalement dépourvu d'arrière-pensées politiques.

Cependant, si les relations entre Bagdad et les pays du bloc socialiste paraissent apparemment normales, celles entre la

Baas et le parti communiste irakien, officiellement alliés au sein du Front national et progressiste (F.N.P.), demeurent particulièrement tendues. L'assaut, en mai dernier, de vingt et un militaires communistes, condamnés à mort depuis plusieurs années déjà pour avoir fait de la politique au sein de l'armée, a été interprété tel comme un coup de semonce, dirigé moins contre l'U.R.S.S. que contre le parti communiste, accusé tout récemment encore par Al Thawra, organe du parti officiel Baas, de « vouloir faire du Front national et progressiste un tremplin pour s'emparer du pouvoir par la violence ».

Les communistes se défendent de nourrir un tel projet, qui, d'ailleurs, semble au-dessus de leurs forces. Ils reconnaissent volontiers le rôle dirigeant du Baas en Irak, mais insistent, même après les récentes exécutions, pour obtenir au sein du Front et du gouvernement, où ils sont représentés par deux ministres, des pouvoirs plus réels. En s'abstenant de toute allusion à l'existence même du F.N.P. dans son discours commémoratif du 17 juillet, date qui marque non seulement le dixième anniversaire de la révolution baasiste, mais également le cinquième anniversaire de la formation du Front national, le président Al Bakr semble avoir répondu par la négative à cette demande, laissant ainsi ouverte une crise qui peut rebondir à tout moment.

JEAN GUEYRAS.

LE « CONGRÈS POPULAIRE ARABE » MET LE PRÉSIDENT SADAT EN « ACCUSATION »

Damas. — Un « acte d'accusation » contre le président égyptien, M. Sadat, rédigé par le Congrès populaire arabe, sera rendu public le 22 juillet, au cours d'une conférence de presse mondiale, a annoncé dimanche 16 juillet l'Agence syrienne d'information SANA.

Le comité d'information du secrétariat du Congrès a, en effet, précisé que tout était prêt en prévision du « jugement » au début du mois d'août. Le directeur de l'Agence syrienne a, d'autre part, indiqué que des invitations avaient été adressées aux agences de presse internationales, aux grands journaux et aux stations internationales de radio et de télévision.

Le Congrès populaire arabe a été créé par les pays du « front de la liberté », hostile à la politique du président Sadat envers Israël. — (A.F.P.)

SAISIE DE TROIS MILLE CINQ CENTES ARMES AUTOMATIQUES À ASSIOUT. — Des armes d'une valeur de plusieurs millions de dollars ont été saisies par les forces de l'ordre dans la localité d'Assiout, à environ 500 kilomètres au sud du Caire, le dimanche 15 juillet. Le quotidien égyptien Goumhouria, il s'agit, selon le journal, de trois mille cinq cents armes automatiques et semi-automatiques, dont certaines de fabrication israélienne, qui étaient détenues par des repris de justice et des villageois. Cette saisie, indique Goumhouria, fait suite à la plus importante opération jamais réalisée en Haute-Egypte pour déloger des repris de justice retranchés dans un village de montagne, Beni-Mehmediat, chef de marchands d'armes de la Haute-Egypte situé à proximité d'Assiout. — (A.F.P.)

A TRAVERS LE MONDE

Colombie

M. JULIO CESAR TORRAY, candidat du parti libéral, a été officiellement proclamé, le 16 juillet, président élu de la Colombie par le tribunal électoral. A la suite des élections du 4 juin dernier, M. Torbay succédera, le 7 août, au président, également libéral, M. Alfonso Lopez Michelsen, pour la période allant de 1978 à 1982. Il a battu le candidat conservateur, M. Belisario Betancur. — (A.F.P.)

Équateur

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE a eu lieu sans incident, le dimanche 16 juillet, en Équateur. Les premiers résultats, portant sur un septième environ des suffrages exprimés, donnent une sensible avance au candidat populiste, M. Jaime Rodas de la Condamación, des forces populistes. M. Sixto Duran, le candidat conservateur, arrivait en seconde position. — (A.F.P.)

Inde

LE CABINET DU MAHARASHTRA (État de Bombay) a démissionné, dimanche 16 juillet, à la suite du retrait du parti du Congrès de la coalition gouvernementale dirigée par le groupe de « Gandhî ». Le Congrès Thakir. — (Reuters.)

Iran

INCIDENT AÉRIEN IRANO-SOVIÉTIQUE. — La D.C.A. soviétique a abattu, le 21 juin, un hélicoptère d'entraînement de l'armée iranienne à l'intérieur de l'espace aérien soviétique. L'appareil a pris feu et s'est écrasé, et son équipage a péri. L'Inde a communiqué l'information de l'agence iranienne PARS publiée lundi 17 juillet. Selon PARS, deux hélicoptères d'entraînement iranien non armés qui survolaient le jour-là Sabzevar, dans le district de Khorasan, se sont égarés par temps de brouillard et ont pénétré dans l'espace aérien

soviétique. Le deuxième hélicoptère, qui a été gravement endommagé, a pu néanmoins atterrir en territoire soviétique et a été rendu aux autorités iraniennes ainsi que les membres de son équipage.

Pérou

LES RESULTATS OFFICIELS DES ÉLECTIONS de 18 juin pour l'Assemblée constituante ont été publiés le 15 juillet à Lima. L'APRA (populiste), de M. Victor Raúl Haya de la Torre, a obtenu 124 174 voix et 37 sièges. Il devance le parti populaire chrétien (droite), qui a recueilli 835 294 voix et 25 sièges. Vient ensuite : le Front ouvrier paysan, étudiant et populaire (POCOP, extrême gauche) avec 439-413 voix et 12 sièges ; le parti socialiste révolutionnaire (gauche), 200 530 voix et 6 sièges ; le parti communiste péruvien, 207 612 voix et 6 sièges ; le parti d'union démocratique populaire (gauche), 180 741 voix et 4 sièges ; le Front na-

tional des travailleurs paysans (centre), 125 522 voix et 4 sièges ; le parti démocrate chrétien (centre), 88 076 voix et 2 sièges ; le parti d'union nationale (droite), 74 137 voix et 2 sièges ; le Mouvement démocratique péruvien (droite), 68 619 voix et 2 sièges. Deux autres formations, le parti de l'action révolutionnaire socialiste (DAS) et le parti démocrate réformiste péruvien (P.D.R.P.), n'ont obtenu aucun siège. — (A.F.P.)

Thaïlande

PHINOM-PHEN ET BANGKOK sont convenus de prendre des mesures en vue d'améliorer leurs rapports, a déclaré le premier ministre thaïlandais, M. Kriangsak Chamanan, à l'issue d'un entretien, samedi 15 juillet, avec le ministre cambodgien des affaires étrangères, M. Ieng Sary. Les deux capitales ouvriront « en principe » entre elles une ligne télégraphique directe et échangeront des délégations commerciales. — (U.P.J.)

Des livres Seuil pour tous les temps

① Romans français, Nouvelles

<p>Clement Lépidis La rose de Büyükada Une quête du Gréal à la mode orientale. 160 pages 32 F</p> <p>La main rouge Électre à Belleville en 1927... 160 pages 32 F</p>	<p>Jean Louis Yves Jacob Comedia Israël "Une table sur l'opacité de l'âme qui en dit plus long sur le judaïsme que toute la Kabbale (...). Un petit chef-d'œuvre" C. David, Le Nouvel Observateur 176 pages 29 F</p>	<p>Roger Garaudy Qui dites-vous que je suis ? "La romancier prend le relais du penseur" politique et railleur pour aborder autrement les thèmes de l'homme, de la civilisation, de l'espérance" L. Guissard / La Croix 182 pages 36 F</p>	<p>Anne Bragance Changement de cavalière "On est dans le domaine de la sensibilité pure, des sensations les plus tendues, de la densité miraculeuse" exprimée par une technique aérienne" Ginette Guillard-Auviste Le Monde Nouvelles 128 pages 33 F</p>	<p>André Rollin Cortège dans la ville "J'y ai pris un plaisir que je n'attendais plus d'un roman d'aujourd'hui" Philippe Ariès / Le Matin 160 pages 29 F</p>	<p>Anne Cauquelin Potamor Des nouvelles de Science Fiction, mais ne s'agit-il pas d'un portrait d'un monde déjà actuel ? 144 pages 35 F</p> <p>Josée Laure La cérémonie paternelle La révolte contre le père. 144 pages 29 F</p>	<p>Alain Ferry El-Kous Ethiopie d'un Pied-Noir Alain Ferry raconte le paradis perdu de son enfance et la découverte de la langue française. 128 pages 32 F</p>	<p>PRIX ROGER NIMIER Erik Orsenna La vie comme à Lausanne "Il montre, fou-rire à l'appui, qu'aujourd'hui toute gloire est posthume." B. Poirot-Delpech, Le Monde 256 pages 40 F</p> <p>Demain: Romans français (suite), Poésie Coll. Libre à Elles</p>
--	--	---	--	--	--	--	--

objet » socialiste

par Alistair MacLean

AFRIQUE

LA GUERRE EN ÉRYTHRÉE

Les maquisards auraient réussi à repousser une importante offensive éthiopienne

Khartoum. — L'offensive lancée voici trois semaines par les Éthiopiens en Érythrée marque le pas décisif dans la capitale soudanaise. « Je puis vous assurer que, pour les Éthiopiens, la tâche est plus difficile qu'en Ogaden », nous a déclaré M. Andemikael Keshal, chargé des relations extérieures au sein du comité central du Front populaire de libération (F.P.L.E.), l'un des deux principaux mouvements de la résistance érythréenne. Des sources indépendantes confirment de leur côté, qu'en dépit des effectifs engagés — jusqu'à cent cinquante mille Éthiopiens, selon le F.P.L.E. — Addis-Abeba n'a pas encore marqué de point décisif.

Selon le F.P.L.E., l'offensive éthiopienne s'est déployée, fin juin, dans deux directions. Quarante mille hommes environ ont remporté la province de Gondar en direction du triangle de basses terres occidentales frontalier du Soudan et contrôlé par le F.P.L.E. Juste au nord de Gondar, sur la frontière de l'ouest, les Éthiopiens ont tenté de briser le siège d'Asmara vers le sud, en direction de Decemra. Trois jours plus tard, ils ont tenté d'en faire autant au nord de la ville, en direction de Keren. Mais ces efforts n'auraient connu que des succès limités. Le F.P.L.E. affirme même avoir mené

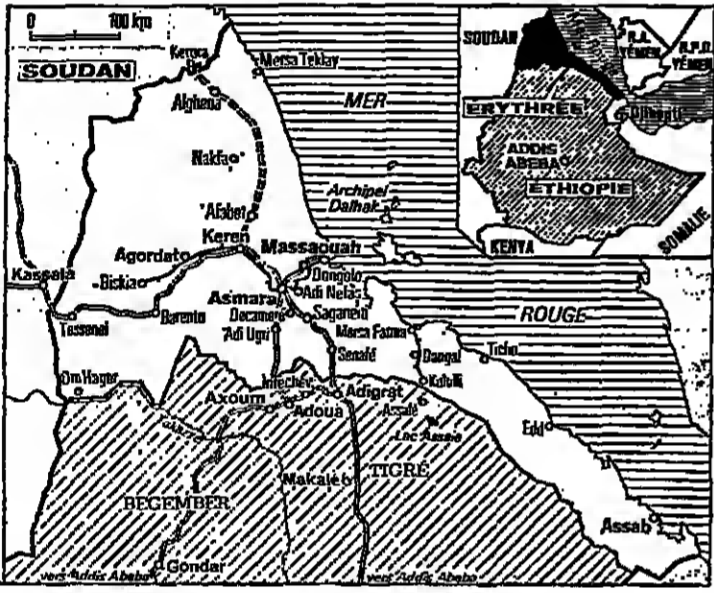
une contre-offensive qui lui aurait permis de reprendre le contrôle des réservoirs d'eau de la centrale électrique d'Asmara, situés à 8 kilomètres de la ville.

Précédée par des bombardements aériens intenses, l'offensive éthiopienne aurait repris le 12 juillet, sur le Mareb, en direction d'Adi-Calele, avec quinze mille hommes. Toujours selon le F.P.L.E., l'aviation éthiopienne aurait bombardé un meeting populaire érythréen à Diga, localité située entre Decemra et Keren. Dans la nuit du 12 au 13 juillet, les Éthiopiens auraient lancé une « force de deux mille hommes » pour tenter d'élargir les défenses au port de Massawah, lequel est encore depuis le début de décembre. Vendredi, les Éthiopiens n'avaient pas encore progressé sur ce front de Massawah mais de violents combats s'y poursuivaient.

M. Andemikael Keshal affirme que la grande majorité des forces cubaines en Érythrée — soit environ quinze mille hommes — sont en voie de regroupement dans le nord-est du pays. Il se demande si ce regroupement n'est pas lié aux difficultés causées par la guérilla du F.P.L.E. (Front populaire de libération du Tigré) dans les zones montagneuses éthiopiennes. « Les Éthiopiens comptent peut-être utiliser les Cubains pour nettoyer le terrain du Tigré », affirme-t-il. Le F.P.L.E. affirme avoir aidé de son insurrection érythréenne, lutte pour « l'égalité des nationalités » qui forment la mosaïque éthiopienne et non pour l'indépendance de la province.

Les dirigeants érythréens établissent un lien entre l'offensive éthiopienne en cours — apparemment la plus importante depuis dix-sept ans de conflit armé — et l'après-coup du pacte tripartite prévu du 18 au 21 juillet à Khartoum. « Les Éthiopiens voulaient obtenir un succès militaire avant le sommet », estime M. Andemikael Keshal tout en ajoutant qu'Addis-Abeba demeure encore loin du compte. « De toute façon, dit-il, les perspectives de paix en Érythrée n'ont jamais été aussi faibles ».

JEAN-CLAUDE POMONTE



CORRESPONDANCE

LA LIBYE ET LE TCHAD

M. Ngrasman D. Rebeys, premier conseiller à l'ambassade du Tchad, critiquant l'article publié dans le Monde du 13 juin sous la signature de M. Pierre Clément, nous adresse une longue lettre dont nous extrayons les passages suivants : « Il n'existe aucune contradiction entre les principes de coopération d'assistance technique militaire et le soutien militaire français apporté aux forces gouvernementales tchadiennes. Quant aux conséquences désastreuses de ce soutien, elles sont le fruit de l'inaction. En revanche, il ne fait pas de doute que l'hostilité envers les coopérateurs français au Tchad naît de côté des rebelles tchadiens conditionnés par l'aspect de la guerre religieuse, thème propagandé du colonel Kadhafi, renouveau dernièrement devant les yeux de l'Assemblée nationale algérienne ».

Au Tchad, comme en Angola, en Éthiopie et au Zaïre, le monde assiste à une entreprise de déstabilisation politique. Les relations de la Libye avec les États dits « progressistes » sont de notoriété. Au sein de la Ligue arabe africaine, ce pays ne fait pas mystère de son intention de faire admettre sa fameuse troisième voie, difficilement exportable. Les conquêtes militaires, les annexions de territoires voisins, l'organisation des subversions politiques sont les armes de Kadhafi pour déstabiliser les régimes qui ne sont pas de son goût.

On se demande quels sont les moyens ayant permis au Front national d'acquiescer tout l'arsenal de guerre sophistiqué utilisé pour faire tomber les gouvernements de Bardai, Zouar, Fada, Oumangar et Faya. Ce n'est certainement pas en vertu d'une philanthropie quelconque. Le potentiel en armements acquis par les rebelles n'est pas aussi insignifiant que l'écrit l'auteur de la mission de réforme administrative au Tchad. Tous les observateurs en conviennent. Ils n'ont pas tort, et l'importance du matériel de guerre détruit au cours des batailles d'Al et Djedda le confirme. Cet accroissement de l'armement a suivi la libération de Soudan. Clairement des copies du Front national par Kadhafi. Ce but est atteint grâce à une manœuvre qui a permis de provoquer la sécession dans les rangs de l'opposition armée, sachant que le responsable de l'époque ne tolérerait point la présence libyenne en terre tchadienne. C'est cette position qui fut l'origine des sérieux accrochages d'Ombi, décidés par Hissène Habré et non pas Goukouni.

Selon le ministre des affaires étrangères LE PACTE DE DÉFENSE ENTRE RABAT ET NOUAKCHOTT DEVIENDRAIT ÊTRE RENFORCÉ

Le ministre marocain des affaires étrangères, cheikh Mohamed Ould Leghda, a quitté samedi 15 juillet Rabat pour Nouakchott, à l'issue d'une visite de vingt-cinq heures, au cours de laquelle il a notamment affirmé son « intention de donner une base encore plus large aux traités conclus entre le Maroc et le Mauritania ». Le roi Hassan II a remis un message de son appui au cheikh Leghda.

Durant cette visite, le cheikh Leghda a marqué clairement l'intention des autorités de Nouakchott de renforcer le pacte de défense d'assistance mutuelle conclu il y a un an entre les deux pays.

D'autre part, notre correspondant à Rabat, Louis Gravier, nous indique que le roi Hassan II a nommé, comme ambassadeur au Maroc, M. Ahmed Broussi ambassadeur du royaume de Nouakchott.

Membre, un temps, de la délégation marocaine à l'ONU, M. Ahmed Broussi a été successivement ambassadeur du Maroc au Nigeria, ministre de l'Information, ambassadeur à Tunis, et enfin à Alger. Il occupait ce dernier poste quand, en 1975, les rapports se tendirent entre le Maroc et l'Algérie, et les ambassadeurs respectifs des deux pays regagnèrent leur capitale d'origine.

À Alger, pour la première fois depuis la proclamation du cessez-le-feu par le Front Polisario, le 12 juillet dernier, le ministre sahraoui de la défense a fait état, dimanche 15 juillet, d'une attaque opérée le 13 juillet par les troupes marocaines, dans la région de Dakhla (ex-Ville Cisneros), dans la partie sud du Sahara occidental. — (A.F.P.)

Message du lieutenant-colonel Ould Salek à M. Giscard d'Estaing. — Le nouveau chef de l'État mauritanien, le lieutenant-colonel Ould Salek, a adressé un message de félicitations à M. Giscard d'Estaing, à l'occasion de la fête du 14 juillet. « Je suis convaincu, écrit-il notamment, que les liens traditionnels qui existent entre nos deux pays continueront à se développer et à se renforcer davantage, favorisant ainsi la poursuite de la coopération fructueuse dans l'intérêt mutuel de nos deux peuples amis. » — (A.F.P.)

L'ANGOLA RENOUÉ LE DIALOGUE AVEC LE ZAÏRE

Deux mois après l'attaque de Kolwezi par les anciens généraux katangais réfugiés en Angola, le Zaïre et l'Angola ont renoué le dialogue à Brazzaville, où des délégations des deux pays se sont rencontrées, samedi 15 et dimanche 16 juillet, en présence de représentants de la République populaire du Congo.

Depuis la victoire en Angola du mouvement de M. Neto, le M.P.L.A., les relations entre les deux pays, malgré de nombreuses tentatives de rapprochement, marquées notamment par des rencontres entre leurs présidents à Brazzaville, ont été le plus souvent tendues. Chaque pays accusait l'autre d'entretenir sur son territoire des éléments « subversifs ».

Depuis lors, le président Neto a annoncé que, les anciens généraux katangais, désarmés, devaient être évacués de la frontière saïroise. De son côté, le général Mobutu a accordé l'amnistie générale aux réfugiés saïrois, dont ceux se trouvant en Angola. Le chef du Front national de libération de l'Angola (F.N.L.A.), M. Roberto Holden, a affirmé la semaine dernière que son mouvement n'avait aucune base au Zaïre. D'autre part, les troupes angolaises ont renoncé, samedi, à la Croix-Rouge internationale quarante-cinq pêcheurs de nationalité zaïroise arrêtés pour avoir pêché dans les eaux territoriales angolaises.

À Khartoum, où il participe à la conférence ministérielle de l'O.U.A., M. Paulo Jorge, ministre angolais des affaires étrangères, a confirmé l'intention de son gouvernement de renouer avec le Zaïre. Il a d'autre part réaffirmé que les Angolais avaient évacué les camps de réfugiés katangais situés à la frontière anglo-zaïroise. — (A.F.P. Reuter).

OUVERTURE DE DROITS SOCIAUX POUR LES RAPATRIÉS DE KOLWEZI

Le ministre du travail a accordé, jeudi 13 juillet, aux rapatriés de Kolwezi — y compris les veuves — le droit à l'inscription aux agences nationales pour l'emploi et la sécurité sociale.

M. Joseph Wengler, président du Comité de défense des réfugiés de Kolwezi, a annoncé que le Zaïre, au cours d'une conférence de presse tenue à Metz ce même jour, a donné quelques précisions. Les rapatriés dépendant d'un employeur étranger dans les trois derniers mois peuvent bénéficier immédiatement des indemnités au titre de l'ASSÉDIO. Quant à ceux qui dépendent d'un employeur étranger, l'aide du belgo-zaïrois prévu du 18 au 21 juillet à Khartoum leur sera attribuée pendant quatre-vingt-cinq jours, à partir de la date d'inscription.

Rhodésie PLUSIEURS MEMBRES DE L'ENTOURAGE DU PREMIER MINISTRE SONT IMPLIQUÉS DANS UN SCANDALE FINANCIER

Un scandale financier sans précédent en Rhodésie va bientôt conduire devant le tribunal six personnes, dont des fonctionnaires de haut rang, accusées de fraude et de violation du contrôle des changes.

L'affaire reste entourée du plus grand secret, car elle concerne les fonds du gouvernement et pourrait ébranler la confiance des investisseurs, révéler les méthodes utilisées pour tourner les sanctions de l'ONU, mettant dans l'embarras des pays étrangers.

Le montant de la fraude pourrait atteindre 1 500 000 dollars. Selon des informations non confirmées, la police rhodésienne aurait accompagné l'une des personnes impliquées en Suisse, pour tenter de récupérer une partie de la somme qui pourrait provenir du fonds de la défense, utilisé pour l'achat d'avions et d'armement.

Deux journaux sud-africains ont publié, dimanche 15 juillet, les noms de quatre personnes impliquées dans ce scandale : M. Rodney Simmonds, ancien parlementaire, membre du parti du Front rhodésien du premier ministre M. Ian Smith; Norman Brand — secrétaire à la défense, proche conseiller de M. Smith; un homme d'affaires, Eddie Muller; et Tom Pittard, décrit comme un conseiller du premier ministre pour les questions douanières.

D'autre part, le massacre de civils perpétré dans la nuit du 14 au 15 juillet près de Zwimba (le Monde des 16 et 17 juillet) n'aurait pas fait vingt et une victimes, mais dix-sept, parmi lesquelles huit enfants de quatre à treize ans. — (A.F.P.)

Namibie Nouvelles difficultés pour le plan de règlement

Les Occidentaux et le gouvernement de Pretoria s'opposent au sujet de l'enclave de Walvis-Bay

De notre correspondant

Johannesburg. — De nouvelles difficultés sont apparues dans le règlement de l'affaire namibienne quelques jours après les espoirs nés de l'acceptation par le mouvement nationaliste SWAPO du plan de règlement occidental.

Walvis-Bay, enclave sud-africaine qui partage la longue côte atlantique de la Namibie en deux parties, et abrite une base militaire importante et le seul port en eau profonde du territoire, demeure au centre des difficultés.

La SWAPO considère Walvis-Bay comme « partie intégrante » de la Namibie, mais a accepté, au cours des négociations de Luanda, la semaine dernière, de faire une concession de Walvis-Bay en renonçant à revendiquer l'enclave avant l'indépendance du territoire. En revanche les nationalistes se contenteront d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, soutenue par les Occidentaux, affirmant que Walvis-Bay appartient bien à la Namibie.

Malgré la concession de la SWAPO, l'Afrique du Sud n'est pas satisfaite. Les ambassadeurs de cinq pays occidentaux au sujet du plan de règlement (Canada, États-Unis, France, Grande-Bretagne et République fédérale d'Allemagne) ont eu, samedi 15 juillet, une rencontre, décrite de source diplomatique comme « orageuse », avec M. P. B. Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères. Celui-ci est revenu sur ce sujet, dimanche, dans une interview à la radio sud-africaine, dans laquelle il a déclaré fermement que l'introduction du problème de Walvis-Bay dans le règlement namibien pourrait mettre en danger la négociation.

M. Botha a souligné que le plan accepté par la SWAPO à Luanda est bien le même que celui auquel Pretoria a donné son accord le 25 avril. Mais il a ajouté que l'attitude sud-africaine à l'égard du règlement serait guidée par le déroulement du prochain débat au Conseil de sécurité. L'introduction de résolutions additionnelles, a-t-il dit, pourrait tout remettre en cause.

Le ministre a réaffirmé que l'enclave stratégique appartenait historiquement à l'Afrique du Sud, et a été annexée à la province du Cap il y a un siècle par les Britanniques, et que son sort ne devrait pas être lié au plan occidental qui n'en fait pas état.

De nouveaux contacts sont prévus cette semaine entre les diplomates des « cinq » et, cette fois, M. John Vorster, premier ministre sud-africain. Mais l'optimisme qui régnait dans les milieux diplomatiques après l'accord de Luanda a été rapidement nuancé par la réaction sud-africaine.

En attendant, la guerre n'a pas pris fin pour autant. Quatre officiers noirs ont rouvert la mort ce week-end lorsque leurs véhicules ont sauté sur des mines posées par les guérilleros de la SWAPO, dans le nord du territoire, à une dizaine de kilomètres de la frontière angolaise. (Interim.)

Tunisie VENU SUIVRE LES PROCÈS POLITIQUES M^r François Sarda est refoulé à son arrivée à Tunis

M^r François Sarda, avocat au barreau de Paris, annonce dans un communiqué qu'il a été refoulé par la sûreté nationale de l'aéroport de Tunis, où il était arrivé dimanche 16 juillet.

M^r François Sarda nous a fait parvenir à ce sujet une communication dont voici des extraits : « Chargé par la Confédération internationale des syndicats libres (C.I.S.L.) et la Fédération internationale des ouvriers de la métallurgie (F.I.O.M.) de servir de médiateur entre les dirigeants et militants de l'Union générale des travailleurs tunisiens (U.G.T.T.) et les poursuites engagées contre eux après les événements du 28 janvier dernier, je devais accomplir une troisième mission à Tunis, où aurais lieu prochainement des procès importants. »

« Je veux exprimer ma surprise et ma tristesse. Lors de mon premier déplacement j'avais été reçu par le bâtonnier de l'ordre des avocats. Grâce à lui, j'avais été reçu par le juge d'instruction et par le ministre de la justice, qui avait tenu à préciser qu'il m'accorderait une audience de courtoisie. J'avais également vu des avocats constitués pour les détenus, ainsi que des familles de syndicalistes arrêtés. J'avais assisté à une audience de procès relative aux événements du 28 janvier. »

« Lors de mon second déplacement, j'aurais été reçu par le procureur de la République et par le juge d'instruction. J'avais vu le juge d'instruction pour la défense des syndicalistes. J'avais également vu des syndicalistes arrêtés qui avaient été libérés, après condamnation, ou non, et qui bien souvent étaient licenciés de leur emploi à l'absence non motivée. Si j'accepte un entretien personnel avec deux journalistes qui n'ont jamais fait état de mes missions ou déplacements ni de déclarations de ma part, je n'ai eu aucun autre contact. »

« Me limitant très strictement à mon devoir, je n'ai rendu compte qu'à mes mandants, la C.I.S.L. et la F.I.O.M., en France, aux dirigeants de Force ouvrière (...). »

« J'ajouterai à ce simple rapport des faits qu'il m'a été refusé par la police me retenant à l'aéroport de Tunis de téléphoner soit au bâtonnier de l'ordre des avocats, soit au ministre de la justice, soit à l'ambassade de France. Quant au contraire venu m'accueillir, je n'ai pu l'informer de mon roulement qu'après une heure tenue par un simple mot sous contrôle policier à l'instar de mon réembarquement. Je ne ferai aucun commentaire avant d'avoir une nouvelle fois rendu compte à la C.I.S.L. et à la F.I.O.M., conclut M^r Sarda.

DÉCLARATIONS DE CHEFS RELIGIEUX CHRÉTIENS CONCERNANT LES DERNIERS ÉVÉNEMENTS DU LIBAN

Sa Béatitude Maximos V, Patriarche d'Antioche et de tout l'Orient d'Alexandrie et de Jérusalem, a déclaré avoir rétabli la sécurité au Liban, et aidé les autorités légitimes à faire en sorte que les institutions d'État et l'armée libanaise repréussent leurs activités.

Sa Béatitude a ajouté : « Nous sommes, bien entendu, contre toute partition du Liban et nous dénonçons la création d'un État chrétien, nous refusons catégoriquement de vivre au sein de cet État s'il devait voir le jour. Nous, les chrétiens, condamnons tout contact avec Israël, car nous savons qu'il œuvre pour son expansion au détriment des États voisins. Nous sommes conscients qu'Israël ne veut pas la paix et se déploie pour que soient créés de petits États confessionnels antagonistes dont il sera le plus fort. Nous refusons qu'Israël continue notre protectorat ou qu'il défende la chrétienté dans cette région de la terre, si chère à notre cœur, où vivent côte à côte, depuis tant de siècles, les musulmans et les chrétiens dans une atmosphère de pleine confiance, d'affection mutuelle et de loyauté envers la grande Patrie arabe. »

Sa Béatitude a dénoncé, en termes sévères, les massacres d'innocents et de femmes, et les à considérés comme deux actes ignobles qui enfreignent dans un plan unique visant à l'intervention d'Israël, à semer les troubles, à contraindre la Syrie à entrer en guerre, une grave plainte présentée par les chrétiens libanais.

Sa Béatitude a souligné que la riposte syrienne au Liban contre ceux qui font peser les troubles répond aux intérêts du Liban, pour la maintien de son intégrité et l'unité de son peuple.

Elle a précisé en substance : « Je voudrais que tout le monde sache clairement que la Syrie et le Liban demeurent toujours deux pays jumeaux qui s'entendent parfaitement pour l'intérêt des deux peuples. »

Sa Béatitude a demandé à tous les Libanais d'oublier leur rivalité et d'apporter leur soutien au Président Sarkis et au Gouvernement libanais pour qu'ils puissent assumer leurs lourdes responsabilités.

PATRIARCHAT GREC CATHOLIQUE - Hovak Zetoun (Damas)

DECLARATIONS DE CHEFS RELIGIEUX MUSULMANS CONCERNANT LES DERNIERS ÉVÉNEMENTS DU LIBAN

Sa Sainteté le Grand Mufti de Damas, M. Ahmad Badawi, a déclaré avoir rétabli la sécurité au Liban, et aidé les autorités légitimes à faire en sorte que les institutions d'État et l'armée libanaise repréussent leurs activités.

Sa Sainteté a ajouté : « Nous sommes, bien entendu, contre toute partition du Liban et nous dénonçons la création d'un État chrétien, nous refusons catégoriquement de vivre au sein de cet État s'il devait voir le jour. Nous, les musulmans, condamnons tout contact avec Israël, car nous savons qu'il œuvre pour son expansion au détriment des États voisins. Nous sommes conscients qu'Israël ne veut pas la paix et se déploie pour que soient créés de petits États confessionnels antagonistes dont il sera le plus fort. Nous refusons qu'Israël continue notre protectorat ou qu'il défende la chrétienté dans cette région de la terre, si chère à notre cœur, où vivent côte à côte, depuis tant de siècles, les musulmans et les chrétiens dans une atmosphère de pleine confiance, d'affection mutuelle et de loyauté envers la grande Patrie arabe. »

Sa Sainteté a dénoncé, en termes sévères, les massacres d'innocents et de femmes, et les à considérés comme deux actes ignobles qui enfreignent dans un plan unique visant à l'intervention d'Israël, à semer les troubles, à contraindre la Syrie à entrer en guerre, une grave plainte présentée par les musulmans libanais.

Sa Sainteté a souligné que la riposte syrienne au Liban contre ceux qui font peser les troubles répond aux intérêts du Liban, pour la maintien de son intégrité et l'unité de son peuple.

Elle a précisé en substance : « Je voudrais que tout le monde sache clairement que la Syrie et le Liban demeurent toujours deux pays jumeaux qui s'entendent parfaitement pour l'intérêt des deux peuples. »

Sa Sainteté a demandé à tous les Libanais d'oublier leur rivalité et d'apporter leur soutien au Président Sarkis et au Gouvernement libanais pour qu'ils puissent assumer leurs lourdes responsabilités.

MUSULMANNET - Hovak Zetoun (Damas)

A LA VEILLE

Le malaise général

Les ministres ne semblent pas avoir pu se réunir hier soir. Le conseil des ministres a été ajourné à mardi 17 juillet. Les ministres ont tenu une réunion le 16 et 17 juillet. Les ministres ont tenu une réunion le 16 et 17 juillet. Les ministres ont tenu une réunion le 16 et 17 juillet.

Une nouvelle

Le 19 juillet, le ministre de l'Intérieur, M. Sarda, a annoncé que le conseil des ministres s'est réuni hier soir. Le conseil des ministres a tenu une réunion le 16 et 17 juillet. Les ministres ont tenu une réunion le 16 et 17 juillet.

CHURCH AVAIT-IL MEN

ACQUIS ISORNI

On reviendra toujours sur le procès du maréchal Pétain. 33 ans après, sa condamnation reste une faille dans l'unité spirituelle de la France.

Jacques Isorni apporte ici de nouvelles pièces du dossier du procès. Avait-on oublié de dire toute la vérité?

112 pages, 30 F.

Zarzis

en face de DJERBA

Nouvelle station d'où vous pourrez visiter les plus beaux sites touristiques de TUNISIE ainsi que ses incomparables oasis.

Un nouvel Hôtel-Club est né. Dans le style du pays, les pieds dans l'eau, nouvelle formule animée, sportive.

Centre de thalassothérapie. Excellente cuisine.

HÔTEL-CLUB SANGHO

une semaine (LYON-LYON): 1660 F

une semaine (PARIS-PARIS): 1990 F

LA TUNISIE • UNE TERRE • DES HOMMES

Documentation gratuite.

Renseignements et réservation :

TUNISIE CONTACT

30, rue de Richelieu-75001 PARIS-296.02.25 & 296.14.23

مكتبة من الأصل

EUROPE

هكذا من الأصل

Namibie

Difficultés pour le plan de règlement de l'enclave de Walvis Bay et le gouvernement de Pretoria

Le plan de règlement de l'enclave de Walvis Bay, qui a été adopté par le Parlement de Pretoria le 15 juillet, n'est pas sans susciter de vives réactions. Les nationalistes de la région de Walvis Bay, qui ont obtenu la majorité absolue lors des élections locales, ont exprimé leur désaccord avec le plan de règlement. Ils ont déclaré qu'ils ne se soumettent pas à un plan qui leur inflige une déroute. Le gouvernement de Pretoria, qui a été élu en avril, a déclaré qu'il est prêt à négocier avec les nationalistes de Walvis Bay. Mais les nationalistes ont déclaré qu'ils ne négocieront pas tant que le gouvernement de Pretoria n'aura pas accepté leurs exigences. Le plan de règlement prévoit que l'enclave de Walvis Bay sera rattachée à la Namibie indépendante. Les nationalistes de Walvis Bay ont déclaré qu'ils ne veulent pas être rattachés à la Namibie. Ils veulent une Namibie qui leur soit favorable. Le gouvernement de Pretoria a déclaré qu'il est prêt à négocier avec les nationalistes de Walvis Bay. Mais les nationalistes ont déclaré qu'ils ne négocieront pas tant que le gouvernement de Pretoria n'aura pas accepté leurs exigences.

Portugal

A LA VEILLE DU VOYAGE DE M. GISCARD D'ESTAING

Le malaise gouvernemental n'est pas dissipé à Lisbonne

Les socialistes ne semblent pas accepter les exigences de l'autre parti de la coalition gouvernementale, le C.D.S. (Centre démocratique et social), qui s'est prononcé en faveur d'un remaniement ministériel. Certes, les deux partis doivent se mettre d'accord sur la politique du gouvernement ; mais ils n'ont pas à discuter les noms des ministres, dont le choix appartient exclusivement au chef du cabinet. Il en a été dit dans le communiqué final de la réunion du secrétariat national du P.S., qui s'est tenue à Lisbonne, les 15 et 16 juillet. Aussi le P.S. invite-t-il les dirigeants centristes à entamer des négociations « au plus haut niveau » afin de dépasser la crise. Il propose, en outre, la convocation d'un conseil des ministres qui serait exceptionnellement présidé par le général Eanes, président de la République.

Le C.D.S., de son côté, fait monter les enchères. Après avoir exigé le départ du ministre de l'Agriculture, M. Luis Salas (P.S.), il a attaqué maintenant d'autres secteurs gouvernementaux, comme les affaires sociales. Dans une interview accordée à un quotidien de Porto, M. Oliveira, spécialiste du C.D.S. dans ce domaine, est vivement éméché contre un projet de loi créant un service national de santé, qui avait été préparé par le ministre des affaires sociales, M. Arnaut. M. Freitas do Amaral, président du C.D.S., a déjà, à ce sujet, annoncé son opposition à la prochaine séance parlementaire.

Une nouvelle offensive conservatrice

De notre correspondant

Lisbonne. — Scellée le 19 janvier 1978, l'entente entre socialistes et démocrates chrétiens, que le secrétaire général du P.S. avait prôagée, était « un exemple pour l'Europe », conciliant des jours difficiles. Pourtant, elle était venue mettre fin à l'impasse créée par la chute, le 8 décembre 1977, du premier gouvernement dirigé par M. Soares. L'expérience d'un gouvernement minoritaire, mise en pratique par les socialistes depuis les élections législatives de 1976, était définitivement condamnée par la majorité des députés. Ils refusaient de voter la confiance demandée par le premier ministre. De son côté, le Fonds monétaire international, qui négociait avec le Portugal les conditions d'un prêt de 750 millions de dollars, hésitait à signer un accord engageant un des partis représentés à la Chambre.

pas concrétisé, du moins publiquement. Le président de la République, personnage central dans la crise de l'hiver dernier, a pressé M. Soares de poursuivre ses contacts pour former un gouvernement P.S.-C.D.S., auquel il a promis un appui constant. L'éventualité d'élections législatives anticipées, seule alternative possible à un échec des négociations, a fait disparaître les dernières réticences des socialistes. C'était l'époque où M. Lopes Cardoso, ancien ministre de l'Agriculture, annonçait la création d'un mouvement, l'U.E.S.D., qui menaçait de conquérir certaines des positions ouvrières du P.S.

La présence au gouvernement de ministres C.D.S., la loi sur la grève, souvent jugée trop libérale, n'avaient pas été révisés. De même, la loi sur les licenciements, qui donne aux travailleurs des droits excessifs. Les indemnités dues aux anciens actionnaires des entreprises nationalisées demeurent élevées. On attend toujours du gouvernement les règlements autorisant la création de sociétés d'investissements et de coopératives de crédit — organisations prévues par la loi définissant les limites des secteurs public et privé de l'économie, votée en 1977. Il s'agit de favoriser l'entrée de capitaux privés dans des secteurs qui leur sont interdits : les banques et les compagnies d'assurances.

Le résultat de la réunion de M. Sa Carneiro à la présidence du P.S.D. ? Toujours est-il que le chef des socialistes ne perd pas une occasion de relancer son offensive. En Algarve, où il se trouvait en vacances au moment du déclenchement de la crise, M. Sa Carneiro a, une fois de plus, lancé un appel à la formation d'un gouvernement de salut national qui préparerait des élections anticipées. Le P.C.P., quant à lui, est assez discret : présentant le danger de la droite, il a modéré ses revendications. Son comité central a proposé, en juin, la constitution d'un « bloc démocratique » extrêmement élargi où certains éléments du centre et de la droite historique. A Braga, où il devait apprendre le conflit ouvert par le C.D.S., M. Cunha a tenu des propos qui témoignent de sa volonté de réduire la portée des incidents. « Il faut éviter, a-t-il déclaré, que d'une crise provoquée par la droite sorte un gouvernement ouvertement réactionnaire, appuyé sur le parti de Sa Carneiro, sur le C.D.S. ou l'un de ses courants, ainsi que sur des secteurs marginaux du P.S. »

La formation d'un gouvernement majoritaire se heurtait à des problèmes difficiles. Elle ne pouvait se faire qu'avec les socialistes, l'alliance du P.S.D. (parti social-démocrate) et du C.D.S., avec le P.C.P. étant une hypothèse aberrante. La situation d'incertitude politique du P.S.D., où deux courants — l'un clairement de droite, l'autre plus modéré — s'affrontaient, rendait tout aussi impossible la constitution d'un bloc P.S.-P.S.D.-C.D.S., qui, en outre, aurait dangereusement isolé le P.C.P. dans l'opposition, alors que s'annonçait « un plan d'austérité ». Enfin, un gouvernement P.S.-P.C.P. se serait trouvé confronté à une large opposition de droite qui aurait pu conduire à un renversement du régime.

La Confédération des agriculteurs (CAP) a commencé, après une période d'attente, à manifester son inquiétude à propos du dialogue politique engagé entre le ministre de l'Agriculture et les représentants des ouvriers agricoles de l'Alentejo. Mais la préoccupation essentielle des autorités était d'obtenir dans les meilleures conditions un accord avec le P.M.L. MM. Soares et Freitas do Amaral, leaders du P.S. et du C.D.S., sont partis à l'étranger demander l'aide de leurs amis politiques. Les résultats de ce voyage ont été présentés au Portugal comme une victoire, le P.M.L. ayant transigé sur certains points considérés comme essentiels. D'autre part, les rapports entre le gouvernement et la présidence de la République semblaient bons. L'absence d'après le général Eanes au gouvernement était compensée par l'énergie dont il faisait preuve au niveau militaire : le C.D.S. et le P.S. ont vivement apprécié la rapidité avec laquelle il a résolu en avril un problème gênant en démettant les généraux Rocha Vieira et Vasco Lourenço, respectivement chef de l'état-major de l'armée de terre et commandant de la région militaire de Lisbonne.

Les « presidentialistes » MM. Soares et Freitas do Amaral sont allés à Belem demander des explications. Celles-ci ont été, semble-t-il, rassurantes. Le chef de l'Etat a même annoncé qu'il était prêt à signer une loi de confiance dans le gouvernement. Pourtant ce discours n'a pas été prononcé, et le général Eanes a pris d'autres initiatives, qui ont encore augmenté la tension. Le voyage qu'il a entrepris le 21 mai dernier au Brésil, au Venezuela et aux Etats-Unis a été perçu par les socialistes comme une démission, s'inclinant ainsi devant l'aide radicale dirigée par M. Sa Carneiro. Celui-ci a durci ses positions contre le président de la République, contre la Constitution et contre le gouvernement. Il a exigé des élections législatives anticipées.

Le climat s'aggrave, faisant apparaître les contradictions entre les objectifs du P.S. et du C.D.S. Manifestant son opposition à la politique du ministre de l'Agriculture, le porte-parole du C.D.S., pour ce secteur a donné un message très ambigu. M. Luis Salas, et le secrétaire d'Etat M. Alcino Cardoso, membre du parti de M. Freitas do Amaral, étaient patents. La veille d'un grand meeting organisé, le 9 juillet, par les agriculteurs de la CAP à Rio-Maior, les membres du conseil national du C.D.S. se sont réunis à Lisbonne. Leur parti avait, grâce à sa participation au gouvernement, obtenu certains avantages notamment le poste de ministre de l'Agriculture. Il avait pu désigner les préfets pour deux villes du pays. Mais dans l'autre plateau de la balance le poids paraissait peser plus lourd. Aussi M. Freitas do Amaral a-t-il demandé, d'emblée, aux conseillers d'approuver une motion réclamant un remaniement ministériel et une définition de la position du président de la République. « Si on n'avait pas fait cela, on se serait jetés par la fenêtre », a-t-il déclaré. « Tout le monde dira, a-t-il ajouté, que notre attitude est le

Les silences du président

M. Soares avait imaginé une formule ministérielle : un accord gouvernemental P.S.-C.D.S. et un accord politique entre le P.S. et le P.C.P. Moyennant certaines concessions, les communistes, et donc les syndicats, laisseraient ce gouvernement de centre-droite gauche gouverner. La coalition P.S.-C.D.S. présentait aux yeux de ses protagonistes des avantages substantiels : l'élargissement de la base sociale du régime à des groupes socio-professionnels, jusqu'alors marginalisés, et l'établissement de relations plus étroites avec les internationales socialiste et démocrate-chrétienne, où les deux partis sont représentés. En outre, on attendait de la nouvelle formule de gouvernement qu'elle provoquerait une désagrégation du P.S.D. au profit tant du P.S. que du C.D.S., les éléments restants n'ayant d'autre choix que de se fonder dans une extrême droite trop faible pour poser des problèmes. Mais l'accord entre les socialistes et les communistes n'est

centés sans travail. Personne ne reçoit d'allocation chômage. Seule une minorité est employée à des travaux dits communautaires, financés sur fonds publics. Pourtant, l'ambiance n'est pas si incertaine. Les machines et les nouvelles cultures (le syndicat ouvrier de la campagne) ont tenté d'occuper « des latifundia, en février, ils ont dû se contenter d'occupations symboliques. » Il y a beaucoup de désespoir, dit le contre-maître d'une société d'horticulture qui récolte les pêches et les oranges dans la vallée de Guadalquivir, « mais pas d'esprit de révolte ». Le secrétaire général des commissions ouvrières andalouses (le syndicat communiste), M. Eduardo Saborido, explique pourquoi la situation ne lui semble pas la même qu'il y a quarante ans : « Il y a quarante ans, dit-il, les paysans étaient très isolés, très réprimés. Aujourd'hui, il y a des échanges constants entre les travailleurs agricoles et les ouvriers de l'industrie, politiquement plus évolués. Assez pour éviter les actes de désespoir. »

Car les chômeurs à toujours été réprimés. On rencontre, en Andalousie, depuis longtemps — depuis son partage en latifundia — les regards fixes des journaliers assis à l'ombre des mûrs, qui attendent l'embauche, à des tarifs dérisoires, pour une saison ou une cueillette. Mais l'immigration a permis de diminuer la pression de la main-d'œuvre. Or, depuis deux ans, beaucoup de migrants ont été contraints de retourner chez eux. Au moment même où la construction et l'industrie cessent d'absorber l'exode campagnard. Le résultat a été un doublement du chômage rural de janvier 1977 à janvier 1978, rythme qui n'est pas ralenti pendant les premiers mois de cette année.

Le délégué syndicaliste qui a pris la parole a vécu ces dernières années comme beaucoup de paysans andalous : il a émigré dans le nord de l'Espagne, « a fait la betterave » en France, a travaillé en Allemagne. Aujourd'hui, il a épluché sur sa chemise un insignes républicain — théoriquement interdit — et un autre, vert et blanc, aux couleurs de la jeune autonomie régionale. Demain est jour de protestation, dans toute l'Andalousie, contre le chômage. Après l'appel au peuple, le délégué lance son appel au chômeur : « Attention, il ne s'agit pas de brûler les machines ! » Dans la province de Séville, pour un quart, les travailleurs agricoles sont au chômage. La situation est pire dans certaines autres provinces, comme Jaén et Almería. A Carmona, sur mille « créatures » qui travaillent la terre, comme disent les habitants quand ils perdent d'eux-mêmes, six

Espagne

Le gouvernement accroît les pouvoirs du Conseil général basque

Madrid (A.F.P., Reuter, U.P.I.). — Le conseil des ministres a démis de ses fonctions, samedi 15 juillet, M. Ignacio Irujo, gouverneur civil de la Navarre, qui a été remplacé par M. Eduardo Azeitegui y Montenegro, jusqu'à présent gouverneur civil de la province de Ciudad Real, en Vieille-Castille. L'opinion publique espagnole a condamné l'intervention brutale de la police jeudi 13 juillet à Pampelune, capitale de la Navarre, au cours des festivités traditionnelles de la Saint-Firmin. Un jeune manifestant avait été tué par balles par les policiers (Le Monde des 11, 12 et 14 juillet).

Le week-end a été généralement calme au Pays basque. Près de quinze mille personnes ont cependant participé dimanche, à Saint-Sébastien, à une manifestation convoquée par toutes les forces politiques de la province pour protester contre « les violences policières au cours des heures de ces derniers jours ». Il n'y a pas eu d'incidents. A Renteria, la petite ville de Guipuscoa mise à sac jeudi 13 juillet par une brigade antiterroriste, six mille personnes ont défilé calmement dans les rues, samedi, scandant des slogans hostiles aux policiers.

En revanche, à Barcelone, les toreros de l'ordre ont tiré des balles en caoutchouc, samedi soir, contre des manifestants du parti communiste espagnol international. Une petite formation d'extrême gauche qui avaient lancé des cocktails Molotov dans le centre de la ville.

Chômage et découragement en Andalousie

Les journaliers sans terre accablent les machines et les nouvelles cultures

De notre envoyé spécial

Séville. — « Le capitalisme, c'est pire que le féodalisme. » A Carmona, à 30 kilomètres de Séville, les journaliers agricoles écoutent la harangue syndicaliste appuyée sur des pelles et des pioches qui ne leur servent plus, depuis deux mois, qu'à paver ou dégrader les rues : la tournesol, qui remplace l'olivier, la bié, moissonné par des machines, ne fournissent pas de travail. Ils n'ont pas de terre — pas même un lopin, — pratiquement pas de voielles, ils dépendent entièrement, pour leur subsistance, de l'embauche saisonnière sur les grandes exploitations locales. Ils font partie des quelque cent mille chômeurs qualifiés permanents qui compte la campagne andalouse. Rien de champ apparemment par rapport aux années de jacquerie et d'anarchisme qui ont précédé la guerre civile. « Car les féodaux, au moins, s'efforçaient de nourrir leurs sujets ! »

Le délégué syndicaliste qui a pris la parole a vécu ces dernières années comme beaucoup de paysans andalous : il a émigré dans le nord de l'Espagne, « a fait la betterave » en France, a travaillé en Allemagne. Aujourd'hui, il a épluché sur sa chemise un insignes républicain — théoriquement interdit — et un autre, vert et blanc, aux couleurs de la jeune autonomie régionale. Demain est jour de protestation, dans toute l'Andalousie, contre le chômage. Après l'appel au peuple, le délégué lance son appel au chômeur : « Attention, il ne s'agit pas de brûler les machines ! » Dans la province de Séville, pour un quart, les travailleurs agricoles sont au chômage. La situation est pire dans certaines autres provinces, comme Jaén et Almería. A Carmona, sur mille « créatures » qui travaillent la terre, comme disent les habitants quand ils perdent d'eux-mêmes, six

centés sans travail. Personne ne reçoit d'allocation chômage. Seule une minorité est employée à des travaux dits communautaires, financés sur fonds publics. Pourtant, l'ambiance n'est pas si incertaine. Les machines et les nouvelles cultures (le syndicat ouvrier de la campagne) ont tenté d'occuper « des latifundia, en février, ils ont dû se contenter d'occupations symboliques. » Il y a beaucoup de désespoir, dit le contre-maître d'une société d'horticulture qui récolte les pêches et les oranges dans la vallée de Guadalquivir, « mais pas d'esprit de révolte ». Le secrétaire général des commissions ouvrières andalouses (le syndicat communiste), M. Eduardo Saborido, explique pourquoi la situation ne lui semble pas la même qu'il y a quarante ans : « Il y a quarante ans, dit-il, les paysans étaient très isolés, très réprimés. Aujourd'hui, il y a des échanges constants entre les travailleurs agricoles et les ouvriers de l'industrie, politiquement plus évolués. Assez pour éviter les actes de désespoir. »

Car les chômeurs à toujours été réprimés. On rencontre, en Andalousie, depuis longtemps — depuis son partage en latifundia — les regards fixes des journaliers assis à l'ombre des mûrs, qui attendent l'embauche, à des tarifs dérisoires, pour une saison ou une cueillette. Mais l'immigration a permis de diminuer la pression de la main-d'œuvre. Or, depuis deux ans, beaucoup de migrants ont été contraints de retourner chez eux. Au moment même où la construction et l'industrie cessent d'absorber l'exode campagnard. Le résultat a été un doublement du chômage rural de janvier 1977 à janvier 1978, rythme qui n'est pas ralenti pendant les premiers mois de cette année.

ASIE

Selon un parlementaire américain

PÉKIN SOUHAITERAIT UN DIALOGUE DIRECT AVEC TAIWAN

Hongkong (A.P.). — De retour de Chine, un parlementaire américain, M. Lester Wolff, du parti démocrate, a rapporté qu'une haute personnalité chinoise avait dit à la délégation qu'il dirigeait que Pékin n'excluait pas la possibilité d'un règlement de la question de Taiwan sur une base bilatérale, entre Chinois. M. Wolff n'a pas voulu préciser quelle était cette personnalité, mais le pinard des observateurs pensent qu'il s'agit de M. Teng Hsiao-ping. Néanmoins, en ce qui concerne une normalisation des relations entre Pékin et Washington, les Chinois, d'après M. Wolff, n'ont pas renoncé aux trois demandes qu'ils avaient formulées lors du voyage de M. Nixon à Pékin : abrogation du traité de défense mutuelle signé entre les Etats-Unis et Taiwan, retrait des forces américaines et rupture des relations avec Taïpei. M. Wolff a dit aussi que des responsables chinois n'avaient pas exclu la prise de Taiwan par la force si c'était nécessaire.

Chypre

M. TASSOS PAPAIOPOULOS, représentant chypriote grec aux pourparlers Intercommunautaires de l'île, a été révoqué, lundi 17 juillet, par le C.D.S., ami du président de ce parti. Il estimait néanmoins que M. Freitas do Amaral aurait dû prendre cette initiative quelques semaines plus tôt. « Tout le monde dira, a-t-il ajouté, que notre attitude est le

CHURCHILL AVAIT-IL MENTI ?

JACQUES ISORNI nouvelle requête en révision pour PHILIPPE PETAIN

On reviendra toujours sur le procès du maréchal Pétain. 33 ans après, sa condamnation reste une faille dans l'unité spirituelle de la France.

Jacques Isorni apporte ici de nouvelles pièces au dossier du procès. Avait-on oublié de dire toute la vérité ?

112 pages, 30 F.

FLAMMARION

arzi

HOTEL-CLUB SANGHO

TUNISIE CONTACT

Le premier tour de l'élection législative partielle de Seine-Saint-Denis

Mme Goutmann (P.C.) devance M. Valenet (R.P.R.) de 1.134 voix

54,56 % D'ABSTENTIONS

Inscr. 123 682; suffr. expr. 55 047. Abst. 54,56 %.

Mme Marie-Thérèse Goutmann, P.C., 27 110; MM. Raymond Valenet, R.P.R., 25 978; Alain Bourdeau, R.U.C., 806; Claude Briard, F.N., 744; Patrick Chaponnais, F.F.N., 405. BILLOTTAGE.

Résultats dans les communes de plus de dix mille habitants.

CLICHY - SOUS - BOIS. — Inscr. 10 106; suffr. expr. 3 805. Mme Goutmann, 2 411; MM. Valenet, 1 288; Briard, 63; Bourdeau, 42; Chaponnais, 36. GAGNY. — Inscr. 22 188; suffr. expr. 11 008. M. Valenet, 5 733; Mme Goutmann, 4 977; MM. Bourdeau, 139; Briard, 111; Chaponnais, 48. LIVRY-GARGAN. — Inscr. 21 327; suffr. expr. 8 442. Mme Goutmann, 4 283; MM. Valenet, 3 794; Bourdeau, 153; Briard, 144; Chaponnais, 62. MONTFERMEIL. — Inscr. 10 535; suffr. expr. 5 338. Mme Goutmann, 2 797; MM. Valenet, 2 357; Bourdeau, 75; Briard, 65; Chaponnais, 40. NEUILLY - PLAISANCE. —

Inscr. 9 986; suffr. expr. 4 454. M. Valenet, 2 243; Mme Goutmann, 2 084; MM. Bourdeau, 77; Briard, 64; Chaponnais, 35. NEUILLY - SUR - MARNE. — Inscr. 14 970; suffr. expr. 5 667. Mme Goutmann, 3 278; MM. Valenet, 2 218; Briard, 68; Bourdeau, 57; Chaponnais, 47. NOISY-LE-GRAND. — Inscr. 17 885; suffr. expr. 8 708. Mme Goutmann, 4 728; MM. Valenet, 4 702; Bourdeau, 131; Briard, 90; Chaponnais, 56. LE RAINCY. — Inscr. 9 031; suffr. expr. 4 154. M. Valenet, 2 908; Mme Goutmann, 1 075; Briard, 72; Bourdeau, 81; Chaponnais, 40.

En mars dernier, les résultats avaient été les suivants: 1° TOUR. — Inscr. 123 682; suffr. expr. 55 047; abstent. 54,56 %. Mme Goutmann, 26 842; MM. Valenet, 24 194; Valenet (F.N.), 23 187; Morel (U.D.F.-F.R.), 15 694; Fremat (éc.), 3 578; Chanvigoand (F.A.), 1 634; Bourdeau, 1 588; Violand (L.O.), 1 362; Briard, 1 333; Sillard (N.D.), 856; Briard (éc.), 627; Corlay (L.C.R.), 583; Demidoff (éc.), 357; Fihot (F.R.P.), 282. 2° TOUR. — Inscr. 123 152; suffr. expr. 101 378; abstent. 15,51 %. Mme Goutmann, 50 743; M. Valenet, 50 627.

Le scrutin reste très serré

Cette élection législative partielle a été rendue nécessaire par l'annulation des résultats de mars dernier, le Conseil constitutionnel ayant estimé que le succès remporté par Mme Goutmann (P.C.) dans la neuvième circonscription avait été « vicieux » par certaines irrégularités commises par les militants communistes au cours de leur campagne de propagande (le Monde du 10 juin). Mme Goutmann avait devancé M. Valenet (R.P.R.), député sortant, de cent seize voix au second tour, prenant ainsi sa revanche sur celui-ci, qui avait conservé son siège, en 1973, grâce à un avantage de cent trente-quatre voix.

Comme l'on pouvait s'y attendre la fixation de la date du premier tour de scrutin au dimanche 18 juillet, en pleine période de vacances et du long week-end de la fête nationale, a accentué la « démobilisation » du collège électoral traditionnellement constatée en cas d'élection partielle. Le nombre des abstentionnistes (87 488) a été plus élevé que celui des votants (58 194). Le taux d'abstentions s'élève à 64,56 %. Cinq mille deux cents électeurs ont voté par procuration, contre mille six cent quatre-vingt-dix en mars.

L'analyse politique des résultats, dans ces conditions, apparaît fort aléatoire. Tout au plus peut-on faire quelques constatations qui ne sauraient, toutefois, préjuger l'issue du second tour qui aura lieu le dimanche 23 juillet.

Mme Goutmann, candidate unique de la gauche, arrive en tête du ballottage en recueillant 49,25 % des suffrages exprimés, mais son score (27 110 voix) est inférieur au quart des électeurs inscrits. Même si elle avait obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés ce dimanche, elle n'aurait donc pas été déclarée élue, conformément à l'article 126 du code électoral.

M. Valenet, candidat unique de la majorité recueille 47,15 % des suffrages exprimés et les trois autres candidats, MM. Bourdeau (Rassemblement des usagers et contribuables), Briard (Front national) et Chaponnais (Parti des forces nouvelles), en obtiennent respectivement 1,46 %, 1,35 % et 0,74 %. Aucun des trois ne franchit le cap des 12,5 % et ne pourra se maintenir au second tour.

Bien qu'il soit quelque peu flussé par le nombre des abstentionnistes pour cause de vacances, le scrutin reste très serré.

Avec 1 134 voix (2,06 % des suffrages exprimés) d'avance sur son adversaire communiste, lors qu'elle en avait 2 738 (2,68 %) le 12 mars, Mme Goutmann ne paraît pas assurée de confirmer son succès du 19 mars si la participation des électeurs n'est pas plus forte en sa faveur dimanche prochain. Compte tenu des suffrages recueillis par les candidats de la droite et de l'extrême droite, on pourrait en effet considérer que M. Valenet dispose d'un potentiel de 27 129 voix qui lui confèrent, arithmétiquement, un avantage de... 15 suffrages. Dans ce cas, l'abstention des 306 électeurs qui ont accordé leurs suffrages au candidat du RUC opur-

rait être déterminante. Encore que ce genre de calcul soit sujet à caution. En mars dernier, celui-ci n'avait pas pris position au second tour. Mme Goutmann arrive en tête dans cinq des huit communes de plus de dix mille habitants, notamment à Noisy-le-Grand, dont elle obtient 64,29 % des suffrages. M. Valenet la devance à Neuilly-Plaisance, au Raincy et à Gagny (52,08 %), où la gauche a pourtant battu la majorité, dont il conduisit la liste aux municipales de 1977.

Dans certains bureaux, notamment à Livry-Gargan, les commissions de contrôle des opérations de vote n'ont pas enregistré certains votes entachés de doute, à la suite d'un mauvais fonctionnement des machines utilisées, ce qui explique la différence de vote entre le total des suffrages obtenus par les cinq candidats et celui des suffrages exprimés. — A. R.

M. Giscard d'Estaing s'entoure de nouveaux collaborateurs

Le secrétariat général de la présidence de la République se renouvelle au point que de l'équipe dont M. Valéry Giscard d'Estaing s'était entouré en 1974, ne subsisteront bientôt plus que le chef de cabinet, M. Philippe Sauzay, deux chargés de mission, MM. Jean Seris et Victor Chapot, et deux conseillers techniques, MM. Jean-Daniel Camus, Olivier Fouquet, René Journaç, François Polge de Combret et Jean-Pierre Rouzit. La nomination de M. Jacques Wahl au poste de secrétaire général adjoint, au remplacement de M. Yves Cannac, appelé à devenir président-directeur général de l'agence Havas (le Monde du 22 juin), est le plus notable de ces changements.

M. Wahl, qui avait appartenu au cabinet de M. Giscard d'Estaing, au ministère de l'économie et des finances, de juin 1969 à juin 1971, exerçait, à l'ambassade de France à Washington, des responsabilités importantes auprès du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Il était considéré par certains comme le type même du technicien, à la fois savant, imaginatif et efficace, appelé à occuper de hautes fonctions dans la sphère giscardienne.

Enhardi par la confirmation que leurs prédictions ont reçues, certains se demandent à présent si M. Wahl n'est pas destiné à gravir le dernier échelon de la hiérarchie giscardienne, pour remplacer M. Jean François-Poncet, secrétaire général depuis juillet 1975, dont l'avenir suscite d'insistantes hypothèses.

Ancien président-directeur général de Carrefour S.A., après une carrière de près de vingt ans au ministère des affaires étrangères, M. François-Poncet a été élu, le 23 mai dernier, président du conseil général du Lot-et-Garonne, assemblée dont il est membre depuis 1967. On a remarqué alors que, dans ce département qui est celui de M. Henri Cellavet, sénateur, ancien vice-président du M.R.G., le secrétaire général de l'Elysée devait son élection au soutien des cinq conseillers radicaux de gauche. Il est vrai que, candidat du Centre démocrate aux élections législatives de 1967 et 1968, M. François-Poncet avait, en 1968, reçu l'appui des instances nationales de la F.G.D.S. au second tour.

Ces faits expliquent la silhouette « de centre-gauche » du collabora-

teur de M. Giscard d'Estaing, chargé, au lendemain des élections de mars dernier, de préparer les renseignements de l'Etat avec les dirigeants de l'opposition. En un mot, M. François-Poncet pourrait être, dans l'esprit de M. Giscard d'Estaing, le premier ministre de la « large ouverture nationale » dont le gouvernement actuel a pour mission de préparer les voies, selon les termes employés par le général de la République le 22 mars dernier. C'est une hypothèse que rien ne confirme, et que l'intéressé lui-même infirme, en déclarant qu'il ne souhaite pas mener une carrière politique. La question la plus courante — de son retour au gouvernement (où il avait occupé, de janvier à juillet 1976, les fonctions de secrétaire d'Etat aux affaires étrangères) reçoit la même réponse. Quand on fait remarquer à M. François-Poncet que le rôle qu'il joue dans l'élaboration, et parfois l'exécution, de la politique étrangère de M. Giscard d'Estaing, semble la prédisposer à suivre le président de M. Michel Jobert, qui était passé, en avril 1973, du poste de secrétaire général de l'Elysée à celui de ministre des affaires étrangères, il répond qu'il n'en est rien.

L'aspect divinatoire, pratiqué aux ebords du palais de l'Elysée, n'est aussi intéressé au cas de M. Polge de Combret, considéré comme un éventuel secrétaire général adjoint, mais dont le nom est également cité pour le poste de délégué à l'énergie. Travaillant de l'industrie, de l'agriculture, du commerce, de l'industrie, des transports maritimes et aériens, de la culture, de la recherche et de la culture, M. Polge de Combret est, parmi les conseillers techniques de l'Elysée, celui dont le charge est le plus lourde. Aussi sera-t-il désormais assisté par M. Emmanuel Rodocanachi, âgé de trente-sept ans, administrateur civil, François Trichet, ingénieur des finances, venu, l'un, du cabinet du ministre du budget, l'autre de celui du ministre de l'économie. Ces nominations confirment le souci qu'a M. Giscard d'Estaing de faire appel à de jeunes hauts fonctionnaires, soucieux déjà manifestés par le choix de M. Alain Lamassouze, âgé de trente-quatre ans, pour remplacer M. Pierre Richard, devenu directeur des collectifs locaux au ministère de l'Intérieur (le Monde du 27 avril). Chargé de l'aménagement du territoire, du logement et de l'environnement, M. Richard avait, pendant quinze ans, traduit dans des textes

d'orientation les préoccupations du chef de l'Etat en matière d'urbanisme et de cadre de vie. La nomination de M. Wahl et celle, antérieure, de M. Pierre Hunt, — qui exerce depuis cinq mois, avec le titre de chargé de mission auprès du président de la République, la fonction de porte-parole de l'Elysée — ont modifié l'organisation de l'information. Au contraire de M. Cannac, qui avait la haute main et exerçait une surveillance pointilleuse sur les différents aspects de la diffusion des idées présidentielles dans l'opinion publique, le nouveau secrétaire général adjoint n'entend pas se charger de cette tâche, dont M. Hunt considère, au demeurant, qu'elle lui revient. Le porte-parole participe, chaque lundi à l'hôtel Meudon, à une réunion qui a pour objet de coordonner son action et celle des services d'information et de presse relevant du premier ministre et des différents ministères. Parallèlement, la « cellule » chargée officiellement, à l'Elysée, de suivre l'évolution de l'opinion publique, a été allégée. M. Bernard Rideau demeure chargé de relation et de secrétariat général, mais il ne conserve qu'un des trois collaborateurs dont il disposait, les deux autres ayant rejoint le service d'information et de diffusion (S.I.D.), qui dépend du premier ministre.

D'autres changements sont intervenus ou sont attendus parmi les conseillers techniques. Le résultat de la volonté de M. Giscard d'Estaing de renouveler ses collaborateurs et de permettre à ceux d'entre eux qui ont travaillé pendant plusieurs années à l'Elysée, en position de détachement de leur administration d'origine, de reprendre le cours de leur carrière. Ainsi, M. Jean-Pierre Dutet, chargé des questions économiques internationales, doit être nommé à la direction des relations économiques extérieures, au ministère de l'économie; il sera remplacé par M. Guy de Panfieu, trente-cinq ans, inspecteur des finances. M. André Arnaud, diplomate, adjoint au porte-parole, a été nommé ambassadeur et remplacé par M. Claude Herel (le Monde du 30 juin). M. Gabriel Robin, conseiller diplomatique, nommé à l'Elysée par Georges Pompidou, en décembre 1973, est en voie de remplacement. Enfin, dans l'état-major particulier, le lieutenant-colonel Philippe Arnold, aide de camp, sera remplacé, à la rentrée, par le lieutenant-colonel Edouard Renard et le commandant Raoul d'Hérouville.

Ces remaniements techniques n'accroissent guère le nombre, relativement faible, des collaborateurs du chef de l'Etat, qui, de ce fait, ne peuvent être soupçonnés de « doubler » les ministères, selon une pratique rapprochée au précédent de l'Etat par le gouvernement de l'Union soviétique. Mais la cohérence de l'action gouvernementale avec les orientations du chef de l'Etat est assurée par l'équipe politique que constitue MM. François-Poncet, Seris, Chapot et, depuis un an et demi, M. Jean Riotecci, lui aussi chargé de mission. Aussi l'harmonie entre les conceptions de M. Raymond Barre et celles de M. Giscard d'Estaing est-elle réaffirmée, à l'Elysée, en dépit des nuances qui distinguent les préoccupations sociales exprimées par le chef de l'Etat (par exemple, lors de la conférence de presse du 14 juin), du point de vue strictement économique défendu par le premier ministre.

PATRICK JARREAU.

M. MAUROY : le troisième millénaire sera socialiste.

M. Pierre Mauroy, maire de Lille, membre du secrétariat national du P.S., déclare dans une interview publiée par France-Soir du 18 juillet :

« Le président de la République se trompe lorsqu'il pense que ceux qui se proposent au nom de l'économie libérale, ceux qui nous ont impuissamment à dominer les dérivés de la société capitaliste, pourront assurer le passage du troisième millénaire. Qui ne voit qu'en Afrique, en Asie, en Amérique, en France même, le troisième millénaire sera socialiste. La droite sera vaincue. Mais il y a des militants qui ont un grand combat à mener et à gagner à l'intérieur de la gauche pour assurer le socialisme de la liberté et de la responsabilité. »

A propos de la situation actuelle en P.S., M. Mauroy précise : « Je pense que si vraiment nous n'avons pas de grandes divergences au sein de la majorité, nous devrions faire l'effort d'associer le troisième millénaire. Nous, l'avons dit à François Mitterrand; si nous remportons la victoire, nous prendrions des ministères dans la majorité; il n'y a pas de raison de lui refuser son poste de secrétaire national. Compte tenu des positions du parti communiste, nous devrions accomplir un effort extraordinaire pour ce qui est de notre cohésion. C'est une condition essentielle, à mon avis, du succès pour 1981. »

AUJOURD'HUI

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2 127. 1 2 3 4 5 6 7 8 9. Grid for crossword puzzle.

HORIZONTALEMENT. I. Emploi qui attend encore la fixation d'une limite d'âge. II. Petite pluie par beau temps; Frocbe du sol. III. Vaincu son pesant d'or; Garni de petites bales. IV. Fait vibrer la corde sensible. V. Bien enveloppée; Abstraction. VI. Revenait souvent sous la plume de Lucien. VII. Permet de faire des économies.

Journal officiel. Sont publiés au Journal officiel daté 15-18 juillet 1978 :

UN DECRET. Modifiant le décret n° 72-827 du 29 juin 1972 relatif au mode de calcul de l'allocation logement instituée par la loi n° 71-582 du 18 juillet 1971.

UN ARRETE. Relatif aux plafonds des loyers à prendre en considération pour le calcul des allocations logement.

DES LISTES. D'admissibilité aux écoles des services de santé des armées en 1978; D'admissibilité au concours de 1978 pour l'entrée à l'école normale supérieure de jeunes filles (section sciences).

mies de bouts de chandelles (deux mots). — VIII. Toucher. D'un verbe ambulatoire. — IX. Teintures. — X. Naît souvent dans une vieille racine; En activité. — XI. Se manifeste avec violence.

VERTICALEMENT. I. Sa descendance parut certain jour assez fortement compromise; On ne peut plus pale. — II. Collaborateur masqué; Terme musical; On l'apprécie à plus d'un titre. — III. Est généralement bien accueillie. — IV. Fin de participation. — V. En Espagne; On circule à l'armement. — VI. On circule à l'armement. — VII. Un livre ou un canon; Gravé sur une pierre tombale. — VIII. Respecter. — IX. Se porte mieux l'hiver que l'été. — X. Est stupide; Va au fond des choses.

Solution du problème n° 2 126. Horizontalement. I. Algulle. — II. Diéa. — III. Toupet (aux cheveux); Ur. — IV. Euro; Ode. — V. Rimons. — VI. An; Ode. — VII. Séré; Ika. — VIII. Ika; Séré; IX. Ode; Esad (afrienne). — X. Né; Ir. — XI. Créduité.

Verticalement. I. Artères; Onc. — II. Ouf; Elder. — III. Gourmande. — IV. Pelles. — V. Ide; Ru. — VI. Lili; Neuse. — VII. Diste; Ode; Séré. — VIII. Ika; Séré (cf. « vieille »); Sère. GUY BROUTY.

Anciens combattants

L'Association des résistants, déportés et internés politiques et Agrégés de Nord (1939-1944) a édité en 1977 une brochure, tirée à 21 000 exemplaires, dénonçant la discrimination dont ses adhérents sont l'objet depuis de longues années et appelant au soutien de son action pour qu'enfin soient satisfaites ses justes revendications. (Pour obtenir la brochure, écrire à l'ARDIP, 10, rue Lavoisier, 75116 Paris, en joignant un timbre de 2 francs.)

SITUATION LE 17-07-78 A 0 h G.M.T.



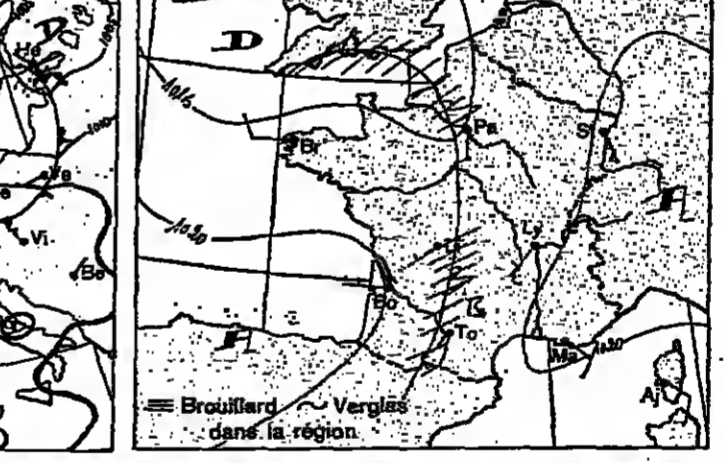
Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/3 de mm). Zone de pluie ou de neige. Vaverses. Orages. Sens de la marche des fronts. Front chaud. Front froid. Front occlus.

Evolution probable du temps en France entre le lundi 17 juillet à 9 heures et le mardi 18 juillet à 9 heures. Une faible perturbation venant de l'Atlantique traverse la France dans la journée de mardi; elle apportera une aggravation passagère d'abondance le matin en Bretagne et en Normandie; les nuages s'éclairciront dans la journée vers les régions du Nord et du Nord-Est, en donnant quelques faibles pluies passagères. Sur ces régions, les vents d'ouest seront faibles ou modérés. Les températures maximales seront en baisse.

Université

La protection des personnes contre la réalisation et la publication de leur image, sujet d'une thèse d'Etat de doctorat en droit soutenue par M. Jacques Ravanas, vient d'être publiée à la Bibliothèque de droit privé, 20 et 24, rue Soufflot, 75005 Paris. C'est l'étude « la plus complète et la plus approfondie qui ait été consacrée à ce sujet ». écrit M. Pierre Kayser, professeur honoraire à l'université d'Aix, dans la préface.

PRÉVISIONS POUR LE 18-07-78 DÉBUT DE MATINÉE

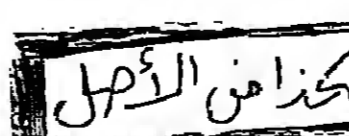


Evolution probable du temps en France entre le lundi 17 juillet à 9 heures et le mardi 18 juillet à 9 heures. Une faible perturbation venant de l'Atlantique traverse la France dans la journée de mardi; elle apportera une aggravation passagère d'abondance le matin en Bretagne et en Normandie; les nuages s'éclairciront dans la journée vers les régions du Nord et du Nord-Est, en donnant quelques faibles pluies passagères. Sur ces régions, les vents d'ouest seront faibles ou modérés. Les températures maximales seront en baisse.

Evolution probable du temps en France entre le lundi 17 juillet à 9 heures et le mardi 18 juillet à 9 heures. Une faible perturbation venant de l'Atlantique traverse la France dans la journée de mardi; elle apportera une aggravation passagère d'abondance le matin en Bretagne et en Normandie; les nuages s'éclairciront dans la journée vers les régions du Nord et du Nord-Est, en donnant quelques faibles pluies passagères. Sur ces régions, les vents d'ouest seront faibles ou modérés. Les températures maximales seront en baisse.

Imprimé par le S.A.R.L. Le Monde.

Imprimé par le S.A.R.L. Le Monde. Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Lavaguet. Imprimé par le S.A.R.L. Le Monde, 2, rue d'Alsace, 75005 Paris. 1977. Reproduction interdite de tous droits, sauf accord avec l'Administration. Composition par les journaux et publications : n° 21627.



RELIGION

En Grande-Bretagne

Le synode anglican réaffirme son interdiction aux divorcés de se remarier à l'église

De notre correspondant

Londres. — Pour la seconde fois, le synode de l'Eglise d'Angleterre, réuni à York, a refusé de modifier une règle interdisant aux divorcés de se remarier à l'église. Mais le vote a été plus serré qu'en 1974, puisque les traditionalistes ne l'ont emporté que par 7 voix (213 contre 201).

Le débat, très animé, a été tranché en fait par le clergé, qui, par 112 voix contre 59, rejeta la proposition faite par le commissaire général prêtre de l'évêque de Lichfield. Cette proposition recommandait que l'Eglise laisse aux évêques la possibilité d'autoriser des personnes divorcées à se remarier à l'église (avec un officier religieux légèrement modifié en tenant compte des mérites de chaque cas).

L'intervention du docteur Cogan, archevêque de Canterbury, fut décisive. A ce qui, énonçant le triste sort des deux cent mille enfants de mères célibataires, soulignait que les chrétiens ne pouvaient se désintéresser de cette tragédie, le primate répondit que l'Eglise ne pouvait donner l'arsenal de cédés au laïcisme. « Je me demande si le moment est venu d'abandonner un frein, et peut-être le dernier frein contre le divorce », a ajouté-t-il.

Bien entendu, les bureaux de mariage ont déploré l'attitude du synode en soulignant que les divorcés qui se mariaient avaient devant eux la décision de l'église. « L'Eglise a perdu le contact avec ses fidèles, elle détourne ses meilleurs clients », a déclaré le président de ces organisations.

VERS UN « PACTE D'UNITÉ »

Moins spectaculaire, parce que sans effet immédiat, mais significative, a été la décision du synode d'accepter les recommandations de sa commission sur l'unité. Invitant l'Eglise anglicane (2 250 000 membres) à poursuivre les négociations avec les méthodistes (600 000 membres) ainsi qu'avec les presbytériens et les baptistes (2 200 000 membres) en tout, réunies maintenant dans l'Eglise réformée unie : United Reformed Church.

UNE SEULE SOLUTION : ADOPTER LA NATIONALITÉ DU MARI

Une correspondante de nationalité algérienne, qui nous demande de ne pas citer son nom, nous expose son cas : mariée avec l'accord de ses parents à un Français, qui accepterait une conversion à l'islam, mais refuse la circoncision, mère d'un enfant, elle est considérée par les autorités algériennes comme célibataire.

JUSTICE

L'index du « Monde »

est-il une œuvre originale représentative ?

La décision prise jeudi 13 juillet en référé par Mme Simone Rozas, président du tribunal de grande instance de Paris, d'interdire à la société canadienne Microfort d'insérer dans l'index partiel de plusieurs journaux français qu'elle publie des références aux articles parus dans « le Monde », constitue un précédent digne d'intérêt. L'initiative de la société Microfort et les conditions dans lesquelles elle l'avait mise en œuvre pouvaient faire craindre, en effet, que, en l'absence d'une législation précise, la voie fût ouverte à une exploitation astucieuse par des tiers, facilitée par le développement de l'informatique, de la somme d'informations et de références contenue dans un journal.

Ainsi que le Monde a entrepris lui-même la longue, difficile et coûteuse publication d'un index analytique de toutes les informations qu'il publie, la société Microfort avait lancé sur le marché, après la rupture de négociations exploratoires commencées avec le Monde, et sans accord préalable, un index mensuel qui regroupait des informations puisées dans le Point, le Nouvel Observateur, le Monde diplomatique, le Figaro, l'Humanité et le Monde.

Palais-l'abandonner à cette société son entreprise — rapide certes (les fascicules paraissent six mois seulement après les publications dépositaires) — ou considérer que la sélection partielle, arbitraire et ordonnée selon des critères vagues d'informations tirées d'un journal, est une atteinte susceptible de lui porter un préjudice moral et commercial ? Choisir la seconde voie revenait à défendre l'idée qu'une production dérivée (un index de jour-

nal possédait les mêmes caractéristiques que l'œuvre collective originale (le journal lui-même) dont elle procède, et qu'elle doit donc être protégée au même titre dans l'intérêt du journal qui la rend possible.

En admettant que la société Microfort a tenté, à tort, de produire et de diffuser, à l'insu du Monde, un index partiellement constitué de sa propre matière, le tribunal de grande instance de Paris ne doit pas seulement trancher un litige particulier. Il conforte aussi, surtout face à l'industrielle concurrence des moyens informatiques, le caractère d'œuvre collective originale des journaux et des index ou autres productions qui en peuvent être tirés. Ce qui n'est pas toujours évident, égarant du type d'œuvre collective originale des journaux et des index ou autres productions qui en peuvent être tirés. Ce qui n'est pas toujours évident, égarant du type d'œuvre collective originale des journaux et des index ou autres productions qui en peuvent être tirés.

Le rapt de Michael Benaisa

LES POLICIERS NE DISPOSENT D'AUCUNE PISTE

Huit jours après le rapt de Michael Benaisa, âgé d'un mois et demi, son foyer des frères celtiques de Saint-Julien-en-Genevois (Haute-Savoie), les policiers d'Annecy ne disposent, semble-t-il, d'aucune piste sérieuse susceptible de leur permettre d'identifier un code de naissance international. Les renseignements qu'ils ont recueillis se sont manifestés depuis qu'une femme d'une trentaine d'années s'est introduite dans la maison maternelle de Saint-Julien et a demandé à voir le petit Michael. Les policiers semblent exécuter pour l'instant l'hypothèse d'un kidnapping crapuleux. Ils estiment que l'enfant a pu être enlevé par une femme « frustrée de maternité ».

LES BLESSÉS DU 14 JUILLET

Pétards, feux d'artifice et chevrotines ont ponctué un peu partout en France les célébrations du 13 et du 14 juillet. Dans l'Aisne, à Soissons, un quinquagénaire a tiré sur des enfants qui jouaient avec des pétards, blessant quatre d'entre eux. En Normandie, à Lisieux, un jeune homme de dix-neuf ans a été blessé par une chevrotine de chasse tirée par un homme de quarante-deux ans. Dans l'Essonne, à Draveil, un homme d'une trentaine d'années a ouvert le feu avec un revolver, un cours d'un bal, atteignant un danseur et une jeune fille. En Haute-Savoie, à Habère Lullin, deux jeunes gens ont été blessés par un tir de fusil de chasse à l'issue d'un feu d'artifice. L'irresponsabilité de certaines personnes ne fut pas seule cause d'accidents. Pétards et fusées ont brulé ou commotionné parfois public et artificiers au total une dizaine de personnes — dans diverses localités.

CARAMBOLAGES ET EXPLOSIONS SUR UNE AUTOROUTE DU MEXIQUE

Cinq morts, cent blessés

Mexico (A.F.P.). — Le carambolage de douze véhicules, dimanche 16 juillet, sur une autoroute mexicaine à 85 kilomètres au nord de Mexico, a provoqué l'explosion d'un camion qui contenait 10 000 litres de gaz liquéfiés. Selon la police, cinq personnes auraient trouvé la mort. Quarante personnes se trouvent dans état très grave et cinquante-neuf autres ont été admises à l'hôpital de Mexico, un tiers d'entre elles présentant des brûlures sur la presque totalité du corps.

LE MEURTRIER D'UNE POLYTECHNICIENNE EST MIS À LA DISPOSITION DE LA JUSTICE MILITAIRE

Le sous-officier qui a tué, vendredi 14 juillet, une étudiante polytechnique Nathalie Lecan, vingt-deux ans, dans la cour de l'école, à Palaiseau (Essonne) (le Monde date 16-17 juillet), est un élève de l'école militaire de Strasbourg. M. Bernard Michaud, vingt-deux ans, qui avait le grade de maréchal des logis, équivalant à sergent.

M. Michaud a été mis à la disposition de la justice militaire. Il devra être jugé par le tribunal permanent des forces armées (T.P.F.A.), article 56 du code de justice militaire donnant pleine compétence à cette juridiction puisque le crime a été commis par un militaire dans une enceinte militaire, sur un autre membre des forces armées.

AU TRIBUNAL DE MORLAIX

Barde breton contre redevance radio-télévision

De notre correspondant

Brest. — Les Bretons de pure souche sont nombreux à souhaiter pour leur langue maternelle une plus grande place dans le programme régional de la télévision et de la radio. Le barde Yvann Gwerin est de ceux-là. Il anime précisément dans ce but un mouvement appelé Radio-Télé-Breton. Sculpteur, chanteur, poète à la fois, il s'est établi à Loc Maria-Berrien (Finistère sud) après un long séjour en Amérique du Nord. Il refuse depuis plusieurs années, en signe de protestation contre la censure dont la langue bretonne a été victime, de payer l'impôt à la radio-télévision régionale, d'acquiescer à la redevance de radio-télévision. A titre des années 1972, 1973 et 1974, l'administration lui réclame 800 F, les frais de recouvrement compris. De guerre lasse elle lui a intenté un procès jeudi 13 juillet devant le tribunal d'instance de Morlaix.

Les débats se sont déroulés devant une cinquantaine d'amis du Breton, dont l'écrivain Per Jackez suris et M. Francis Mervannou, maître-assistant à la faculté des lettres et sciences sociales de Brest, membre du comité directeur de l'Union démocratique bretonne. M. Louis Le

FAITS ET JUGEMENTS

La responsabilité d'un médecin anesthésiste.

Le docteur François Charil de Villagrangy, médecin anesthésiste inculpé de blessures involontaires, a été condamné jeudi 13 juillet par la onzième chambre correctionnelle de Marseille à deux mois d'emprisonnement avec sursis et 10 000 F d'amende, après un accident post-opératoire survenu le 5 mars 1970 à une patiente, Irène Palumbo, alors âgée de dix-sept ans. La jeune fille opérée de l'agencement de la hanche avait été opérée par le chirurgien et devait rester depuis lors dans le coma. Le tribunal a pris en compte le dernier rapport d'expertise médical qui était de négligence dans la surveillance post-opératoire et retenant la responsabilité de l'anesthésiste. Le tribunal a accordé à Irène Palumbo une rente annuelle de 600 F d'amende pour effet rétroactif depuis le 5 mars 1970. Ses parents se sont vu accorder 5 000 francs de dommages et intérêts, son frère et sa sœur 10 000 francs.

Un trou de 2 500 000 francs dans la comptabilité d'un notaire vaucloisien.

Un notaire de la Tour-d'Aigues (Vaucluse), M. Marcel Sylvestre, a été inculpé d'abus de confiance et détournement de fonds et écroué à la maison d'arrêt d'Avignon après avoir été acquité qui a permis d'établir qu'il a causé dans les comptes clients de son étude. L'examen de sa comptabilité a révélé que les prélèvements successifs s'élevaient à 2 500 000 F. M. Sylvestre avait déjà été suspendu par la chambre des notaires et rayé de l'ordre. Il affirme que sa fortune personnelle lui permettra de se désintéresser ses victimes. — (Corresp.)

Violences policières contre des policiers.

Inspecteur de police au S.R.P.J. d'Angers au moment des faits, M. Yvon Baudet, trente-deux ans, a été condamné, mercredi 12 juillet, par la cour d'appel de Rennes, à un mois de prison avec sursis et 500 F d'amende pour outrages à agents de la force publique et dégradation de biens d'utilité publique, 600 F d'amende pour blessures involontaires et 500 F d'amende pour contravention au code de la route.

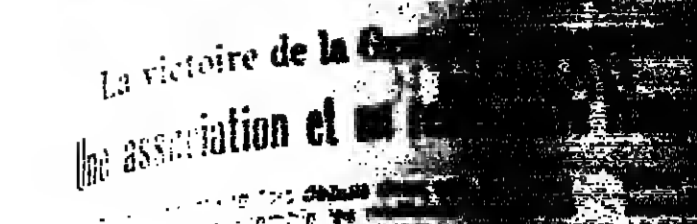
Victimes d'une tentative d'assassinat par ingestion d'une substance empoisonnée.

M. L. A. Girault de Coursac, journaliste, nous a adressé la lettre suivante :

MM. Guinbourg, Flatkus et Chicharansky se sont vu infliger de lourdes peines à l'issue de procès dont, le moins que l'on puisse dire, est qu'ils ne furent pas des exemples de justice. A cette occasion, le gouvernement des Etats-Unis et celui des pays de l'Europe capitaliste ont émis de vives protestations. De son côté, le Quai d'Orsay a exprimé sa « sérieuse inquiétude ».

Le tribunal civil de Pontois a rejeté, jeudi 13 juillet, la plainte de la banque Paribas qui avait assigné en justice la commune de Saint-Leu-la-Forêt (Val-d'Oise), laquelle a refusé d'honorer, en décembre 1976, la garantie qui la liait à la société d'économie mixte de la banlieue nord (SEMIBAN) en liquidation depuis la fin 1977.

La commune de Saint-Leu-la-Forêt n'aurait pas à verser le montant de la garantie communale qui, de 9 500 000 francs, avait été ramenée, le 3 février 1978, par un protocole entre l'Etat, les banques et les communes concernées, à 2 500 000 francs. La demande de dommages et intérêts présentée par la commune de Saint-Leu-la-Forêt n'a pas non plus été retenue. — (Corresp.)



La victoire de la Gauche... l'association et...

Le procès du monopole de la langue française

Le procès a été, bien entendu, procès du monopole de la langue française sur les parlers maternels. Il était aussi celui du ridicule de l'administration, qui n'a pas ménagé ses efforts pour recouper les sommes impayées et trois reprises, on a déplacé un jonctionnaire. Avec cet argent on aurait pu financer les émissions en langue bretonne s'est écrit M. Quémener.

Le public a applaudi l'avocat. Avant de rendre son jugement, le tribunal, M. Frein de la Gauderie, a remercié l'assistance pour sa « son calme et sa gentillesse ». — J. de R.

Des promesses

Des promesses... M. Michel Nold, quarante ans, grand de la Société internationale de névrose (organisation à été condamnée, mercredi 12 juillet, par la troisième chambre correctionnelle de la cour d'appel de Rennes, à cent soixante-quatre amendes de 500 F chacune pour infraction au code de travail. Infracta la dérogation à la règle du repos hebdomadaire dominical des salariés avait été refusée par le préfet du Morbihan, le magasin Assaut de Vannes n'en avait pas moins continué à être ouvert le dimanche de février à juin 1977. En première instance, M. Nold avait été condamné à deux amendes de 2 000 F chacune par le tribunal de grande instance de Vannes. La cour d'appel a considéré que le nombre d'amendes devait être égal à celui des travailleurs employés chaque fois irrégulièrement et non à celui des salariés du magasin.

Automobilisme

FORMULE 1 DE GRANDE BRETAGNE Brands Hatch

Classement de championnat du monde : 1. Peterson, 45 points ; 2. Fittipaldi, 37 points ; 3. Hunt, 33 points ; 4. Villeneuve, 27 points ; 5. Reuter, 23 points ; 6. Scheckter, 19 points ; 7. Piquet, 15 points ; 8. Jones, 11 points ; 9. Brabham, 7 points ; 10. Watson, 3 points ; 11. Burtis, 1 point ; 12. Williams, 0 point.

CORRESPONDANCE

D'Alexandre Guinbourg à Georges Beaufils

M. L. A. Girault de Coursac, journaliste, nous a adressé la lettre suivante :

MM. Guinbourg, Flatkus et Chicharansky se sont vu infliger de lourdes peines à l'issue de procès dont, le moins que l'on puisse dire, est qu'ils ne furent pas des exemples de justice. A cette occasion, le gouvernement des Etats-Unis et celui des pays de l'Europe capitaliste ont émis de vives protestations. De son côté, le Quai d'Orsay a exprimé sa « sérieuse inquiétude ».

Tour de France

QUINZIEME ETAPPE CHAMALIERES - SAINT-ETIENNE (196 km) 1. Hinault (F.), 5 h. 49 min. ; 2. Kappeler (F.), 6 h. 01 min. ; 3. Lapeere (F.), 6 h. 05 min. ; 4. Suter (S.), 6 h. 10 min. ; 5. Serriz (F.), 6 h. 15 min. ; 6. Orlon (F.), 6 h. 20 min. ; 7. Martinez (F.), 6 h. 25 min. ; 8. Van Impe (Belg.), 6 h. 30 min. ; 9. Nuyens (Belg.), 6 h. 35 min. ; 10. Nuyens (Belg.), 6 h. 40 min. ; 11. Nuyens (Belg.), 6 h. 45 min. ; 12. Nuyens (Belg.), 6 h. 50 min. ; 13. Nuyens (Belg.), 6 h. 55 min. ; 14. Nuyens (Belg.), 7 h. 00 min. ; 15. Nuyens (Belg.), 7 h. 05 min. ; 16. Nuyens (Belg.), 7 h. 10 min. ; 17. Nuyens (Belg.), 7 h. 15 min. ; 18. Nuyens (Belg.), 7 h. 20 min. ; 19. Nuyens (Belg.), 7 h. 25 min. ; 20. Nuyens (Belg.), 7 h. 30 min. ; 21. Nuyens (Belg.), 7 h. 35 min. ; 22. Nuyens (Belg.), 7 h. 40 min. ; 23. Nuyens (Belg.), 7 h. 45 min. ; 24. Nuyens (Belg.), 7 h. 50 min. ; 25. Nuyens (Belg.), 7 h. 55 min. ; 26. Nuyens (Belg.), 8 h. 00 min. ; 27. Nuyens (Belg.), 8 h. 05 min. ; 28. Nuyens (Belg.), 8 h. 10 min. ; 29. Nuyens (Belg.), 8 h. 15 min. ; 30. Nuyens (Belg.), 8 h. 20 min. ; 31. Nuyens (Belg.), 8 h. 25 min. ; 32. Nuyens (Belg.), 8 h. 30 min. ; 33. Nuyens (Belg.), 8 h. 35 min. ; 34. Nuyens (Belg.), 8 h. 40 min. ; 35. Nuyens (Belg.), 8 h. 45 min. ; 36. Nuyens (Belg.), 8 h. 50 min. ; 37. Nuyens (Belg.), 8 h. 55 min. ; 38. Nuyens (Belg.), 9 h. 00 min. ; 39. Nuyens (Belg.), 9 h. 05 min. ; 40. Nuyens (Belg.), 9 h. 10 min. ; 41. Nuyens (Belg.), 9 h. 15 min. ; 42. Nuyens (Belg.), 9 h. 20 min. ; 43. Nuyens (Belg.), 9 h. 25 min. ; 44. Nuyens (Belg.), 9 h. 30 min. ; 45. Nuyens (Belg.), 9 h. 35 min. ; 46. Nuyens (Belg.), 9 h. 40 min. ; 47. Nuyens (Belg.), 9 h. 45 min. ; 48. Nuyens (Belg.), 9 h. 50 min. ; 49. Nuyens (Belg.), 9 h. 55 min. ; 50. Nuyens (Belg.), 10 h. 00 min. ; 51. Nuyens (Belg.), 10 h. 05 min. ; 52. Nuyens (Belg.), 10 h. 10 min. ; 53. Nuyens (Belg.), 10 h. 15 min. ; 54. Nuyens (Belg.), 10 h. 20 min. ; 55. Nuyens (Belg.), 10 h. 25 min. ; 56. Nuyens (Belg.), 10 h. 30 min. ; 57. Nuyens (Belg.), 10 h. 35 min. ; 58. Nuyens (Belg.), 10 h. 40 min. ; 59. Nuyens (Belg.), 10 h. 45 min. ; 60. Nuyens (Belg.), 10 h. 50 min. ; 61. Nuyens (Belg.), 10 h. 55 min. ; 62. Nuyens (Belg.), 11 h. 00 min. ; 63. Nuyens (Belg.), 11 h. 05 min. ; 64. Nuyens (Belg.), 11 h. 10 min. ; 65. Nuyens (Belg.), 11 h. 15 min. ; 66. Nuyens (Belg.), 11 h. 20 min. ; 67. Nuyens (Belg.), 11 h. 25 min. ; 68. Nuyens (Belg.), 11 h. 30 min. ; 69. Nuyens (Belg.), 11 h. 35 min. ; 70. Nuyens (Belg.), 11 h. 40 min. ; 71. Nuyens (Belg.), 11 h. 45 min. ; 72. Nuyens (Belg.), 11 h. 50 min. ; 73. Nuyens (Belg.), 11 h. 55 min. ; 74. Nuyens (Belg.), 12 h. 00 min. ; 75. Nuyens (Belg.), 12 h. 05 min. ; 76. Nuyens (Belg.), 12 h. 10 min. ; 77. Nuyens (Belg.), 12 h. 15 min. ; 78. Nuyens (Belg.), 12 h. 20 min. ; 79. Nuyens (Belg.), 12 h. 25 min. ; 80. Nuyens (Belg.), 12 h. 30 min. ; 81. Nuyens (Belg.), 12 h. 35 min. ; 82. Nuyens (Belg.), 12 h. 40 min. ; 83. Nuyens (Belg.), 12 h. 45 min. ; 84. Nuyens (Belg.), 12 h. 50 min. ; 85. Nuyens (Belg.), 12 h. 55 min. ; 86. Nuyens (Belg.), 13 h. 00 min. ; 87. Nuyens (Belg.), 13 h. 05 min. ; 88. Nuyens (Belg.), 13 h. 10 min. ; 89. Nuyens (Belg.), 13 h. 15 min. ; 90. Nuyens (Belg.), 13 h. 20 min. ; 91. Nuyens (Belg.), 13 h. 25 min. ; 92. Nuyens (Belg.), 13 h. 30 min. ; 93. Nuyens (Belg.), 13 h. 35 min. ; 94. Nuyens (Belg.), 13 h. 40 min. ; 95. Nuyens (Belg.), 13 h. 45 min. ; 96. Nuyens (Belg.), 13 h. 50 min. ; 97. Nuyens (Belg.), 13 h. 55 min. ; 98. Nuyens (Belg.), 14 h. 00 min. ; 99. Nuyens (Belg.), 14 h. 05 min. ; 100. Nuyens (Belg.), 14 h. 10 min. ; 101. Nuyens (Belg.), 14 h. 15 min. ; 102. Nuyens (Belg.), 14 h. 20 min. ; 103. Nuyens (Belg.), 14 h. 25 min. ; 104. Nuyens (Belg.), 14 h. 30 min. ; 105. Nuyens (Belg.), 14 h. 35 min. ; 106. Nuyens (Belg.), 14 h. 40 min. ; 107. Nuyens (Belg.), 14 h. 45 min. ; 108. Nuyens (Belg.), 14 h. 50 min. ; 109. Nuyens (Belg.), 14 h. 55 min. ; 110. Nuyens (Belg.), 15 h. 00 min. ; 111. Nuyens (Belg.), 15 h. 05 min. ; 112. Nuyens (Belg.), 15 h. 10 min. ; 113. Nuyens (Belg.), 15 h. 15 min. ; 114. Nuyens (Belg.), 15 h. 20 min. ; 115. Nuyens (Belg.), 15 h. 25 min. ; 116. Nuyens (Belg.), 15 h. 30 min. ; 117. Nuyens (Belg.), 15 h. 35 min. ; 118. Nuyens (Belg.), 15 h. 40 min. ; 119. Nuyens (Belg.), 15 h. 45 min. ; 120. Nuyens (Belg.), 15 h. 50 min. ; 121. Nuyens (Belg.), 15 h. 55 min. ; 122. Nuyens (Belg.), 16 h. 00 min. ; 123. Nuyens (Belg.), 16 h. 05 min. ; 124. Nuyens (Belg.), 16 h. 10 min. ; 125. Nuyens (Belg.), 16 h. 15 min. ; 126. Nuyens (Belg.), 16 h. 20 min. ; 127. Nuyens (Belg.), 16 h. 25 min. ; 128. Nuyens (Belg.), 16 h. 30 min. ; 129. Nuyens (Belg.), 16 h. 35 min. ; 130. Nuyens (Belg.), 16 h. 40 min. ; 131. Nuyens (Belg.), 16 h. 45 min. ; 132. Nuyens (Belg.), 16 h. 50 min. ; 133. Nuyens (Belg.), 16 h. 55 min. ; 134. Nuyens (Belg.), 17 h. 00 min. ; 135. Nuyens (Belg.), 17 h. 05 min. ; 136. Nuyens (Belg.), 17 h. 10 min. ; 137. Nuyens (Belg.), 17 h. 15 min. ; 138. Nuyens (Belg.), 17 h. 20 min. ; 139. Nuyens (Belg.), 17 h. 25 min. ; 140. Nuyens (Belg.), 17 h. 30 min. ; 141. Nuyens (Belg.), 17 h. 35 min. ; 142. Nuyens (Belg.), 17 h. 40 min. ; 143. Nuyens (Belg.), 17 h. 45 min. ; 144. Nuyens (Belg.), 17 h. 50 min. ; 145. Nuyens (Belg.), 17 h. 55 min. ; 146. Nuyens (Belg.), 18 h. 00 min. ; 147. Nuyens (Belg.), 18 h. 05 min. ; 148. Nuyens (Belg.), 18 h. 10 min. ; 149. Nuyens (Belg.), 18 h. 15 min. ; 150. Nuyens (Belg.), 18 h. 20 min. ; 151. Nuyens (Belg.), 18 h. 25 min. ; 152. Nuyens (Belg.), 18 h. 30 min. ; 153. Nuyens (Belg.), 18 h. 35 min. ; 154. Nuyens (Belg.), 18 h. 40 min. ; 155. Nuyens (Belg.), 18 h. 45 min. ; 156. Nuyens (Belg.), 18 h. 50 min. ; 157. Nuyens (Belg.), 18 h. 55 min. ; 158. Nuyens (Belg.), 19 h. 00 min. ; 159. Nuyens (Belg.), 19 h. 05 min. ; 160. Nuyens (Belg.), 19 h. 10 min. ; 161. Nuyens (Belg.), 19 h. 15 min. ; 162. Nuyens (Belg.), 19 h. 20 min. ; 163. Nuyens (Belg.), 19 h. 25 min. ; 164. Nuyens (Belg.), 19 h. 30 min. ; 165. Nuyens (Belg.), 19 h. 35 min. ; 166. Nuyens (Belg.), 19 h. 40 min. ; 167. Nuyens (Belg.), 19 h. 45 min. ; 168. Nuyens (Belg.), 19 h. 50 min. ; 169. Nuyens (Belg.), 19 h. 55 min. ; 170. Nuyens (Belg.), 20 h. 00 min. ; 171. Nuyens (Belg.), 20 h. 05 min. ; 172. Nuyens (Belg.), 20 h. 10 min. ; 173. Nuyens (Belg.), 20 h. 15 min. ; 174. Nuyens (Belg.), 20 h. 20 min. ; 175. Nuyens (Belg.), 20 h. 25 min. ; 176. Nuyens (Belg.), 20 h. 30 min. ; 177. Nuyens (Belg.), 20 h. 35 min. ; 178. Nuyens (Belg.), 20 h. 40 min. ; 179. Nuyens (Belg.), 20 h. 45 min. ; 180. Nuyens (Belg.), 20 h. 50 min. ; 181. Nuyens (Belg.), 20 h. 55 min. ; 182. Nuyens (Belg.), 21 h. 00 min. ; 183. Nuyens (Belg.), 21 h. 05 min. ; 184. Nuyens (Belg.), 21 h. 10 min. ; 185. Nuyens (Belg.), 21 h. 15 min. ; 186. Nuyens (Belg.), 21 h. 20 min. ; 187. Nuyens (Belg.), 21 h. 25 min. ; 188. Nuyens (Belg.), 21 h. 30 min. ; 189. Nuyens (Belg.), 21 h. 35 min. ; 190. Nuyens (Belg.), 21 h. 40 min. ; 191. Nuyens (Belg.), 21 h. 45 min. ; 192. Nuyens (Belg.), 21 h. 50 min. ; 193. Nuyens (Belg.), 21 h. 55 min. ; 194. Nuyens (Belg.), 22 h. 00 min. ; 195. Nuyens (Belg.), 22 h. 05 min. ; 196. Nuyens (Belg.), 22 h. 10 min. ; 197. Nuyens (Belg.), 22 h. 15 min. ; 198. Nuyens (Belg.), 22 h. 20 min. ; 199. Nuyens (Belg.), 22 h. 25 min. ; 200. Nuyens (Belg.), 22 h. 30 min. ; 201. Nuyens (Belg.), 22 h. 35 min. ; 202. Nuyens (Belg.), 22 h. 40 min. ; 203. Nuyens (Belg.), 22 h. 45 min. ; 204. Nuyens (Belg.), 22 h. 50 min. ; 205. Nuyens (Belg.), 22 h. 55 min. ; 206. Nuyens (Belg.), 23 h. 00 min. ; 207. Nuyens (Belg.), 23 h. 05 min. ; 208. Nuyens (Belg.), 23 h. 10 min. ; 209. Nuyens (Belg.), 23 h. 15 min. ; 210. Nuyens (Belg.), 23 h. 20 min. ; 211. Nuyens (Belg.), 23 h. 25 min. ; 212. Nuyens (Belg.), 23 h. 30 min. ; 213. Nuyens (Belg.), 23 h. 35 min. ; 214. Nuyens (Belg.), 23 h. 40 min. ; 215. Nuyens (Belg.), 23 h. 45 min. ; 216. Nuyens (Belg.), 23 h. 50 min. ; 217. Nuyens (Belg.), 23 h. 55 min. ; 218. Nuyens (Belg.), 24 h. 00 min. ; 219. Nuyens (Belg.), 24 h. 05 min. ; 220. Nuyens (Belg.), 24 h. 10 min. ; 221. Nuyens (Belg.), 24 h. 15 min. ; 222. Nuyens (Belg.), 24 h. 20 min. ; 223. Nuyens (Belg.), 24 h. 25 min. ; 224. Nuyens (Belg.), 24 h. 30 min. ; 225. Nuyens (Belg.), 24 h. 35 min. ; 226. Nuyens (Belg.), 24 h. 40 min. ; 227. Nuyens (Belg.), 24 h. 45 min. ; 228. Nuyens (Belg.), 24 h. 50 min. ; 229. Nuyens (Belg.), 24 h. 55 min. ; 230. Nuyens (Belg.), 25 h. 00 min. ; 231. Nuyens (Belg.), 25 h. 05 min. ; 232. Nuyens (Belg.), 25 h. 10 min. ; 233. Nuyens (Belg.), 25 h. 15 min. ; 234. Nuyens (Belg.), 25 h. 20 min. ; 235. Nuyens (Belg.), 25 h. 25 min. ; 236. Nuyens (Belg.), 25 h. 30 min. ; 237. Nuyens (Belg.), 25 h. 35 min. ; 238. Nuyens (Belg.), 25 h. 40 min. ; 239. Nuyens (Belg.), 25 h. 45 min. ; 240. Nuyens (Belg.), 25 h. 50 min. ; 241. Nuyens (Belg.), 25 h. 55 min. ; 242. Nuyens (Belg.), 26 h. 00 min. ; 243. Nuyens (Belg.), 26 h. 05 min. ; 244. Nuyens (Belg.), 26 h. 10 min. ; 245. Nuyens (Belg.), 26 h. 15 min. ; 246. Nuyens (Belg.), 26 h. 20 min. ; 247. Nuyens (Belg.), 26 h. 25 min. ; 248. Nuyens (Belg.), 26 h. 30 min. ; 249. Nuyens (Belg.), 26 h. 35 min. ; 250. Nuyens (Belg.), 26 h. 40 min. ; 251. Nuyens (Belg.), 26 h. 45 min. ; 252. Nuyens (Belg.), 26 h. 50 min. ; 253. Nuyens (Belg.), 26 h. 55 min. ; 254. Nuyens (Belg.), 27 h. 00 min. ; 255. Nuyens (Belg.), 27 h. 05 min. ; 256. Nuyens (Belg.), 27 h. 10 min. ; 257. Nuyens (Belg.), 27 h. 15 min. ; 258. Nuyens (Belg.), 27 h. 20 min. ; 259. Nuyens (Belg.), 27 h. 25 min. ; 260. Nuyens (Belg.), 27 h. 30 min. ; 261. Nuyens (Belg.), 27 h. 35 min. ; 262. Nuyens (Belg.), 27 h. 40 min. ; 263. Nuyens (Belg.), 27 h. 45 min. ; 264. Nuyens (Belg.), 27 h. 50 min. ; 265. Nuyens (Belg.), 27 h. 55 min. ; 266. Nuyens (Belg.), 28 h. 00 min. ; 267. Nuyens (Belg.), 28 h. 05 min. ; 268. Nuyens (Belg.), 28 h. 10 min. ; 269. Nuyens (Belg.), 28 h. 15 min. ; 270. Nuyens (Belg.), 28 h. 20 min. ; 2

Le Monde DE L'ECONOMIE

Comment redresser durablement le dollar

PLUS que jamais, le sort du dollar est la grande affaire de l'économie mondiale. D'abord celle des deux pays d'Europe, l'Allemagne et le Japon, qui se dégringolent jusqu'à un niveau artificiellement bas condamné à une hausse tout aussi artificielle de leurs propres monnaies, avec les conséquences déflationnistes qui en résultent. Ensuite celle des pays de l'OPEP, qui voient leur pouvoir d'achat fortement amoindri. Même la France, qui parait à première vue profiter d'une telle évolution - le franc placé en position intermédiaire lui permettant de payer moins cher le pétrole, - est finalement menacée par la déflation allemande.

Lors de leur dernier sommet de Copenhague les pays européens, conscients de la nécessité de préserver la stabilité monétaire pour avoir une bonne croissance, ont cherché des solutions pour se protéger en élevant des digues contre les vagues de dollars. Mais ils n'ont rien trouvé. Pas plus que les pays de l'OPEP, enchaînés par les articles de plus en plus importants qu'ils ont écrits dans les journaux et les options politiques, comme c'est le cas pour l'Arabie Saoudite et l'Iran.

Le schéma que nous proposons ci-contre pour les Etats-Unis est découpé en trois parties. Celle du haut correspond essentiellement à la consolidation des bilans réellement tenus par les entreprises américaines à fin 1977. Rappelons qu'il s'agit d'un inventaire de leurs avoirs, qui figurent à l'actif (équipements et bâtiments, stocks et en cours liquidés, et des dettes qu'on porte au passif (dettes vis-à-vis des fournisseurs, des banques), le solde correspondant à leurs fonds propres.

1) L'indispensable discipline du bilan national (voir Monde de l'économie du 18 avril).

Eviter les illusions

Seules les autorités américaines ont les moyens de redresser la situation. Sont-elles en train de le faire? On pourrait le croire à voir la récente remontée du dollar, coïncidant avec les ventes d'or aux enchères par le Trésor américain, la nouvelle politique restrictive du FED et la détermination marquée par le gouvernement américain de lutter contre l'inflation. Néanmoins les observateurs sont perplexes. Ils ont été surpris par ce soudain rattrapage, comme ils l'ont été aussi par celui simultané de Wall Street.

Car, à vrai dire, rien n'a fondamentalement changé qui puisse expliquer ce brutal revirement, même si, après les intempéries et la grève des mineurs, les nouvelles économiques sont à nouveau meilleures. Ils ont, par exemple, fait remarquer que les ventes d'or ne représentent finalement qu'une goutte d'eau (50 millions de dollars par mois) dans l'océan du déficit américain qui s'élevait à 1,5 milliard en février et encore une fois 2,3 milliards en mars). De là à écarter le gouvernement américain de faire du bluff, pour redresser à moindres frais la situation, il n'y

a qu'un pas qui a été facilement franchi!

Pourtant les Etats-Unis devraient être conscients du danger qu'il y a, non plus seulement pour les autres, mais maintenant aussi pour eux, à laisser trop filer le dollar. Ils devraient comprendre qu'il ne suffit pas, pour redresser la situation, de prendre n'importe quelle mesure. Ils ne peuvent se contenter de celles qui n'agissent que superficiellement, sans changer ce que M. Blumenthal, secrétaire au Trésor américain, a appelé la situation « fondamentale ».

Comment distinguer entre ce qui est transitoire et ce qui est fondamental? Comment déterminer, plus particulièrement pour le dollar, les conditions d'un redressement durable? Nous proposons ci-après une méthode nouvelle, qui consiste à transposer à un pays un outil de gestion bien connu de l'entreprise, le bilan, qui est pour celle-ci l'instrument privilégié lui permettant de connaître exactement sa situation, et de déterminer, le cas échéant, les conditions réelles de son assainissement. Nous avons déjà en

l'occasion de l'appliquer à la France et à la lutte contre l'inflation (1). Le cas américain est certes plus complexe, mais là encore le bilan peut constituer un guide pour la réflexion.

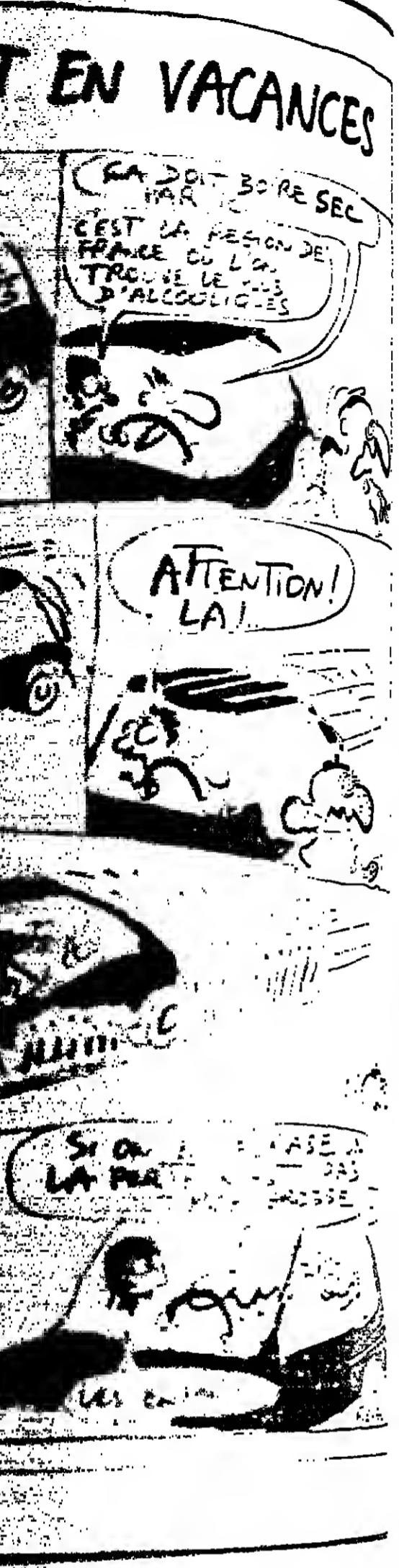
Le schéma que nous proposons ci-contre pour les Etats-Unis est découpé en trois parties. Celle du haut correspond essentiellement à la consolidation des bilans réellement tenus par les entreprises américaines à fin 1977. Rappelons qu'il s'agit d'un inventaire de leurs avoirs, qui figurent à l'actif (équipements et bâtiments, stocks et en cours liquidés, et des dettes qu'on porte au passif (dettes vis-à-vis des fournisseurs, des banques), le solde correspondant à leurs fonds propres.

1) L'indispensable discipline du bilan national (voir Monde de l'économie du 18 avril).

Nous avons ajouté les actifs et les passifs des particuliers et des administrations, bien que ceux-ci ne tiennent pas de bilans, ce qui entraîne la nécessité d'évaluations indirectes.

La deuxième partie est consacrée, elle, aux acteurs monétaires et financiers, c'est-à-dire aux banques et autres organismes, dont la vocation est de monétiser les créances des acteurs économiques, de canaliser et de transformer l'épargne, de manière à permettre aux investissements, à la production et aux échanges de se développer sans obstacles. A leur actif, on trouve les crédits qu'ils consentent à court, moyen ou long terme, grâce aux ressources figurant à leur passif (dépôts bancaires, à terme et autres formes de placements).

MAURICE BOMMENSATH.
(Lire la suite page 12.)



BILAN DES ETATS-UNIS A FIN 1977

	ACTIF	PASSIF
FACTEURS ECONOMIQUES	Immobilisations Logements Stocks et en cours 335	Fonds propres Crédit long terme Crédit court terme - Etat - Entreprises - Particuliers
FACTEURS MONETAIRES ET FINANCIERS	Placements Liquidités 345	Masse monétaire 345 Placements courts termes Placements longs termes
FACTEURS DU SYSTEME DE L'EURODOLLAR	Crédit à long terme Crédit à court terme - Etat - Entreprises - Particuliers Créances sur l'étranger Réserves de devises 7 - or 11	Endettement externe - Bons du Trésor 85 - Autres
	Crédit états-unien Court terme Long terme	Masse eurodollars 450 Euroobligations dollars

LA DIFFICILE MODERNISATION DE L'AGRICULTURE CHINOISE

Des millions de tonnes à la faucille

De notre envoyé spécial

Tsinan. - Cinq brigades de production agricole de Luoyang à Tsinan, en suivant le fleuve Jaune. C'est en attendant, le visiteur étranger en Chine ou qui n'a jamais eu de mauvaises nouvelles et ses enquêtes ne peuvent que rarement descendre en deçà du niveau « moyen supérieur ». D'autant plus significative peut-être est l'image de l'agriculture chinoise qui se dégage de cette série de visites en des lieux plus ou moins privilégiés et, du Honan au Shantung, pour le grenier à blé de la Chine, du moins pour une zone de haute production (1).

Partout, la moisson bat son plein. Quelle que soit sa spécialisation - les cultures maraichères occupent parfois une place importante lorsqu'on est à proximité des villes, chaque brigade est productrice d'au moins deux sortes de céréales, en deux récoltes successives, blé d'été et blé d'automne précédent, mais ou riz ensuite, suivant les endroits, que l'on récoltera entre septembre et octobre.

Le blé, cette année, est bien venu. Précipitations d'été, on nous parle de près de 50 quintaux à l'hectare, de plus de 65 dans la région de Chengchow, ce qui représente d'assez jolis résultats, compte tenu des 30 à 40 quintaux de maïs qui suivront sur les mêmes terres. Au prix de quel effort?

Dans trois des cinq brigades que nous avons visitées, la récolte

s'est faite exclusivement à la faucille - non pas à la faucille que l'on connaît en France, dont la longue manche courbe a un développement de quelque 60 centimètres, mais avec un instrument à long manche au bout duquel est fixé un tranchant de 15 à 20 centimètres au plus. Une personne, estime-t-on, moissonne ainsi dans la journée entre un dixième et un huitième d'hectare, non compris les transports vers l'aire de battage. Cela en démontant vers 8 heures du matin et en terminant vers 20 heures, avec deux heures de pause autour du déjeuner. Dans une proportion écrasante, c'est ainsi et pas autrement que les quelque 220 millions de tonnes engrangées l'an dernier - et qui seront probablement dépassées cette année - ont été récoltées.

Ne pourrait-on essayer d'autres méthodes? Dans une des brigades que nous avons visitées, on nous a dit que l'on avait essayé de faire le travail avec une faucille motorisée qui abat un peu moins d'un hectare et demi dans la journée. Aucun enthousiasme pour cet engin pérorant et qui, par ailleurs, tombe fréquemment en panne. Ailleurs aussi on a gardé le souvenir de machines essayées il y a quelques années plus tôt, dont les lames se coulaient, se représentaient finalement plus d'ennuis que d'avantages et qu'on a abandonnés pour retrouver la bonne faucille traditionnelle, familière et dont on

veut croire qu'elle seule permet de laisser un chaume aussi ras. Et puis tout d'un coup, à surprise, on voit de vieux cultivateurs de ces mécaniques simples, avec une barre de coupe d'un mètre et demi à peu près, comme on en voyait dans les campagnes françaises il y a trente ou quarante ans, que l'on tire avec un tracteur de puissance modeste et qui moissonne ses 7 hectares dans la

question vient à l'esprit devant les méthodes de battage, adaptées des Romains, car les rouleaux de pierre ou de métal qui brisent les épis étalés sur le sol sont souvent tirés - les voilà - par des tracteurs et un gros ventilateur électrique aide à faire le tri entre le grain et son enveloppe volatile lorsque le mélange est projeté en l'air à grand coup de fourche, parfois grâce à une soufflerie spéciale.

Manque d'autres machines? On fabrique en Chine une petite batteuse d'un prix modeste (850 yuans) et qui accomplit à elle seule l'ensemble des opérations - sans l'exception notable dans laquelle se débattaient, autrement, des équipes de quinze à vingt personnes. Est-ce un objet trop rare? Ce ne serait pas en tout cas un engin trop difficile à fabriquer pour les multiples ateliers mécaniques qui fonctionnent dans les campagnes et d'où sortent des machines de moins en moins compliquées - y compris dans un hangar près de Tsinan, de petites batteuses de 12 CV, au rythme de deux par mois, dont les boîtes de vitesses et les courroies sont littéralement sculptées sur place.

La mécanisation de l'agriculture se heurte en Chine à des résistances psychologiques, sociologiques, dont on mesure mal la puissance. Ce qui amène à se poser de graves questions sur les projets d'avenir. La mécanisation de l'agriculture - pour l'essentiel - fait partie du programme des « quatre modernisations » qui domine d'ici à 1985 les plans de développement de l'économie chinoise. Là où nous avons pu poser la question, on nous a parlé effectivement de moissonneuses-batteuses qui, théoriquement, devraient faire le travail d'ici sept ans. On voit mal comment ces engins complexes - auxquels les paysans d'Europe occidentale ont mis plusieurs années à s'adapter - pourront prendre du jour au lendemain la place de la faucille dans un monde rural où les innovations techniques d'ores et déjà accessibles sont accueillies avec autant de méfiance.

On touche ici à un problème plus général et qui concerne la distance qui sépare le monde rural chinois - y compris les « bonnes unités » auxquelles nous avons accès - du pouvoir central, de ses débats et de ses décisions. Dans un domaine qui n'a rien à voir avec la mécanisation, nous avons interrogé les responsables

Rouleaux de pierre derrière tracteurs

qu'on nous avons rencontrés sur les systèmes de rémunération en vigueur dans leurs brigades. C'est un sujet qui a occupé récemment de longues colonnes dans la presse pékinoise, l'objectif étant de démontrer qu'il fallait écarter les pratiques « égalitaires », prévalant dans les campagnes, pour la « bande des quatre », pour appliquer plus strictement le principe « à chacun selon son travail » et donner ainsi un meilleur « stimulant » à la production.

Qu'en est-il en réalité? Quant à l'actualité du débat, on constate d'abord que les systèmes de répartition des revenus, pratiqués aujourd'hui sont, avec des nuances légères et sur lesquelles on insiste peu, en vigueur depuis des années. Le plus récent date de 1974 et, dans une brigade, on affirme avoir commencé comme ça dès 1968.

D'une brigade à l'autre, les systèmes diffèrent d'autres part profondément. Ici des « points de travail » - dont le nombre, pour chaque intéressé, n'est révisé qu'une ou deux fois par an - sont attribués à la journée. Là, des contrats à la tâche « sont conclus avec des équipes, parfois avec des groupes plus restreints qui tendent à s'identifier avec l'unité familiale (souvent des méthodes préconisées par Liu Shao-ch'ou au début des années 60?). Ailleurs encore, on combine les deux méthodes, suivant des saisons ou suivant la nature des travaux.

La variété des systèmes laisse en tout cas révéler sur les possibilités d'intervention du pouvoir central à partir de la lointaine capitale.

L'objectif fixe par le plan de développement est de quatre cent millions de tonnes de céréales en 1985, soit une augmentation de l'ordre de 40 % par rapport à la production actuelle. Cela suppose un immense effort, dont la mécanisation, une gestion plus efficace des unités de production, une meilleure « stimulation » du travail ne représentent qu'une partie. Il y ajoutent les projets de vastes travaux d'irrigation, l'espoir de conquérir de nouvelles terres encore incultes, d'améliorer le rendement des sols par des adjonctions d'engrais chimiques à des doses moins parcimonieuses, d'obtenir une sélection plus rigoureuse et plus rationnelle des semences. En bref, il s'agit de passer d'une agriculture qui se contente de produire à du jardinage intensif - avec ses rangs de blé sarclés, intercalés de maïs - à des techniques de grande production. La question, quand on se promène dans ces campagnes, où les échos de Pékin ne parviennent que bien assourdis, est de savoir si le monde rural chinois est prêt à accueillir ces techniques, autrement dit à bondir, pratiquement sans transition, d'un siècle dans l'autre.

On ne comprend plus...

LES responsables perlelent de liberté des prix et de concurrence. Or ce sont les prix fixés des monopoles d'Etat qui sont augmentés, tandis qu'aucune loi sur les oratoires qui résignent la concurrence n'est prête à être examinée au moment où les Allemands mettent en œuvre leur quatrième loi de ce genre. Une loi destinée, notamment, à favoriser le développement des P.M.E.

La lutte contre le chômage est prioritaire, disaient les responsables; ils ajoutaient que l'épargne productive s'en est encouragée.

L'homme de la rue a déduit que le chômage diminuerait parce que les Français observeraient leurs économies dans les grandes entreprises productrices. Ce faisant, le prix de l'argent, c'est-à-dire le taux d'intérêt, baisserait, et des projets d'investissement qui n'étaient pas rentables le deviendraient. Pour réaliser ces nouveaux investissements il faudrait alors embaucher. Or c'est une taxe sur les plus-values de l'épargne investie en actions qui va être présentée au Parlement, une taxe où les plus grosses plus-values sur titres non cotés et blocs de contrôle ne seraient, d'après les éléments connus du projet, pas taxées, ou le seraient moins (15 %) que certaines autres plus-values (30 %). Et ce sont des avantages si compliqués ou si laibles qui vont être proposés à l'épargne que celui-ci les ignorera. En revanche, il aura bien, bien retenu l'imposition sur les plus-

On ne comprend plus...

values. Une fois de plus, le phénomène de confiance aura été « occulté » par l'habileté technocratique de considérer l'économie comme un cube fermé, alors que l'économie est un système humain et ouvert; ce sont les relations individuelles qui, par leur effet de masse, conduisent à la réussite ou à l'échec. C'est donc la confiance qu'il faut obtenir.

La politique consistant à prendre des mesures partielles, et trop souvent par-dessus le marché contradictoires, revient à croire que la modification d'une arête du cube entraînera une déformation étirement homogénéique de l'ensemble. Il n'en est rien, parce que ce sont des hommes qui agissent et décident.

Or l'homme de la rue ne comprend pas le rapport entre la liberté qui devrait être rendue aux prix dans les secteurs concurrentiels et la hausse décidée des prix des monopoles d'Etat. Il ne comprend pas qu'en moment où s'ébranlent des gens anéantis de notre industrie l'Etat ne cherche pas à rétablir le circuit épargne à long terme, placement dans les activités productrices, investissements, embauches, circuit qui provoquerait le baisse du prix de l'argent - le taux d'intérêt. Dans une économie libre il n'y a pas d'autre moyen de faire baisser le chômage.

Contre les excès de la liberté des prix dans les secteurs non concurrentiels il faut des lois sur les pratiques restrictives et

multinationales de tout genre. Si de telles lois ne sont pas mises en œuvre, des hausses de prix d'entente favoriseront certains secteurs, notamment de la distribution, qui absorberont une part plus importante du revenu national, sans aucune augmentation de l'emploi.

Pour diminuer les subventions accordées aux monopoles d'Etat, on devrait commencer par modifier les avantages accordés, sans motif social, à certaines catégories de privilégiés. Mais ce ne sont ni les familles, ni certains cercles d'élite dont les ententes se rendent en colonies de vacances, ni ceux qui utilisent le train pour leurs fins de semaine qui sont les privilégiés!

Pour réduire le chômage, on devrait envisager d'autres formes de solidarité nationale, sans jamais oublier ce que l'on a trop tendance à faire - la détresse morale dans laquelle se trouve le chômeur ni la période d'après un an. De même, il importe, au premier chef, de susciter la confiance pour permettre à l'épargne de s'investir à long terme dans l'industrie. Comme il est nécessaire que l'Etat cesse enfin d'épuiser par ses emprunts les ressources du marché, ce qui a pour conséquence de priver l'industrie de capitaux d'investissements et de provoquer une hausse ou un maintien à un niveau trop élevé des taux d'intérêt.

Tout ça n'est pas à faire. Son argent est placé », disait étonnamment Jean Cocteau, dans un essai sur le cinéma. Celui

qui épargne dépense moins. Il contribue à remettre au travail un chômeur qui retrouvera sa dignité avec son emploi. Il songe aussi à son avenir; généralement à celui de ses enfants. Mais, se faisant, il travaille pour la France. L'épargne, c'est la richesse d'un pays. Qu'on laisse donc l'épargne retrouver un peu, le moment venu, les fruits de son épargne.

Si nous cassons aujourd'hui le ressort de la confiance, l'occasion de profiter à nouveau de sa force ne se retrouvera pas de sitôt. Si nous ne luttons pas contre le chômage par les moyens indiqués ci-dessus, nous créons les conditions d'un régime inhumain.

Pour que le ressort, en brisant sa boîte, ne nous jette pas un jour à la figure noire - liberté du chômage - il faut un plan global, complet, dans les domaines économiques (pratiques restrictives), financiers (réformes du marché monétaire et du crédit à moyen terme (1) et fiscaux (impôts liés à une grande mesure de réformes, chiffre d'affaires, bénéfices). Un plan qui fasse dire, aussi bien au professionnel qu'à l'homme de la rue: « Effectivement, je crois que les choses vont mieux quand ce plan-là sera appliqué. »

Et, ce jour-là, quelle force à la disposition des autorités pour mettre au œuvre et faire appliquer leur plan. Car, pour le moment, on ne comprend plus.

CHRISTIAN BORROMÉE.

(1) Voir le Monde du 18 mai.



ALAIN JACOB.

Par-delà le Bien et le Mal

Pour une « nouvelle » économie

L'INTERROGATION de Christian Schmidt (« Quelle nouvelle économie », le Monde du 23 mai) présente au moins un mérite...

Il est d'autant plus dommage de voir l'article cité débiter par la reprise du credo dominant de l'économiste...

Quant au fond strictement économique, les commentaires de C. Schmidt appellent deux séries de remarques.

La première concerne la « nouvelle » proposition, considérée comme acceptable, que l'économie soit livrée à une science autonome...

Un début de réponse à la grande menace industrielle

LES données de l'effort à accomplir par la France, si elle veut, faute de pouvoir prétendre être une « grande puissance », au moins rester dans le peloton de tête des quelques pays privilégiés...

Deux livres qui viennent de paraître tentent un tour d'horizon sur cette délicate question. Dans la France et l'Empire mondial, M. Alain Cottat décrit avec clarté l'empire mondial...

En fait, l'opposition n'est qu'apparente. L'opposition des deux se rejoignent pour admettre que la reconstruction industrielle est au cœur du problème posé à la France.

Un côté des pays comme les Etats-Unis, le Japon et l'Allemagne, le Japon et l'Allemagne, c'est l'évolution, de l'autre, des pays comme la Grande-Bretagne et la plupart des pays méditerranéens...

Deux livres sur le « redéploiement » français

Les secteurs de l'avenir

Que découvrira-t-on si l'on procède à un « redéploiement » de l'industrie en fonction de ces critères bien définis ?

En fonction de la compétitivité, on est un peu perplexé. La France est bien placée actuellement dans l'automobile, par exemple, mais elle semble déjà dépassée par les oligopoles internationaux.

En fonction de la compétitivité, on est un peu perplexé. La France est bien placée actuellement dans l'automobile, par exemple, mais elle semble déjà dépassée par les oligopoles internationaux.



Le Monde Expositions Paris-Be... (Detailed text about exhibitions and events)

Le Monde Expositions Paris-Be... (Continuation of exhibition news)

Comment redresser durablement le dollar

(Suite de la page 11)

Mais, dans nos économies occidentales caractérisées par la libre circulation des capitaux, il y a, quel que soit le pays, une étroite interconnexion entre situations internes et externes.

Après la récession de 1975, les Etats-Unis ont été le seul pays où l'activité a repris fortement en 1976 et s'est maintenue en 1977. Mais non sans problèmes.

bilan permet parfaitement de retracer. Ce n'est pas parce que les Etats-Unis ont un déficit de leur produit intérieur brut (moins de 9 % contre près de 20 % pour la France) qu'il faut croire qu'une baisse du dollar n'a pas d'effets.

La solution permet de déterminer les conditions d'un véritable redressement. L'objectif est de stabiliser le dollar, un assainissement simultané des deux parties de notre bilan.

cas des Etats-Unis, l'abandon d'une fièvre mal placée concernant le dollar américain ne résout rien.

Mais ces solutions sont trompeuses et ne font que renuler, en retardant chaque fois plus, l'échéance finale.

L'univers blanc

Comme à Berlin l'an dernier, de l'explosion des « Américains » on peut dire qu'ils sont devenus de plus en plus blancs.

Comme à Berlin l'an dernier, de l'explosion des « Américains » on peut dire qu'ils sont devenus de plus en plus blancs.

مكتبة من الأصيل

كذا من الأصل

Le Monde

culture

Expositions

AU CENTRE GEORGES-POMPIDOU

Paris-Berlin 1900-1933 : le psychodrame d'une nation

(Suite de la première page.)

Et surtout à l'atmosphère politique et sociale de l'Allemagne jusqu'à la prise du pouvoir par les nazis. Cortèges de soldats, de chômeurs, de mutilés, enfants affamés, familles ruinées par l'inflation, cadavres dans les rues de Berlin, évocation du délire et de l'arrogance militariste, de la révolte spartakiste, de l'émotion de Weimar au début des années assaillies, tout cela donne à cette exposition une résonance particulièrement dramatique. Ce n'est pas seulement d'art qu'il s'agit ici. Ce que l'on nous présente, c'est l'analyse globale d'une culture, d'une des époques les plus fécondes et désespérées de son histoire. C'est le psychodrame d'une nation.

la société bourgeoise, d'une sorte de négativité existentielle. Même dans ses moments de plus grande eudésie, la peinture française demeure une « belle peinture », une aventure maintenue au niveau de la recherche plastique, une « révolution en atelier ». A l'hédonisme de la peinture parisiennne, l'expressionnisme oppose un art de revendication morale et de dégoût formelle, où le laidier volontaire et presque barbare de l'expressionnisme signifie la déception de vivre et renvoie à cette « profonde oppression intérieure » qu'annonçait Worringer, « caractéristique de l'humanité nordique ». Leo Nus rouges de Kirchner, le brutalisme paysanne de Barthelemy, et l'abstraction de la subtile mélancolie maniériste du Rhénan Lahmbrück, disent tout ce que l'expressionnisme doit à l'art populaire, à l'art primitif, à la névrosé de l'imagerie médiévale. L'expressionnisme « d'abord et d'abord » est la volonté de ressusciter un art spécifiquement allemand, « gothique », contre le tradition européenne et surtout contre La Mecque parisienne, comme disait Grosz, qui, en 1910, encore dans une phase de l'expressionnisme, se pose pour toutes avec le titre de cette tradition française, qui domine presque entièrement la peinture allemande. « Cette horreur du « flou », ce besoin de revenir au dessin, à la rugosité graphique du dessin, on est allemand tout particulièrement nés dans la gravure, dans les admirables bois de Heckel et de Kirchner, dans les illustrations du même Kirchner pour le Peter Schlemihl de Chamisso, ou dans l'extraordinaire affiche de la Pont c'est la sauvegarde, la mot n'est pas trop fort, contrasté avec les scènes toulousaines de Klee et d'August Macke, avec le subtilité, la profondeur lyrique des aquarelles de Kandinsky accrochées dans la même salle.

Fête, l'orgie de sexe et d'argent, où l'orgie se livre aux profiteurs du régime, que la misère des « gens de l'arrière-cour et, dans l'atroce Partie de cartes, tout ce que le guerre a laissé dans le Berlin des années 20, à côté des Lois-Lois et des Calligants de corps mutilés, de molignons hideux et de spectateurs de déchéance physique, d'autant plus insupportables qu'ils sont acceptés par tout le monde, et par les victimes elles-mêmes.

UN CONCERT DE L'IRCAM Pour mémoire

Dans les années 20, à Paris comme à Berlin, il fallait faire du neuf, lutter contre le romantisme, l'impressionnisme et l'expressionnisme, revenir à Bach ou à ce qu'on croyait tel, et aller de l'avant. Quand on écoute le Concerto pour violon et orchestre d'instruments à vent de Kurt Weill, on a l'impression que rien ne peut arrêter le mariage de deux croches une fois le mouvement engagé. La mélodie en dents de scie, aux angles brusques, ne sera Purcell, est devenu un concert aussi officiellement « culturel », on est surtout là pour ça.

Et le raison dans tout cela ? Elle s'est répliquée dans l'architecture, dans l'univers blanc et cristallin du Bauhaus, dont l'activité est ici tout bien évoquée, ainsi que celle des constructeurs de logements, de logements ouvriers, tel Ernst May à Francfort. L'expressionnisme a souvent inspiré les grands créateurs des années 10 et 20, comme le montre la salle consacrée aux projets de Schaaroun, Max Taut, Erich Mendelsohn, Otto Kohtz, projets parfois si bizarres que l'esquisse A la Joie, de Wassili Luckardt, évocateur de façon irrésistible l'œcoumène de Douaumont. Mais ce fut précisément la rôtie du Bauhaus de liquider l'expressionnisme, ses poisons et ses délices, de tenter de créer un art du tiers état, d'habiter, comme disait Grosz, « Apollon dans la démocratie ». Brisée par le nazisme, l'expérience fut, à long terme, extraordinairement féconde et déborda largement le domaine de l'architecture. Tous les artistes qui furent plus ou moins liés au mouvement, et dont certains correspondent à nos « puristes », ne

ont pas d'une égale qualité. Mais le rationalisme passablement simplificateur, l'humanisme un peu distant du Bauhaus n'étaient pas étrangers à l'invention poétique. Sans parler même du magnifique Moholy-Nagy, le petit Grotzeste, d'Oskar Schlemmer, ne fait pas tellement mauvais figure auprès de la Tête et puissamment didactique de Rudolf Belling (l'autre forme de « L'esprit de notre temps ») ou de ces deux merveilleuses aérées subtilités que sont la Construction dans l'espace et la Colonne, de Gabo. On cherche, paraît-il, un signal pour la porte est ; voici une colonne qui y a sa place tout indiquée.

Les prostituées, les écoliers, la rue sans joie

Alors, la famine, les prostituées, les écoliers, la rue sans joie, c'est fini ? Pas du tout, cela ne fait que commencer. D'abord parce que, pendant que nous regardions les bords consacrés de Hanover, Hitler avançait à grands pas et à grand renfort d'affiches. Ensuite parce que l'art allemand n'a jamais rien produit de si cruel et morbide que certains tableaux des peintres de la Nouvelle objectivité, un mouvement né en 1925 qui était, lui aussi, un refus de « la mystique d'enfance juive et sentimentale » (Beckmann), de l'expressionnisme.

Nostalgie de l'élémentaire et romantisme cosmique

Kandinsky, Macke, Munich, le Cavalière bleu. C'est l'ordre versant de l'expressionnisme : l'expressionnisme du Sud. Moins brutal, nullement social, musical, wagnérien, volontaire panthéiste et épris de « construction mystérieuse intérieure », il peut même prendre des aspects très gracieux, ainsi dans la Dame à la jaquette verte, de Macke, dans les Cheveux bleus, de Franz Marc (absents, c'est le seul « trou » de l'exposition), dans la tendre curiosité des deux peintres à l'égard du monde animal.

Veide, la magnifique discipline oratrice de Peter Behrens. Là encore le France, à travers sa tradition académique, était l'exemple à ne pas suivre. « Il nous faut dépasser la plus vie possible le stade de la cambriole de style », s'écriait Poëlsche, et La Corbusier voyait en Behrens « la génie puissant, profond, grave, halluciné de domination qui convenait à cette époque, ainsi qu'à l'esprit allemand contemporain ». La guerre, la guerre « fraîche et joyeuse », le « bourrage de crâne » fort bien évoqués par un ensemble d'affiches et d'objets patriotiques (tous à l'usage de l'effigie de Hindenburg) dus au génie mobilisateur des deux camps. La guerre, la mort, la défaite, la révolution, les conseils ouvriers, les spartakistes massacrés, Liebnicht et Rosa Luxemburg assassinés en attendant que vienne la tour de Reithenau et de quelques autres. Dada.

L'univers blanc et cristallin du Bauhaus

Comme à Berlin l'an dernier, lors de l'exposition des « Années 20 », on voit bien quel fossé sépare les dadaïstes parisiens des dadaïstes allemands, lesquels d'ailleurs ne se comprennent jamais. A Paris, Dada est un jeu, brillant et subversif certes, mais un jeu. En Allemagne, le dadaïsme est moins une fête de l'irrationnel qu'un acte d'accusation, un procès argumenté, une entreprise politique assignant aux artistes le premier rang dans le « déstabilisation », comme on dit aujourd'hui, de l'ordre social, la destruction du royaume du père et du compromis weimarien. « Weimar n'est que le mensonge, le déguisement de la barbarie teutonique », disait Haussmann, les premiers complices de ce mensonge étant « la canaille de l'art », ainsi Kokoschka, « une soubrette qui trembla devant ses maîtres » et l'expressionnisme en général dans lequel Richard Huelsenbeck ne voyait « qu'une grosse idole en quête d'une bonne pension ».

constructions sont d'une telle beauté, d'une telle grandeur métaphysique, qu'elles évoquent plutôt le détachement d'un Erasmus dadaïste archivant les débris d'un ordre cartésien. Schwitters se convertit d'ailleurs à une sorte de positivisme géométrique, et les inquiétantes bêtises lésées dans la conscience allemande par la guerre, l'inflation, le triomphalisme des « buveurs de bière » de Weimar, on les verra vociférant, un point dans le ventre, auprès d'une mollesseuse-bauhaus.

Festivals

« ALCINA » A AIX-EN-PROVENCE

La magie de Haendel, recrée par Lavelli

Un Festival d'Aix-en-Provence sans Mozart, ouvert par un opéra de Haendel, qui n'a jamais, sans doute, été repris en France, ce pari audacieux. M. Bernard Lefort sembla bien l'avoir gagné. Alcina, a remporté samedi soir un succès très remarquable en présence du premier ministre, M. Raymond Barre, et du maître de Marseille, M. Gaston Defferre. L'opéra, dirigé par M. Raymond Lefort, a été un succès d'applaudissements et de discret huilements.

des ténébres, d'une humanité encore enchaînée dans l'instinct animal. Alcina, personnage de l'opéra, est une reine de la nuit, mais encore une ensorcelée qui régit, comme Ruggiero, comme Cécile, sur un peuple de chevaliers copieux qu'elle a changés en bêtes. Sa dernière conquête, Ruggiero, plus enjôné dans son empire que ne le sera Purcell, est devenu un amant et il a complètement oublié jusqu'au visage de son épouse, Bradamante. Celle-ci, pourtant, la sœur de la force destructrice, a été la seule à résister à la destruction finale du royaume d'Alcina, même si Haendel en attribue le mérite à Ruggiero, au plus enjôné des héros.

(Teresa Berganza), bien près d'être dévoré par l'instinct des ombres, est lui aussi tout de noir vêtu ; son visage qui émerge d'un cercueil témoigne encore de son origine, tandis que Bradamante (Ann Murray), chevalier de bien innocente, est toute de blanc vêtue, ainsi qu'un bonneton épique, Oberto (Christiane Château), enfant à la recherche de son père, capitif d'Alcina.

Splendeur plastique

On ne sait plus très bien si c'est la musique de Haendel qui crée l'émotion exprimée par le splendide plastique de Lavelli ou si c'est celui-ci qui remplit le parterre d'un air de dévotion de Haendel. Toujours est-il qu'un peu ému, de prime abord par les répétitions lassantes de ces airs, peut-être parce qu'il s'agit d'un art dont nous connaissons mal aujourd'hui les ressorts esthétiques, on est de plus en plus saisi et frappé par leur beauté et même leur nécessité. Il y a sans doute des deux. Haendel, ayant probablement été de plus en plus captivé lui-même par son sujet.

tibles, parfois bouleversants : les rêves sans expression des serviteurs gagnés de noir qui soutient, comme en une partie de tennis, Ruggiero tournant qui marche de long en large, têtes muettes et terrifiées en ce qu'elles observent et attendent sa chute dépitée. Alcina, à la fin, n'a rien de joué, jouant mélancoliquement la fable de ses bêtes sauvages et tendres ; Ruggiero pulvérisé Bradamante à travers la palais magique, comme l'Amant et l'Amante pendant les épreuves, jusqu'à ce baiser final des époux enfin réunis et sursus, ou bien la suite musicale des airs de troisième acte, jouant avec d'immenses flots de rideau ; ou encore ces fantômes dignes de Rodin, qui enveloppent le dernier air d'Alcina.

Un domaine noir et rouge

Il fallait le décor naturel du théâtre de l'archevêché avec ses fenêtres et la grande arche de la jonction, décorés de vastes murures baroques et sombres par l'Érénisme lachossonne, avec de grandes toiles de dent comme rideau de scène, un sol de marbre noir, l'éclairage quasi phosphorescent d'Alcina comme une déesse maléfique et toujours des éclairages très travaillés, Lavelli a créé sur cette scène médiévale un domaine noir et rouge semé parfois de bouquets maléfiques que dominent les apparitions sculpturales de la magicienne.

Un domaine noir et rouge

Il fallait le décor naturel du théâtre de l'archevêché avec ses fenêtres et la grande arche de la jonction, décorés de vastes murures baroques et sombres par l'Érénisme lachossonne, avec de grandes toiles de dent comme rideau de scène, un sol de marbre noir, l'éclairage quasi phosphorescent d'Alcina comme une déesse maléfique et toujours des éclairages très travaillés, Lavelli a créé sur cette scène médiévale un domaine noir et rouge semé parfois de bouquets maléfiques que dominent les apparitions sculpturales de la magicienne.

JACQUES LONCHAMPT.

* Prochaines représentations les 18, 24, 29 juillet et 5 août.

RADIO-TÉLÉVISION

CARNET

LUNDI 17 JUILLET

CHAÎNE I : TF 1

19 h. 10. Jeunes pratique; 19 h. 40. Les mémoires de l'insolite; les mannequins hommes; 20 h. Journal.

20 h. 30. FILM : BUNNY LAKE A DISPARU, d'O. Preminger (1965), avec C. Lynley, K. Dulles, L. Olivier, M. Hunt, N. Coward, A. Massey. (N. Rediffusion).

22 h. 15. Portrait : Les grandes personnes, de J. Fraipont (II - Carole Duquesne et Mario Gonzales).

23 h. 10. Journal.

CHAÎNE II : A 2

19 h. 45. L'heure d'été; 20 h. Journal.

20 h. 30. Portrait : Georges Brassens.

21 h. 25. Top club : les rendez-vous de juillet.

22 h. 5. Émission littéraire : Lire, c'est vivre, de P. Dumayet : le Père Goriot, de Balzac, réal. H. Basile.

22 h. 30. Journal.

22 h. 40. Petite musique de nuit : Quatuor

n° 12 en ut majeur, quartetsatz, de Schubert, par le Quatuor bulgare.

CHAÎNE III : FR 3

19 h. 20. Émissions régionales; 19 h. 40. Pour les jeunes; 20 h. Les Jeunes.

20 h. 30. FILM : RIVALITÉS, d'Ed. Dmytryk (1964), avec S. Hayward, B. Davis, M. Connors, J. Heatherton, J. Greer, G. McRae.

22 h. 15. Journal.

FRANCE-CULTURE

22 h. 15. Journal.

FRANCE-MUSIQUE

22 h. 15. Journal.

MARDI 18 JUILLET

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 30. Le francophonisme; 13 h. Journal; 13 h. 45. Émissions pour les jeunes.

19 h. 15. Documentaire : Visages de la Russie (Moscou); 19 h. 10. Jeunes pratique; 19 h. 40. Sports : Tour de France cycliste (résumé); 20 h. Journal.

20 h. 30. Au-delà de l'horizon : Venise domine les mers.

21 h. 25. Sports Superstars : Welwyn Garden City; 22 h. 30. Émission musicale : Bruits en fête et sons de plaisirs; les silences du lapin; 23 h. Journal.

CHAÎNE II : A 2

19 h. Série : L'homme qui valait trois milliards; 19 h. 15. Aujourd'hui magazine; 19 h. 30. Sports : Tour de France cycliste (Grenoble-Morzine); Escrime (championnat du monde); 19 h. 45. Jeu : Des chiffres et des lettres; 19 h. 45. L'heure d'été; 20 h. Journal.

20 h. 45. Les dossiers de l'écran : La femme que l'aime, de J. McGreevey, avec F. Dunaway, R. Douglas, R. Chamberlain.

22 h. 15. Journal.

FRANCE-CULTURE

22 h. 15. Journal.

FRANCE-MUSIQUE

22 h. 15. Journal.

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 30. Le francophonisme; 13 h. Journal; 13 h. 45. Émissions pour les jeunes.

19 h. 15. Documentaire : Visages de la Russie (Moscou); 19 h. 10. Jeunes pratique; 19 h. 40. Sports : Tour de France cycliste (résumé); 20 h. Journal.

20 h. 30. Au-delà de l'horizon : Venise domine les mers.

21 h. 25. Sports Superstars : Welwyn Garden City; 22 h. 30. Émission musicale : Bruits en fête et sons de plaisirs; les silences du lapin; 23 h. Journal.

CHAÎNE II : A 2

19 h. Série : L'homme qui valait trois milliards; 19 h. 15. Aujourd'hui magazine; 19 h. 30. Sports : Tour de France cycliste (Grenoble-Morzine); Escrime (championnat du monde); 19 h. 45. Jeu : Des chiffres et des lettres; 19 h. 45. L'heure d'été; 20 h. Journal.

20 h. 45. Les dossiers de l'écran : La femme que l'aime, de J. McGreevey, avec F. Dunaway, R. Douglas, R. Chamberlain.

22 h. 15. Journal.

FRANCE-CULTURE

22 h. 15. Journal.

FRANCE-MUSIQUE

22 h. 15. Journal.

Naissances

M. et Mme Salim BEMAIL sont heureux de faire part de la naissance de Gauthier Salim, Paris, 13 juillet 1978.

Le secrétaire général du tribunal de commerce de Lyon et Mme Edith NGUYEN laissent à Fabien la joie d'annoncer la naissance de Laure, 51, rue Louis-Racan, 69008 Lyon.

Didier TRUCRET et Catherine de Delaby et Charlotte ont la joie d'annoncer la naissance de Marie, 18 juillet 1978.

Marriages

Odlie JACOB et Bernard GÖTLIER sont heureux de faire part de leur mariage, le 23 juin 1978, à Paris.

Décès

Marie-Anne COMNÈNE, épouse Benjamin Crémieux, grand-mère, arrière-grand-mère et tante. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité le lundi 17 juillet à Carpiès (Corse).

Le cadavre et l'épave de son premier roman, « Rosa Colomba », publié en 1920, étaient restés sans pour autant sacrifier au régionalisme. L'île, où ses ancêtres avaient trouvé asile à la fin du dix-septième siècle, ne fut jamais absente de ses quinze romans.

Après l'arrivage de Benjamin Crémieux, chef d'une organisation de Résistance, Anna Comnène publia « France » et « Grèce », romans de l'attente de familles corse et continentales, dont la tonalité autobiographique est évidente.

De son dot de nombreuses traductions de Pirandello pour l'édition du théâtre complet en neuf volumes publiés par la M.R.F., ainsi qu'un ouvrage historique sur son village natal, « Carpiès, colonie grecque » (des Belles Lettres).

Mme Pierre Rotegues et ses enfants. M. Paul Rotegues et son fils, M. et Mme Alexis Monjaux et leurs enfants. Les obsèques ont eu lieu le dimanche 12 juillet 1978, dans la chapelle de la paroisse de Saint-Étienne, à Carpiès.

M. Pierre ESTORGES, géomorphologue à l'Institut de géographie d'Alger. Inhumation dans l'intimité à Evry-Phuret (Seine), mardi 17 juillet, à 11 heures.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Paul HAGUENAUER, né Jeanne Willard, survenu le 12 juillet 1978, dans sa quatre-vingt-septième année.

De la part de : M. et Mme Georges Haguenauer et leurs enfants, M. et Mme Yves Haguenauer et leurs enfants, M. et Mme Paul Loezer et leurs enfants.

Les obsèques ont eu lieu le 17 juillet, dans l'intimité.

Ces obsèques ont eu lieu le 17 juillet, dans l'intimité.

Mme Charles Hirsch, son épouse, et toute la famille. Les obsèques ont eu lieu le 17 juillet, dans l'intimité.

M. Charles HIRSCH, chevalier de la Légion d'honneur, commissaire d'arrondissement de la préfecture de police (E.R.), survenu le 18 juillet 1978, dans sa soixante-dixième année.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise, le mercredi 19 juillet, à 14 h. 45.

L'inhumation des cendres aura lieu au cimetière de Bagneux, dans la sépulture de famille le même jour, vers 18 h. 30.

27, avenue Victor-Hugo, 92140 Clamart.

On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 14 juillet 1978, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, de M. René LECOQ, ancien député du Nord, chevalier honoraire de la Légion d'honneur, de l'ordre national du Mérite, officier des Palmes académiques.

De la part de : M. et Mme René Lecoq-Sauvage, M. et Mme Jacques Jaffry-Gombert, M. et Mme Françoise Jupille-Gombert, Mlle Françoise Lecoq, M. Renaud Lecoq, ses petits-enfants.

Et toute la famille. Les funérailles auront célébrées le mardi 18 juillet, à 18 h. 30, en l'église Saint-Christophe, à Tourcoing. Assemblée à la mairie de Tourcoing, à 18 heures.

4276 Belmont-de-la-Loire. (Le Monde) du 18-17 juillet.

On nous prie d'annoncer le décès de notre confrère M. NAGGAR, ancien rédacteur en chef à l'A.F.P., chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 14 juillet.

(Né à Alexandrie (Égypte) en 1911, Félix Naggar était devenu journaliste à l'A.F.P. en 1944 après quatre ans dans l'enseignement. Il avait dirigé les bureaux de l'Agence France-Press à Sydney, Belgrade, Athènes, New-Delhi, Nairobi, Lisbonne et Rabat.

Félix Naggar, qui avait pris sa retraite en 1974, avait collaboré avec P. Labeyrie, plusieurs ouvrages de grammaire.)

— Cannes, Paris, Annecy. Mlle Anne-Marie Sabiani, M. et Mme Delhommeau-Gaouand et leurs enfants. Les obsèques ont eu lieu le dimanche 12 juillet 1978, dans sa soixante-quinzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jour, lundi 17 juillet 1978, à Cannes.

Cet avis tient lieu de faire-part. 182, rue de Valenciennes, Paris (75). Impasse du Gros-Chêne, 74000 Annecy-le-Vieux.

Mme Maurice Vinçotte, M. Jean Vinçotte et Mme Vinçotte-Lepervanne. M. Pierre Vinçotte, et toute la famille. Les obsèques ont eu lieu le dimanche 12 juillet 1978, dans sa soixante-troisième année.

M. Henri VINÇOTTE, survenu accidentellement le 7 juillet 1978, dans sa vingt-huitième année, nous a quittés subitement.

Selon la volonté du défunt, l'inhumation se fera dans la plus stricte intimité, au columbarium du rituel du Père-Lachaise, le 13 juillet 1978.

Cet avis tient lieu de faire-part. 25, rue Paul-Barruel, 75015 Paris.

— La famille Zaclama a la grande douleur d'annoncer le décès de son fils, M. Laurent ZACLAMA, survenu le jeudi 13 juillet 1978, à l'âge de cinquante ans, après une longue maladie supportée avec un courage exemplaire.

Selon le désir du défunt, le service religieux ne sera à l'église copte orthodoxe, puis sera suivi de l'inhumation dans le caveau familial au Caire (Égypte).

Domestic mortuaire, 16, rue de Clugny, Paris (16^e). Cet avis tient lieu de faire-part.

Remerciements

Mme Guillaume Lafon, Mme Dominique Welter-Lafon remercient toutes les personnes qui leur ont témoigné leur sympathie lors du décès de M. Guillaume LAFON, administrateur des P.T.T., de l'ordre national du Mérite, survenu le 17 juin 1978, 128, boulevard Blanqui, Paris (13^e).

Anniversaires

— Il y a deux ans que Jacques WOLBER, nous a quittés. Mon mari, Gérard, son fils, demandent une pensée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

Visites et conférences

MARDI 18 JUILLET

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES - 25 h. entrée de l'église, Mme Germaine Auhberg : « L'église de la Madeleine ».

15 h. 45, rue des Bœufs, Mme Oswald : « La Sorbonne ».

15 h. 30, quai d'Anjou, Mme Vermeersch : « L'hôtel de Launay » (Colonne nationale des monuments historiques).

15 h. 1, rue Saint-Louis-en-l'Île : « Les hôtels de l'Île Saint-Louis » (à travers Paris).

15 h. 0, place du Palais-Narbonne : « L'Assemblée nationale » (Commissariat d'État de l'histoire).

15 h. 30, façade de l'église : « Saint-Julien-le-Pauvre » (M. de La Roche).

15 h. 30, rue de Valenciennes : « La Bibliothèque nationale » (Paris et son histoire).

Plaisir subtil : celui de comparer les saveurs d'« Indiana Tombe » et de SCHWEPPEES Leman.

— Les deux SCHWEPPEES.

VENTE A VERSAILLES

PALAIS DES CONGRES - Place du Chateau

MERCREDI 19 JUILLET, en soirée, à 21 heures

TABLEAUX ANCIENS DES XVII^e, XVIII^e et XIX^e SIÈCLES

BARRES FAÏENCS DU XVIII^e SIÈCLE

OBJETS D'ART, BIERES et MEUBLES - MOBIL. beaux naturels du XVII^e TAPISSERIES

M^{me} CHAPELLE, FERRIN, FROMANTIN, c.-preneurs à VERSAILLES

3, Impasse des Cheval-Légers - Tél. : 550-03-52 + 78-05

EXPO : mardi 17, mercredi 18 et jeudi 19 juillet de 10 h. à 18 h.

EN SOIRÉE : MARDI 18 JUILLET de 21 h. à 23 h.

Aux Philippines

Deux rois pour une couronne

Pendant quelques semaines, deux hommes vont lutter et l'un d'eux sera champion du monde d'échecs. Laissons à les hyperboliques et les superlatifs. Ce ne sera ni le « match du siècle » ni un « duel de titans » mais, plus simplement, la rencontre des deux plus forts joueurs du moment. Ce n'est pas rien.

Les Philippines ont obtenu d'organiser cette compétition en ne supportant hardiment les risques financiers et après avoir offert aux joueurs environ 550 000 dollars dont les deux tiers reviendront au vainqueur.

Mais, si l'ensemble des frais d'organisation doit s'élever à plus de 2 millions de dollars, on attend près de 4 millions de recettes, grâce aux entrées, aux timbres commémoratifs, et aux droits mondiaux de télévision.

Le décor est planté. C'est la capitale d'été des Philippines, Davao; cité des pins, située à 1 650 mètres d'altitude et à 200 kilomètres au nord de Manille. Il y fait frais et les joueurs comme leurs accompagnateurs, qui sont sur place depuis le début du mois de juillet, s'y promènent chaudement vêtus.

La France, un moment sur les rangs, a été montrée blâmée. A Anatole Karpov, l'actuel champion du monde, et à son rival, Victor Kortchnol, peu importe probablement le décor.

Ils s'affrontent trois fois par semaine, les dimanches, mardi et jeudi et reprendront, le lendemain, les parties épuisées, après les quarante premiers coups que chacun doit effectuer en deux heures trente au maximum.

Vers l'offensive

voire au génie, et l'on sait, depuis Tahl et Fischer notamment, que, à tout moment, un coup audacieux peut venir bouleverser la théorie. Si l'échiquier est un champ clos de soixante-quatre cases sur lequel ne s'affrontent que seize pièces noires et seize pièces blanches, le nombre des combinaisons possibles dépasse l'imagination des hommes ou même les capacités

Adversaires, doublement

soviétiques. Maître à quinze ans, grand maître international à dix-neuf ans, il fut champion du monde à vingt-trois ans, mais sans avoir pu rencontrer Fischer, le tenant du titre. Il est, à vingt-sept ans, bien placé pour acquiescer à une couronne qui ne serait plus contestée. Depuis cinq ans, en effet, il domine les échecs grâce à un jeu équilibré, sans failles en défense, redoutable dans les fins de parties. Il aura sur son rival, dans une compétition où la forme physique joue un rôle considérable, l'avantage de l'âge mais le handicap d'une constitution plus fragile.

Tout est désormais possible. Avant même le début de la rencontre, Kortchnol redoute quelque arme secrète, se défie des rayons magnétiques et du C.G.S. Il voudrait voir Batsourin, le chef de la délégation soviétique, « pendu, noyé, écartelé ». Les Russes, eux, sont venus pour voir gagner leur champion et disputent chaque point du règlement. On ne sait pas encore,

de calcul des ordinateurs. Une partie peut théoriquement durer 5 888 coups mais la plus longue, disputée dans un tournoi dura, en 1950, 191 coups, nécessitant vingt-trois heures de jeu en six séances et se termina, par la nullité. La plus courte partie possible se disputerait en deux coups, si celui qui tient les blancs était inexpérimenté ou suicidaire (!).

par exemple, sous quel emblème jurera Kortchnol, qui veut adopter soit le drapeau suisse — mais il n'est pas citoyen suisse — soit le drapeau soviétique, à condition qu'on y inscrive : « Je me suis battu ». On vient d'apprendre qu'un laborieux compromis avait décidé la suppression des deux drapeaux. Il faut souhaiter que les inevitables difficultés de dernière heure s'aplanissent, que la guerre des nerfs idéologique fasse place à la bataille des trente-deux pièces.

Laissons à leurs profondes réflexions les seuls joueurs et leurs assistants, deux grands maîtres britanniques pour Kortchnol, quatre grands maîtres soviétiques, conduits par Mikhail Tahl, pour Karpov. Les amateurs vont vivre un bel été et pourront, bien entendu, suivre au jour le jour, dans le Monde, le déroulement des parties.

JACQUES SAUVAGEOT.

(1) 1 23 - 05 2 24 - D24 mat.

FESTIVAL ESTIVAL

Comédie Française

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	48,19
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROF. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES D'EMPLOI	Le journal	T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	24,00	27,46
IMMOBILIER	5,00	5,72
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

ENERGIE NOUVELLE

RESPONSABLE DE VENTES

L'une des premières sociétés françaises qui étudie, fabrique et commercialise des capteurs d'énergie solaire crée un poste de responsable de ventes rattaché au Directeur Général.

Il visite les prescripteurs : architectes, installateurs et les clients : grossistes municipalités, offices d'HLM de la Région Parisienne. Il anime la force de vente répartie sur toute la France (6 exclusifs). Dans une deuxième phase, il se verra confier la vente à l'export.

Agé de 30 ans minimum, il est, soit ingénieur, justifiant de 3 à 5 ans d'expérience commerciale, soit diplômé d'une école commerciale. Dans les deux cas, il a une réelle expérience du milieu bâtiment. Il parle Anglais.

Basé à Paris, il sera appelé à effectuer des déplacements.

Adresser CV très complet et prétentions à Monique Roux, sous référence M 1512 C.

Les candidats seront convoqués très rapidement; merci d'indiquer un numéro de téléphone utilisable pendant les heures ouvrables.

egor 5 rue Meyerbeer, 75009 Paris

DIRECTEUR FINANCIER

LA SOCIÉTÉ HOLDING D'UN GROUPE FRANÇAIS

Recherche le responsable de ses problèmes financiers et comptables.

De formation supérieure, il superviser les services comptables du groupe.

La rémunération sera de l'ordre de 130.000 à 150.000 francs.

Adresser C.V., photo, prétentions et coordonnées téléphoniques à : MME HADENQUE, 4, CITE VANSAU, 75007 PARIS

technicien supérieur informatique

L'un des plus importants groupes français d'assurances recherche un technicien d'exploitation dont la mission consistera à résoudre les problèmes posés par la réfection des travaux en exploitation.

De formation DUT, il aura eu une expérience minimum de 2 ans dans la pratique du DOS. De bonnes connaissances en CICS, DL1 et VSAM sont nécessaires.

Niveau de rémunération : 20.000 F.
Lieu de travail : Province banlieue Sud.

Adresser C.V., photo et lettre actuelle sous la référence 62.02.7E/146 à ADEQUATION 54, avenue de Versailles - 75016 PARIS.

Adequation

RESPONSABLE DES VENTES

Société de Prestations dans le domaine de la Vidéo professionnelle et télévision recherche

via-à-vis agences de publicité et annonceurs.

Poste évolutif et indépendant, fixe + commissions. La bonne connaissance du marché des agences de publicité sera prise en plus grande considération que la technique Vidéo, que nous assisterons. Envoyer C.V. + photo récente et rémunération souhaitée à P.V.C. 7, rue Pierre-Demours - 75017 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGENIERIE PARIS-EST

recrute

DOCUMENTALISTE

POUR EMPLOI A TEMPS PARTIEL 20 - 25 HEURES PAR SEMAINE

- Bon niveau et expérience de l'industrie lourde indispensables.
- Bonne connaissance en anglais.
- Age indifférent.
- Avantages sociaux importants.

Restaurant d'entreprise - Cafétéria. Proximité métro - Facilité parking.

Ecrire avec C.V. + photo, sous référence 9 495, à SPERAR, 12, rue Jaurès - 92007 PUTEAUX

INFORMATIS

Pour projets internationaux S/MITRA 15/125-SOLAR

INGENIEURS LOGICIELS

INGENIEURS DEBUTANTS

X-ECIP - SUP AERO, etc. FORMATION ASSURÉE 26, r. Daubenton-93 37-99-22.

SOCIÉTÉ TUYAUTERIE INDUSTRIELLE RECHERCHE POUR SACLAY : Soudeurs Argon Agence technique soudure. Pour NANGIS : Travaux P. 3 Chef d'équipe. Tél. 16-1 91-02-03 (Saclay). 16-1 42-34-20 (Nangis).

Pour Société producteur du MATERIEL ELECTRIQUE région PARIS

INGENIEUR DE RECHERCHE

Electricité physique du solide diplômé ingénieur. Minimum 25 ans d'expérience au moins 1 an dans l'industrie en laboratoire, contrôle ou fabrication, 50.000 à 100.000 F/an selon expérience.

Ecrire sous réf. 350 à SWEERTS, 50 rue de Valenciennes - 75014 PARIS. CEOEX 09 ou transmettra.

GTI INTERNATIONAL

Recherche pour SIDI BEL ABBES - ALGERIE

CHEF SERVICE APRES-VENTE

La mission : la création du service après-vente de l'entreprise et la mise en place de bureaux A.V. en Algérie. Il sera aussi responsable du choix de villes d'implantation, de la sélection et de la formation ou mise au courant des techniciens A.V. de la programmation et du suivi des fournitures ou équipements nécessaires au fonctionnement des bureaux.

Secteur d'activité : ELECTRONIQUE GRAND PUBLIC - Fabrication de téléviseurs mono et couleur, radios, chaînes stéréo, magnétophones etc...

Le candidat : jeune, dynamique, disponible, ayant de l'initiative et une formation ou une expérience en organisation d'un Service A.V. Il devra avoir exercé des fonctions équivalentes dans l'industrie Electronique pendant au moins 5 ans.

Les conditions : GTE offrira un salaire élevé à une personne compétente - Avantages sociaux garantis par situation de détaché de la filiale française de GTE.

Envoyer votre C.V. dactylographié et lettre manuscrite avec photo et prétentions sous la référence A-902 à M. Jean LAURAIN GTE International - 2, rue de la Moselle 54100 NANCY

DAME EMPLOYÉE DE MAISON

ayant grande exp., logée, nourrie, blanche (logée dans studio avoisinant), aimant les animaux (2 chiens adorables et bien élevés). Rémunération à disc. Quartier FOCH.

Préfér. écrire avec résumé et photo : Mlle STEWART 34, av. George-V - PARIS (8^e)

Importante société rech. pour postes stables

3 ANALYSTES PROGRAMMEURS

COBOL, 1 à 2 ans exp. Libre rapidement. Tél. pour R.V. : 202-06-77, M. Lespines.

FOSTER WHEELER FRANÇAISE

recherche

pour AFRIQUE DU NORD et GOLFE ARABIQUE

directeurs de chantiers ingénieurs de chantiers conducteurs de travaux

pour installations pétrolières et pétrochimiques dans les spécialités suivantes :

- GENIE CIVIL
- TUYAUTERIES
- SOUDURE
- MECANIQUE
- ELECTRICITE

Expérience 5 ans minimum requise dans la position demandée. Langue anglaise nécessaire.

Ecrire - SERVICE CONSTRUCTION - 31, rue des Bourdonnais 75011 PARIS CEDEX 01 ou téléphoner pour rendez-vous au 233.44.32.

Importante Société Française EXPLOITATION FORESTIERE

CAMEROUN

recherche :

DIRECTEUR

Responsable de l'ensemble des activités (chantiers forestiers, scieries, stocks pièces de rechange, gestion générale).

Capacité annuelle : Production : 50.000 m³ - Sciage : 25.000 m³. Minimum 5 ans d'expérience en AFRIQUE, comme responsable d'un ensemble opérationnel.

Env. lettre manuscrite avec C.V. sous la n° 72.943. cabinet leconte 4, rue Amiral Courbet - 75116 PARIS

INDUSTRIE DU SPORTSWEAR

Directeur de l'industrialisation des modèles

130 000 F

JACQUES JAUNET S.A. (marque NEW NEW, JACQUES PERNET), recherche pour faire face à son développement (330 M de CA, 1700 personnes) un cadre de haut niveau technique pour créer sous l'égide de la Direction Générale le poste de Directeur de l'industrialisation des modèles. Le candidat sera chargé de la mise au point, de la validation et de la mise en œuvre de la production industrielle en étroite collaboration avec le bureau de création et la Direction de Production (6 usines). Seul un excellent technicien du vêtement, ayant eu des responsabilités similaires dans une entreprise de confection, peut réussir à ce poste.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous réf. 806205 N (à mentionner sur l'enveloppe). Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Denton 75263 Paris Cedex 06

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

Dans le cadre de notre développement mondial, nous recherchons

des JEUNES INGENIEURS

(chimie, E.C.P., E.S.E., Sup'Aéro, A.M.)

- ÉTUDE DE PROJETS D'IMPLANTATION D'USINES A L'ÉTRANGER.
- COORDINATION, SYNTHÈSE des réalisations et suivi en collaboration avec les services de production et de maintenance.

Ces postes, basés en Province, impliquent de nombreux contacts et des déplacements en France et à l'étranger. Une expérience de quelques années en Production ou dans un Bureau d'Études serait appréciée. L'Anglais courant est souhaité.

Une évolution ultérieure conduisant à des affectations à l'étranger peut être envisagée.

Nous vous remercions d'envoyer votre C.V. à 70, rue M. EXCELYS-PRESSE, 85 bis, rue Bézuar, 75002 PARIS.

VILLE DE VILLEFRANCHE (Rhône) recrute par voie de concours ses épreuves

UN DIRECTEUR

d'École Municipale de Musique agréée (2^e degré) Age limite : 40 ans

Certificat d'aptitude aux fonct. de professeur exigé. Rémunération nette de début de carrière : 3.574 F. Envisager candidature avec C.V. et copies des diplômes à M. le Maire de Villefranche (Service de Personnel) avant le 1^{er} septembre 1978.

ETABLISSEMENT HOSPITALIER PRIVE LYON recrute recherche

CADRE SUPÉRIEUR

pour occuper poste de trésorier chargé du budget, de la comptabilité et du fonctionnement financier de l'établissement en général.

INDISPENSABLES : connaissances comptables approfondies. EXIGES : très sérieuses références en matière de gestion hospitalière.

SOUHAITE : connaissance des problèmes informatiques et de leur application à l'hôpital. Ce poste qui comporte logement de fonction est à pourvoir au plus tard le 1-10-1978. Réponse d'ancienneté dans fonctions similaires possible.

Adresser exclusivement candidature et C.V. manuscrite avec photo à L.R.P. conseil en personnel, 45, rue de la République, 69002 LYON. Tél. : 16 78 37-42-01, cab. de 7 h. à 16 h.

La ville de Montpellier recrute un Directeur Artistique de la Régie du Théâtre Municipal. Date limite de dépôt de candidature : 31 juillet 1978. Pour tous renseignements, s'adresser à M. le Maire de Montpellier, Polygone, Bureau du secrétariat général (1^{er} étage, Tél. 92-45-51).

Société Electronique du Sud-Ouest, recherche pour occuper poste de technicien : **INGENIEUR ELECTRONICIEN CONFIRME**

Position II, capable d'étudier et mettre au point des nouveaux produits. Ecr. av. CV à No 246 le Monde Pub. S. r. de l'Inde, 75014 Paris-9^e. Exp. Comptable, ST-RIEUC 2000 recherche

Collaborateur **INGENIEUR ELECTRONICIEN CONFIRME**

Niveau certifié supérieur ou O.E.C.S. exp. cabinet indépend. C.V. prés. n° 7076 M. Régie P. 85 bis, rue Réaumur, Paris-2^e.

Entreprise moyenne Normande rech. d'urgence

INGENIEUR DEBUTANT

A.M., E.N.S.I. ou équivalent - Form. mécanique hydr. - Sera chargé dans un premier temps, étude rationalisation outillage et organ. production. Deuxième temps, direction fabrication.

Tous avantages sociaux. Intéressé, Ecr. n° T 0781 M Régie-Press 85 bis, rue Réaumur, Paris-2^e.

ANNONCES CLASSEES TELEPHONEES **296-15-01**

chefs d'entreprise

pour recruter des collaborateurs pour l'étranger notez la nouvelle adresse de

SEFRANE

Service pour l'emploi des Français à l'étranger
3, rue Clairaut, 75017 PARIS
Tél.: 627.70.57

un service gratuit de l'

ORGANISATION INTERPROFESSIONNELLE DE FORMATION CONTINUE EN AFRIQUE OCCIDENTALE

cherche pour octobre 1978

RESPONSABLE FORMATION PROFESSIONNELLE

ayant expérience gestion des entreprises niveau études supérieures.

Adr. lettre manuscrite, curriculum vitae et photo à SDFP/OC, 8, rue de la Paix, 75002 PARIS. Indiquer contact téléphonique.

INGENIEURS HYDRAULIENS

possédant une large expérience dans l'un des domaines suiv. : HYDRAULIQUE rurale et urbaine, adduction d'eau et assainissement exploitation de réseau.

Première connaissance de l'étranger sans exception. Anglais nécessaire. Possibilité de rémunération intéressante en tant que consultant.

Merci d'écrire l'ingénieur C.V. en précisant mode et niveau de rémunération actuelle sous la réf. 923 à MEDIA P.A. 9, bd des Italiens, 75002 PARIS qui transmettra.

Pour Iran, chantier industriel

DIRECTEUR DE TRAVAIL

Coffrage et génie civil. Anglais courant indispensable. Diplôme requis.

Envoy. C.V. détaillé à A.T., 27, av. de Friedland, Paris-8^e.

NOUS SOMMES UN IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE et chercheurs

un chef de produits

confirmé, homme ou femme

POUR NOTRE DIVISION SOINS DE BEAUTÉ ET MAQUILLAGE

Agé d'au moins 28 ans le candidat aura une formation commerciale supérieure complétée par une expérience certaine dans le domaine des produits de luxe.

Lieu de travail : Sud-Ouest de la France. Adresser C.V. sous référence GREL (mentionnée sur l'enveloppe à)

Publicis Conseil EMPLOIS et CARRIÈRES 30, rue Vernet, 75008 PARIS

VILLE DE MURET 31600

recrute

UN SOUS-DIRECTEUR GÉNÉRAL ET UN SOUS-ARCHIVISTE

par voie de concours sur titres. Date limite de candidature avant le 15 septembre 1978.

Pour les renseignements, s'adresser à la mairie de MURET. Téléphone : 51-14-43

Site fabrication OUTILLAGE • 1 heure de SAINT-ETIENNE recherche

RESPONSABLE (H. ou F.) SERVICE PERSONNEL

- Nous comptons au total 400 ouvriers, menuisiers et cadres, nous sommes un leader mondial de notre secteur et aspirons la moitié de notre fabrication. La personne que nous recherchons aura la formation et l'expérience de prendre la responsabilité de tous aspects du Département PAYE et PERSONNEL. Ecr. n° T 7033 M, Régie-Press 85 bis, rue Réaumur, Paris-2^e.

Entreprise moyenne Normande rech. d'urgence

INGENIEUR DEBUTANT

A.M., E.N.S.I. ou équivalent - Form. mécanique hydr. - Sera chargé dans un premier temps, étude rationalisation outillage et organ. production. Deuxième temps, direction fabrication.

Tous avantages sociaux. Intéressé, Ecr. n° T 0781 M Régie-Press 85 bis, rue Réaumur, Paris-2^e.

BROSSETTE

recherche pour poste en Afrique un Chef de Département Irrigation

INGENIEUR

connaissant parfaitement les PROBLÈMES IRRIGATION

Justifiant solide expérience dans cette branche et connaissances des différents systèmes d'irrigation.

- Études de profils.
- Contacts prescripteurs.
- Action commerciale.
- Résolution Chantiers.

Envoyer curriculum vitae avec photo et prétentions au n° 219 à ARCHAT, 69288 LYON Cedex 1

ANNONCES CLASSEES TELEPHONEES **296-15-01**

SERVICE DE DEPOTS

RECHERCHE D'EMPLOI

RESPONSABLE ADMINISTRATIF

ANALYSES PROGRAMME

INGENIEURS D'APPLIQUES

INGENIEUR EN DEBUT DE CARRIERE

RADIO-FRANCE

TECHNICIENS D'EXPLOITATION EN STUDIO OU EN EXTERIEUR

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

مكتبة من الأصل

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	49,19
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

BANQUE DE DÉPÔTS PRIVÉE
Région Rhône-Alpes
recherche pour Paris

1) **DIRECTEUR D'AGENCE**
Classe V ou VI
30 ans minimum. Expérience bancaire très complète dans exploitation (5 ans minimum).
(Référence A.)

2) **ATTACHÉS COMMERCIAUX**
Ayant bonne expérience contact avec clientèle particulière, commerciale et industrielle (3 ans minimum).
(Référence B.)

3) **RESPONSABLE ADMINISTRATIF D'AGENCE**
Classe III minimum
Chargé de la gestion administrative de l'agence; Relations avec clientèle; Bonne expertise bancaire nécessaire.
(Référence C.)

Adresser curriculum vitae manuscrit et photo sous la référence indiquée à O.C.B.P., 66, rue de la Grosse-Hautie, 75009 PARIS.

ICL

INGENIEURS COMMERCIAUX

- Vous possédez une formation supérieure
- Vous pouvez justifier de plusieurs années d'expérience réussies dans la commercialisation de TERMINAUX - point de vente
- Vous êtes rompus à la négociation au plus haut niveau dans le domaine informatique.

SAISISSEZ L'OPPORTUNITE

d'une position affirmée au sein des leaders du marché de l'informatique et d'un travail à haut potentiel, celui des terminaux - point de vente d'une cible parfaitement définie: le secteur de la distribution d'un produit d'une indiscutable qualité constituant notre nouvelle gamme

d'une rémunération importante par le niveau du fixe assuré et alléchant par le montant des commissions perçues.

Envoyer C.V. détaillé et présentations à I.C.L. Recrutement, 4, rue François Orly, 92128 MONTROUGE sous la référence POS 2

ICL

IMPT SOCIÉTÉ COMMERCIALE - PARIS-16^e
recherche

COMPTABLES

2^e ÉCHELON

Horaires mobile de 4 semaines. Réassurance d'entreprise. 13^e mois + primes.

Adresser C.V., photo et prêt. n° 7269, Contesse Public, 20, av. de l'Opéra, Paris-16^e, qui tr.

CGEE ALSTHOM
EQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ÉLECTRIQUES

recherche pour PARIS et PROVINCE

INGÉNIEURS débutants

ESE, IEG, CENTRALE
Formation complémentaire souhaitée.

Après formation, ils seront chargés de l'étude et de la réalisation d'ouvrages dans le domaine des équipements et entreprises électriques et de l'automatisation d'installations industrielles.

Les candidats devront posséder les qualités nécessaires pour pouvoir accéder à des postes de responsabilité.

Adresser lettre de candidature, prêt. et C.V. man. à CGEE ALSTHOM Direction du Personnel, à l'attention de M. HUA, 13, rue Armand-Raynaud, 92389 LEVALLOIS-PERRET.

SG2 Société Générale de Service et de Gestion

recherche pour activités maintenance

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

(quelques années d'expérience)

Ecrire avec C.V. sous réf. H.M.

SG2 B.P. 215-16
75765 Paris Cedex 16

DIETER E. NEUMAIER
Expert Conseil en MARKETING et PERSONNEL

DIRECTEUR COMMERCIAL
170.000 F
CHAUSSURES POUR ENFANTS site allemande rech. le Strégoise en matière de Marketing pour développer son profil et assurer son avenir. Allemand souhaité. Env. C.V. et photo sous réf. C.V.

AGENTS EXCLUSIFS
AGENCEMENT DE MAGASINS Usine allemande, leader de la branche rech. architecte et commerciaux confirmés pour régions Paris, Bordeaux, Lyon, Nord et Est. Env. C.V. sous réf. R 30.

DIRECTEUR COMMERCIAL
110.000 F
MARDQUINERIE Groupe allemand très actif recherche le vendeur qualifié pour assurer la liaison entre sa clientèle française de maroquinerie et son usine allemande. Il aura une expérience acquise dans l'industrie des TISSUS ENVOIÉS DE PLASTIQUES. 30 ans env. d'expérience. Siège Paris. Env. C.V. et photo sous réf. CS 110.

DIRECTEUR GENERAL
200.000 F
PHARMACEUTIQUES, Paris. Laboratoire allemand import. rech. pour se lier à un spécialiste des structures et faire face à son expansion. Un professionnel de marketing et de la distribution prof. allemand, allemand apprécié. Env. C.V. et photo sous réf. CS 110.

DIRECTEUR COMMERCIAL
150.000 F
MEUBLES DE HAUT GAMME Fabricant allemand, réputé pour le goût et la qualité de ses meubles, rech. un filiale paris. le directeur ait une expérience relationnelle dans le marché du meuble. animateur de l'équipe de vente. Il parlera allemand. 30 ans env. d'expérience. Env. C.V. et photo sous réf. 22 M.

CHEF DE BUREAU
40.000 F
Société d'import. rech. son chef pour les aff. administratives ayant le sens des responsabilités et apportant de l'enthousiasme. 5 ans env. d'expérience allemand. Env. C.V. et photo sous réf. 24 M 2.

DISCRETION ABSOLUE
Les rendez-vous ne seront proposés qu'à des seules. D. E. NEUMAIER, 3, rue Argente, 75116 PARIS.

FRANLAB INFORMATIQUE

SOCIÉTÉ DE SERVICE et CONSEIL en INFORMATIQUE
Un réseau de 100 terminaux des ordinateurs très grande

CONTROL DATA : 7460 CYBER 72
7460 CYBER 71
recherche

SG2 Une des plus importantes Sociétés de Service et Conseil en Informatique

recherche

INGENIEURS GRANDES ECOLES DEBUTANTS

Ecrire avec C.V. sous réf. PHT

SG2 B.P. 215-16
75765 Paris Cedex 16

APRES FORMATION COMPLETE dont un stage aux U.S.A., nous offrons postes de :

TECHNICIENS DE MAINTENANCE

JEUNES DIPLOMÉS B.T.S. ÉLECTRONIQUE OU ÉQUIVALENT

- Anglais courant écrit et parlé indispensable.
- Libérés O.M.

Envoyer curriculum vitae à Société NOVASON, 22, rue de l'Abbé-Gregoire, - 75006 PARIS.

IMPT SOCIÉTÉ DE TÉLÉCOMMUNICATIONS
Z.I. de TRAPPES - LA VERRIÈRE

recherche

TECHNICIENS B.T.S. ÉLECTRONIQUE

Ils assureront la mise en service et la maintenance de systèmes informatiques (applications centre de calcul ou transmission d'information).

Connaissances de l'informatique et de l'Anglais souhaitées.

Contact clientèle - Déplacements de courte et moyenne durée France et étranger.

Envoyer curriculum vitae détaillé et présentations sous photo sous la réf. 72562 à CONTEXTE Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris Cedex 01, qui transmettra.

UN INGÉNIEUR

Ingénieur électronique, 3 à 5 ans d'expérience dans le domaine des réseaux informatiques.

Connaissance de la programmation et des mini-ordinateurs.

pour succéder le chef d'exploitation dans la supervision de notre important réseau de terminaux. Goût du diagnostic et du contact humain nécessaires.

BANQUE D'AFFAIRES
QUARTIER CHAMPS-ÉLYSÉES

recherche pour son SERVICE ETUDES FINANCIERES

ANALYSTE FINANCIER

JEUNE DIPLOMÉ I.E.P., H.E.C., E.S.S.E.C. ou E.S.C.P.

- Expérience de la fonction d'environ 3 ans;
- Spécialisation financière ou comptable souhaitée;
- Français courant et l'anglais indispensable.

Le poste implique des contacts fréquents avec les sociétés.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. détaillé, photo et présentations, sous références 3.080 à : PLAIN CHAMPS, 3, rue du Heider, 75008 PARIS.

SOPRA
Société d'ingénierie et de conseil en informatique en pleine expansion recherche

ingénieurs d'applications

réf. 1388 A
5 ans d'expérience minimum, connaissances en télétraitement, bases de données ou systèmes.

ingénieurs EN DEBUT DE CARRIERE

réf. 1388 B
même débutants (INSA, MIAG...), formation en microprocesseurs appréciée.

Ces postes sont à pourvoir immédiatement, à Paris et en province; quelques postes sont à pourvoir à l'étranger (Côte d'Ivoire et Italie notamment).

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et présentations, sous référence choisie à Média System, 104 rue Rouaumur, 75002 Paris.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE
recherche

ATTACHÉS COMMERCIAUX

ayant de préférence quelques années d'expérience dans le domaine du matériel électronique de bureau et si possible de traitement de textes.

REGION PARISIENNE et REGION LYONNAISE

Situation d'avenir pour éléments dynamiques.

Envoyer C.V. manuscrit à : **SECRE**
214, rue du Panbourg-Saint-Martin, 75010 PARIS.

UN TECHNICIEN

Niveau DUT électronique. Expérience en transmission de données informatique à très haute vitesse.

Bon contact et bonne présentation nécessaires.

Pour s'intégrer dans une équipe de première maintenance d'un important réseau de terminaux d'ordinateurs.

Adresser lettre de candidature avec C.V. détaillé à Monsieur FROESTER, FRANLAB INFORMATIQUE 4, av. de Bois-Préau, 92389 RUEIL-MALMAISON Cedex

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
SPECIALISE DANS LES SIENS D'EQUIPEMENT

RECHERCHE POUR SECONDER LE CONTRÔLEUR DE GESTION DE SA DIRECTION DES FABRICATIONS (6.000 PERSONNES)

UN INGENIEUR (ECL-AM ou EQUIVALENT)

Ayant une bonne expérience en fabrication et arrêté par les problèmes de gestion. Il participera à l'élaboration et au suivi des budgets d'une dizaine d'unités de production.

Envoyer curriculum vitae détaillé et présentations (avec photo) sous référence 72.095
Concours Publicité 20, av. Opéra
75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra

RADIO-FRANCE
116, avenue Président-Kennedy, 75116 PARIS

recherche

TECHNICIENS D'EXPLOITATION EN STUDIO OU EN EXTERIEUR

Trouvée du Bac C, E, F 2 ou F 3
Les candidats masculins devront être libérés des obligations militaires
Ecrire avec curriculum vitae et présentations.

RECHERCHONS INGENIEURS METHODES
Mécanique, analyse de postes M.T.M., expérimentés : 100 à 120.000 F par an. Réf. 1.345.

INGENIEUR TECHNIQUE-COMMERCIAL
Haut niveau. Expérience confirmée, marché chaudière lourde, 130 à 150.000 F par an. Réf. 1.346.

Ecrire à SHEWERTS, S.P. 269, 75024 PARIS CEDEX 09, q. tr. un préc. réf. du poste choisi.

COMPTABLE
D.E.C.S. ou équiv. p. service comptabilité en question. - Supervision plus de 10 pers. - Statut cadre. - Appointement selon candidat. Envoyer C.V. et présentations à : 7024 M, Règle-Pressé, 85 bis, rue Rouaumur, Paris-2^e

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
Quartier Champs-Élysées recherche

UNE ASSISTANTE JURIDIQUE
Licenciée en Droit (option droit privé). Intéressée particulièrement par le droit commercial, le droit des sociétés et des obligations. Anglais courant nécessaire.

Adr. C.V. prêt n° 72.077, CONTEXTE Publ., 20, avenue de l'Opéra, Paris-16^e.

De la cadre de son expansion, recherches

JOURNALISTE
sensibilisé aux problèmes économiques plus commerçants destinés à devenir Rédacteur en Chef ou tout autre.

MONTAGISTE
Responsable de la fabrication. Formation Ecole Estienne sous.

Libras rapidement. Envoyer C.V. aux Éditions AUDIO-ACTUALIES 25, bd des Italiens, 75002 PARIS.

ANNÉE SCOLAIRE 1978-1979
pour développement spécialement supérieur algèbres 1

INGÉNIEURS DIPLOMÉS
ou docteur en SC pour postes PROFESSEURS

30 ans minimum 20 ans, expérience 3 ans dont 1 an enseignement. Technologie, atelier mécanique, électricité, entraînement, automatisation énergétique.

Nationalité française.

Conditions intéressées, avant div. envoyer C.V. + photo à : 7073 M, Règle-Pressé, 85 bis, rue Rouaumur, Paris-2^e

SOCIÉTÉ CHIMIQUE FRANÇAISE
EN EXPANSION
SIEGE A PARIS
recherche
UN JEUNE CADRE COMMERCIAL EXPORT

POUR DEVELOPPEMENT VENTES A L'ÉTRANGER

ANGLAIS courant indispensable ALLEMAND souhaité

Ecrire à Pub. A. LITAS 27, avenue de l'Opéra, Paris-16^e

Important ORGANISME DE FORMATION cherche pour 1978-1979

2 PROFESSEURS DE PROGRAMMATION
Ayant pratiqué un entrepise G.A.P. - COBOL - BASIC 10 ans de références. Envoyer URGENT : Photo, C.V. et présentations à : 22, rue de Douai B.A.P. 75009 PARIS

SEFT
Organisation d'Etat dépendant de la législation générale pour l'armement recherche

UN INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

de formation électronique pour emploi au BUREAU de PROGRAMMES FRANCO-ALLEMAND Nationalité française. Dégagé des O.N.

Quelques années d'expérience professionnelle souhaitées. Connaissances en Allemand de préférence.

Lieu de travail : 92 - RUEIL-MALMAISON

Ecrire avec C.V. SEFT Service RECHERCHE 18, rue du Doct.-Zamenhoff, 92389 RUEIL-MALMAISON. Site de services, Paris-16^e recherche

UN JEUNE PROSPECTEUR
- Courageux.
- Optimiste.
- Capable pendant 1 an de prospecter systématiquement les entreprises parisiennes pour promouvoir les services de notre société. Situation très évolutive si résultats.

Ecr. à G.F.S.E. 6, rue Picot, PARIS-16^e

Site M^e Mairie d'Issy, rech.

DESSINATEURS
en électricité et électronique qualification débutant à Étude I. S.E.E.E. - 645-21-77

SEFT
(Organisation d'Etat) Centre Technique de la Délégation Générale pour l'Armement recherche pour son Département INFORMATIQUE ET SYSTEMES

UN INGÉNIEUR INFORMATIEN CONFIRME
Diplômé d'une Ecole d'ingénieurs

Lieu de travail : PORT D'ISSY (Issy-les-Moulineaux).

En collaboration avec l'ingénieur de maintenance d'un grand système d'information répartie, il assurera des responsabilités :

- De spécification de systèmes et de réaction de cahiers des charges techniques.
- De négociation, de coordination technique et de suivi d'exécution dans l'industrie, de logiciels contractés de logiciel de matériels.

Ces responsabilités engagent au candidat une formation supérieure en informatique théorique et pratique, et une expérience concrète en développement d'applications complexes (télétraitement, base de données, temps réel...).

Une formation de base en électronique, une connaissance des concepts de réseaux de mini-ordinateurs et des réseaux en logiciel de base M.I.T.A. seront particulièrement appréciées.

Ecrire avec C.V. au Service des Personnels Fort d'Issy, 18, rue du Dr. ZAVATY, 91121 ISSY-LES-MOULINEAUX.

Compagnie d'Assurances PARIS
recherche

UN MÉDECIN CONSEIL

à plein temps

- Libre rapidement.
- Qualité en matière de réparation juridique du dommage corporel, ou formation chirurgicale;
- Déplacements fréquents en Province;
- Salaire motivant. Avantages sociaux.

TELEPHONS : 261-81-81 (poste 350)

Société Américaine

COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES

recherche pour région Parisienne

INGÉNIEURS TECHNIQUE-COMMERCIAUX

Diplômés E.S.E., E.N.S.I., débutants ou quelques années d'expér. Connaissance anglais souhaitée. Envoyer C.V., photo et présent. à la réf. 1.397 à P. LICHAL S.A., B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02 qui tr.

INGENIEUR
Diplômé de formation mécanique et connaissant la transmission et l'utilisation des matériaux.

Une expérience industrielle de quelques années est indispensable dans chacune des spécialités évoquées.

Ecrire avec C.V. et photo à SEV MARCHAL Direction des relations sociales 26, rue Guyonnet 92127 Issy-les-Moulineaux

Firme américaine quartier ÉTOILE recherche

COMPTABLE
plein temps de formation française et ayant certaines connaissances comptables, expérimentées. Tél. 723-01-31

Société française d'études et réalisation d'ensembles industriels rech. pour son siège proche banlieue Sud

EMPLOYÉE BUREAU
ou

AIDE-COMPTABLE
ayant au moins 1 an expér. en dactylo. 5 X 8. Restaurant d'entreprise. Mutuelle.

Adr. C.V. prêt. n° 72.077, CONTEXTE Publ., 20, avenue de l'Opéra, Paris-16^e, qui tr.

IMPT SOCIÉTÉ DE TÉLÉCOMMUNICATIONS
Banlieue Sud-Ouest Paris recherche

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Formation D.U.T. Informatique

Débutants ou possédant à 3 ans d'expérience de réalisation de logiciel en langage évolué

Connaissance de SIRIS 7/8 appréciée (Référence : PLE/GLT.)

Envoyer curriculum vitae détaillé et présentations avec photo sous la réf. 72.572 à CONTEXTE Publ., 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Le Monde
EN ILE-DE-FRANCE
— PARIS CHARENTAIS —
Un réseau...

OFFRES D'EMPLOI	43,00	43,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITALUX	60,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

LE MIN. COL.	T.C.
24,00	27,45
5,00	5,72
20,00	22,88
20,00	22,88
20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

secrétaires

ADMINISTRATEUR DE BIENS
Bonneur QUESTIERS
UN SECRÉTAIRE
DEUX SECRÉTAIRES
C.V. photo et prof.
N° 74019, Régie-Presses,
8 bis, rue Réaumur,
75002 PARIS (qui transmettra).

URGENT EMPLOI STABLE
SECRÉTAIRE DIRECTION
POUR SERVICE SOCIAL
Salaire : 2.000 à 4.000 F
selon capacités.

Téléph. : 229-46-06 pour R.V.
demander Mlle LENDORMAND.
Imp. organisation juive rech.
SECRÉTAIRE QUALIFIÉE
pour remplacement à mois min.
Tél. : 32-16-50

ASSOCIAT. EDUCAT. POPUL.
CHAÏOU, recherche
Vacataires Peinture, Dessin,
Gymnastique, etc. Imp. Réaumur,
75002 PARIS (qui transmettra).

SECRÉTAIRE MI-Temps
recherche pour le 15/08/78.
1.200 F mens. brut. L.B. de 16 h.
Tél. : 07-17-74. 14 h. à 16 h.

PETITE ÉCOLE PRIVÉE
PARIS-9^e
recherche pour FIN ADUT
UNIQUE SECRÉTAIRE
STENOGRAPHE

Pr administr. Inter. et extér.
Relations, courrier, comptabil.
Région, etc. Prof. et secr. V.
Exp. prof. prof. réf. notions
services de comptabil. Expér.
contacts commerciaux, sens de
l'organisation, etc. éducat. et
pédagog. 2200 F. L.B. de 16 h.
Ecr. n° 17047 M. Régie-Presses,
8 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

propositions diverses
Reste prime stage symp.
danse préliminaire. 30-07
à 5-08. Provenance. T. 254-74-06.

capitaux ou proposit. com.

De la but d'implanter une an-
tenne en COTE-D'IVOIRE et à
SÉNÉGAL, P.D.S. et responsa-
ble du serv. EXPORT de notre
group. V. et effectuer une tournée.
Ouvrez-vous à nous proposer,
touchant les industries annexes
Travaux Publics, Equipement,
Signalisation et Sécurité, Paro-
lisme, etc. aux manifestations
commerciales envisagées.
Faire état détaillé à :
n° 7009 M. Régie-Presses,
8 bis, rue Réaumur, Paris (2^e)

IMPORTANT
MARCHAND DE BIENS
Sérieuses références notaires,
rech. capital par fractions
de 10.000 F pour opérations.
GAINS IMPORTANTS.
Ecr. n° 608, INFO 2000,
52, rue de Valenciennes,
75009 PARIS (qui transmettra).

information divers
POUR TROUVER UN EMPLOI

LE CENTRE D'INFORMATION
SUR L'EMPLOI vous propose
GUIDE COMPLET (220 pages)
Extraits du sommaire :
• Les 3 types de C.V. : rédac-
tion, exemples, adresse à l'employer.
• La recherche des offres.
• 13 méthodes pour trouver
l'emploi désiré + avec plans.
• Réussir entretiens, interviews.
• Les bonnes réponses aux tests.
• Emplois les plus demandés.
Pour information, écr. CIOEM,
6, sq. Montigny, 75-14 Chassigny.

enseignem.

Coûte privé de conversation
en français pour Managers
étrangers selon méthodes inédites
et efficaces - Tél. : 74-91-42

autos-vente
+ de 16 C.V.

JAGUARD J 12
74 Blanche, intérieur cuir rouge,
pneus neufs.
Tél. 255-57-92 (Bureau)

A vendre voiture de Direction
BMW 2.0 Li 2000 cc, 12000 km,
toutes options, Parfait état.
Tél. 057-17-02-00.

divers
Vendeurs disponibles
RANGE ROVER, RANCHO,
GOLDF, DIESEL, 3 et 4 portes,
GOLF 5 T.I., AUDI tous mod.
et Renault 4 tous mod.
Véhicules achetés avec la garantie.
Téléph. 14-35-97-46-06

LANCIA AUTOBIANCHI
Espace, vous modifiez
11 rue Muzel, Paris 9^e
336.30.35 +

locat.-autos
CHDIX de véhicule de location
EXPRESS ASSISTANCE
65, rue Lavoisier (16^e)
504-01-50

bateaux
DEAUVILLE, LES MARINES
EMPLACEMENT BATEAU
de 12 mètres, 504-50-06.

demandes d'emploi

COUPLE JEUNE
PERFOS EXPÉRIMENTÉS
Pouvant prendre des responsabilités
recherche

Longs déplacements à l'étranger
(Pays chauds de préférence)
Libre fin Août -
Ecrire M. EDYSS, Mme NILE OULID KADI Meïha,
16, rue de Valenciennes - ORAN (ALGERIE)

ARCHIT. D.P.L.G. 31 ans,
Ecr. CARRERE 71, r. Sévigné-
14^e arr. Paris. Tél. 237-48-15

Jeune femme, fiancée, maîtrise
DEA philosophie.
Expérience Enseignement ch.
emploi. Libre immédiatement.
Téléphone au 327-48-15

J.H. 30 ans. Bénéf. ch. empl.
Chauffeur Direction. Libre 1^{er}
sept. Ecrire : M. HOSSAIN,
Ecr. n° 7405, le Monde + Pub.
12, r. des Italiens, 75002 Paris-2

ECOLE DE FORMATION
COMPTABLE
rech. stages à mi-temps
de 2 mois pour ses élèves
en septembre 1978. Conversation
possible en notes stables.
12001.1200 par mail.
Tél. : 373-21-30 277-76-17

J.F. 28 ans. Assistante de Di-
rection, quadrilingue français,
anglais, espagnol, néerlandais.
Hérouville sur Mer, France et étranger.
Ecr. n° 7405, le Monde + Pub.
12, r. des Italiens, 75002 Paris-2

J.F. 24 ans. Maîtrise et fiancée
Droit public, comm. dactylo. Dé-
butante. Ecr. nos propositions.
Rech. de poste. Libre imméd.
Ecr. n° 7405, le Monde + Pub.
12, r. des Italiens, 75002 Paris-2

Cadre information expérimenté.
Très actif, 45 a., ch. emploi
dans l'industrie. Ecr. nos
propositions. Libre imméd.
Ecr. n° 7405, le Monde + Pub.
12, r. des Italiens, 75002 Paris-2

H. 30 a. MAÎTR. SOCIOLOGIE
sur 77, b. canalis. statistique
et psych. recherche ch. empl.
Ecr. n° 7406 M. Régie-Presses,
8 bis, rue Réaumur, Paris (2^e)

demandes d'emploi

CHEFS D'ENTREPRISE
L'Agence Nationale Pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :
• INGENIEURS toutes spécialisations
• CADRES administratifs, commerciaux
• JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

J.F. CADRE - Chargé des relations exté-
rieures, 28 ans, licenciée de langues vivantes,
B.T.S. publicité, française, économique,
anglais courant, 6 ans d'expérience dans
secteurs : informatique, relations publiques,
presse.

RECHERCHE : poste similaire, Paris, R.P.,
Strasbourg (Section BOO/CJB).

33 ans - Amoureux des ventes, 10 ans
expérience, 20 ans de négociations tous
niveaux, encadrement 8 à 10 personnes,
animation, gestion commerciale, poste à
responsabilité V.P.C., etc.
+ 90.000 F. libre immédiatement (Section
BOO/CJB).

CHEF DES VENTES - 42 ans, autodidacte,
stages divers aux U.S.A., agilité, courtoisie,
grande expérience commerciale, secteur
importation et distribution de matériel
mécanographique, clients P.M.I.-P.M.E., re-
vendeurs V.P.C., etc.
habitué aux contacts haut niveau.

RECHERCHE : poste similaire, Paris, R.P.
(dépl. accepté) (Section BOO/CJB).

PROFESSEUR LICENCIÉ
anglais, ch. poste pleine
remplacement. Rémuné-
ration 100.000 F. Ecr. n° 7409 M. Régie-Presses
8 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

J. H., 22 ANS, dynam. cap.
dégagé D.A. Niveau BAC, parle
couramment FRANÇAIS, AN-
GLAIS, ALLEMAND, ITALIEN
(écrit, parle). LIBRE SUITE,
ch. place réception info,
agence voyages, interprète,
etc. Ecr. nos propositions.
Tél. 14-35-97-46-06

Etudierait toutes propositions,
Tél. 14-35-97-46-06

Tr. bel emplacement.
Ecr. n° 7405, le Monde + Pub.
12, r. des Italiens, 75002 Paris-2

31, bd Bonne-Nouvelle, Paris-2

demandes d'emploi

PHYSICIEN
6 ans C.N.R.S.
Programmeur Fortran Univac
et I.B.M. 14 notions A.S.M.J. +
exp. accu. signal EEG (HP 200)
Agilité, 10, paré, écrit,
Etudier, toutes propositions,
y compris rédaction, traduct.
document, enseignement,
technologique.

Ecr. n° 7476, le Monde + Pub.
5, r. des Italiens, 75007 Paris-7

J.H. 28 ans, licencié en droit,
rech. poste administratif ou ju-
ridique dans Société française
implantée à l'étranger.
Claude MUCHEZ
56, r. de la Pompe, 75016 Paris

INGENIEUR E.C.P.
25 ans d'exp. BRESIL, 5 ans
portug. franç., esp. En France
jusqu'à 31 juillet. Etude des
propos. Spécialisme mesure
instrumentation, information.
Ecr. n° 7403 M. Régie-Presses,
8 bis, rue Réaumur, Paris-2

Dr. Ess. Hist. mod. contemp.
Paris 7^e, Egypte, 29 a., paré
angl., angl. fr., ch. poste cherc.
arch. et 75 pays. Ecr. nos
propos. Haimy, 14, rue Abd-El-
Kader, 75001 Paris

CAO COMMERCIAL
32 ans, connaissance photo, 40 ans
rech. poste administratif ou ju-
ridique. Langues courantes, ch. sit.
Etudier toutes propositions.
CREST, 28, rue d'Enghien-les-
Bains, 93100 St. Denis

J.H. CAP AIDE-COMPTABLE,
28 ans, expér. ch. place stable.
Ecr. ALBAY, 164, rue de
Monsieur-le-Prince, 75001 NANTERRE

H. 31 a., trill. franc. allem.
rech. ch. empl. ch. déplacement
souhaités. Et. tes prop. 206-74-25

traductions

ANPE
AGENCE SPÉCIALISÉE DES INGENIEURS ET
CADRES 12, rue Blanche 75436 PARIS
CEDEX 09 tél. : 280.61.46 poste 71.

Demande
Secrétaire expér. franc. angl.
anglais ch. Traductions, études
dactylo à dom. 544-26-35, soir.

L'immobilier

appartements vente

Paris Rive gauche
DUNDIS N° CHEVALERET
Etagé bois, asc.
07 m² P. ODE 10-16
A SUIVRE, 300.000 F.

SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE
Petit imm. entièrement restauré.
2-3 pièces, 60 m²
Gros-œuvre et aménagements.
TRES SOIGNES
SOREDIM 227-91-45

BOULEVARD ARAGO
5 étages, sans ascenseur, 5 pièces,
2, 3 et 4 pièces.
Livraison fin 1978.
Tél. 304-24-16 de 11 h. à 19 h.,
sauf le mercredi.

RISPAUL, Beau 3 P., 50 m²,
salle, pierre de taille,
suisserie, 250.000 F. Calme, clair,
au 1^{er} étage, 62-24-16.

SAINT-DOMINIQUE
Occupe par jeune personne.
Ecr. nos propositions.
avec asc. Bel immeuble à
100 m de la Seine.
PROMOTIC, 322-15-09.

MONTFARNAISE
Vaste studio 50 m², très br.
imm. récent, 120.000 F.
PROMOTIC, 322-15-09

Part. de préf. à part. vend.
12 pièces d'étage, 100 m²,
colin cuis., cave, tél. chif. gaz
lud. Calme tr. agréable, 9^e
étage, sans ascenseur, P. 23-25-26.
Tél. 408-14-30 de 11 h. à 19 h.

CENSIER-DAUBANTON
Petit immeuble dans l'île de la
cité. OCCUPES USC. 223-89-19

LUXEMBOURG
Magnif. rénovation original et
charme. 7 pièces en duplex,
poss. 2 entrées, 23-25-26.

NOTAIRE, 501-54-30, le matin.

Particulier vend.
19, Grand 3 pièces, immeuble
récent, 1^{er} étage sur jardin,
cuisine, 500.000 F.
Tél. 377-18-39.

PANTHÉON, Part. vd 2 P., 4
mezz., calme sur cour priv., chf.
moderne, rénové av. goût.
Ecr. SOMMERIA, 14, r. Fichtel,
75-001 PARIS.

21, AVENUE D'ITALIE
Od 3 P., 90 m² en duplex entre-
rues, rénové, vue panoramique.
Crédit 90 % possib.
Location/Vente
Tél. : 585-13-26 622-35-05

55 APPARTEMENTS 14^e
4000 PARIS et AUTOUR
SELECTION GRATUITE
PAR ORGANISATION
VENUE TEL ou ECRIVEZ
LA MAISON DE
L'IMMOBILIER C.I.M.I.
27 bis, avenue de VILLIERS
75017 PARIS - 723-49-00

ARAGO 3 pièces, grand
récent, tel. 250-07-07

SEVRES-BABYONE
Immeuble bourgeois
pièces de jallia, 2 étages, CLAIR
UNIQUE PUBLICITE
AVANT RECONSTRUCTION

5/6 PIÈCES 128 m²
+ CHAMBRE DE SERVICE
PRIX 730.000 F
S/pl. mod. 15-17 h.
6, RUE CROMEL, tel. 723-49-05

Part. de préf. à part. vend
12^e place d'Italie, Appt.
2000, colin cuis., cave, tél.
cheat, gaz, ind. calme (très
ensoleillé) 2 ét., 55.500 F. P. 1
75.000 F. Tél. op. 18 h. 380-94-30.

appartements vente

BD SUCHET
Dans imm. gd standing, poitrine
vend STUDIO 40 m²
Etagé, 2 pièces, 78 m²,
724-92-36, heures bureau.

PRES PLACE DES VOSGES
Tr. bel imm. récent, 54, m²,
1 chambre 65 m², 4 bacs, parf.
Parfait état. Prix 400.000 F.
SECONDI, 324-08-45

M^e CHARMANT 2 PIÈCES
salle de bains, cuis. équipée,
immeuble ancien, ascenseur.
Etagé, vue. 433-29-17

M^e LEDRU-ROLLIN
à 50 m de SAINT-ANTOINE,
dans immeuble XVIII^e, très
bel restaurant, tout confort.
Ascenseur, descendant, ch. cent.
et eau chaude p. imm., cuisine
équipée, moquette, interphone.

SAINT-CLOUD
DANS PARC 2 HA
Imm. pierre de taille
quelques beaux appartements
4 et 5 pièces.

Habitables à la rentrée.
Sur place :
132, bd de la République,
11-13 h. et 14-19 h.
Tél. 402-25-06.

Province
DEAUVILLE, LES MARINES
STUDIO 40 m²
DUPLEX 70 m²
VUE SUR PLAGES - 508-54-00

DEAUVILLE, LES MARINES
DUPLEX 70 m²
TRES JOLIE VUE - 508-54-00

Particulier à particulier
à vendre à Cannes F. 2, terrasse
63 m², 20 m de la plage privé
Palm-beach, Prix intéressant.
430.000 F. Tél. 322-35-93, 30, 19 h.

ARCS 1000 m² chère piscine
18 m², 10 m, 10 m, 10 m, 10 m,
w.c., tél., Casier à clés près piscine
cent. comm. Serrand 750-02-09
h. r. n. 13, Bellechasse, Paris,
Tél. : 322-48-35, 5/14, 14 à 17 h.

Région parisienne
BOULOGNE 3 P., neuf, 71 m²
Est-Ouest.
623-35-85, heures bureau.

BOULOGNE 100 m² sur
CHATEAU
de 4^e, revissant liv. 2 chbres,
bain, w.c., rénové et impeccable
cuisine équipée 65-54-38

ASNIERES MAIRIE
Part. vend 4 pièces, cuis.,
s. de b., ch. cent., 60 m²
+ jardin privé 1000 m²,
Plain Sud - 200.000 F.
723-57-14

locaux commerciaux

Offre sous-location meublée ou
non de 1 à 7 pièces pour pro-
fession libérale ou commerciale
Paris (9^e) - Tél. : 339-30-42 +
339-30-43

MATRO LE PELLETIER
A votre recherche, nous cherchons
Des appart 4 pièces 105 m²,
35.000 F.
+ 1.000 F.oyer mensuel.
Téléph. : 624-66-87

Aurillac, dans petit immeuble
de standing, local commercial
à louer, 100 m², 1000 F. par
mois, 1000 F. par mois, 1000 F.
par mois, 1000 F. par mois.
Tél. : 322-15-09

Quartier Opéra à louer,
bureaux 75 m², 2 pièces tél.,
Taxes ligne installées.
Tél. pour R.V. : 125-84-00.

12^e RUE DE CHARENTON
A louer sans pas-de-porte dans
imm. récent, local idéal pour
0 m facade, 43 m par J.A.R.J.,
623-35-05, poste 225.

viagers

Vendre rapidement Conseil,
Expertise, Indication gratuite.
Discretion, Etude LOEEL,
35, bd Voltaire - 352-61-38

LIBRE sans 2 ans, 45 km Sud
Paris, ferme restaurée, jar-
din 1.000 m², 65.000 F. + 100 F.
rente - LOEEL, 700-00-99

LIBRE, 1^{er} Avenue - Studio
38 m² 165.000 F. + 750 F. rente.
ETUDE LOEEL - 700-00-99

locations non meublées

Paris
CHERCHE-MIDI - Très beau
2^e ét., 2 pièces, 100 m²,
cuis. équip., des placards, P.
1.350 F CC - 25-20-45, P. 29,
de 10 h. à 12 h.

CHAMPS-ÉLYSÉES
HOTEL particulier, 1200 m² à
jardin 600 m² à usage profes-
sionnel en totalité, 30.000 F.
Ecr. nos propositions.
Tél. : 322-15-09

1^{er} Pte POUCHET, 2 p., 2 sél.
kitchen, w.c., bns. tél. parkg.
1.300 F + ch. Tél. : 226-35-98.

Région parisienne
12-Villeneuve-la-Garenne
SANS INTERMÉDIAIRE
4 Pces, 99 m²,oyer 1.072 F.
charges 360 F.
5 Pces, 99 m²,oyer 1.248 F.
charges 439 F.
S'adresser bureau de gestion,
Villeneuve-la-Garenne
11, allée Saint-Europy,
Villeneuve-la-Garenne
Transfert S.N.C.F. 9 minutes
gare Nord, arrêt Saint-Denis
de la Réunion
Villeneuve-la-Garenne
arr. STADE.

MAISON-ALFORT
SANS INTERMÉDIAIRE
2 pces, 1.630 F charges
3 pces, 1.300 F charges
4 pces, 1.500 F charges
RUE DU 16-JUIN-1940
Lundi, Jeudi, Vendredi 11 h à 19 h

locations non meublées
Demande
Paris
EMBAISSY SERVICE rech.
d'agents, 147, rue de Paris,
villa bon. Ouest - 25-47-77

Particulier recherche 3-4 p. Pe-
ris 9^e, 9^e arrts au Pavillon
Sevres environs, 3.500 F.
Téléph. : 627-67-33, soir.

Région parisienne
Pr société européenne ch.
Villas, Pavillons pour Cadres.
Ouvre 3 à 6 ans - 283-37-02

Paris
26, AV. GEDRÈS-MANDEL
Imm. gd stand sur verdure,
170 m², 6000 F. 2 chbres,
2 bacs, cuis. équipée, tv, louvrez.
Mardi, de 14 h. à 18 h.

chalets
ST-GERVAIS (Hs-Savoie), Vos
chalet + cabane Duvynet + che-
min de Vernet, 6 p. pr. tout
côté. P. 340.000 F. V. 15, place
les 15, 15, 20, 21, 22, 23, 24 h.

NORD-PAS-DE-CALAIS

Les deux départements
exportaient de l'électricité :
ils en importent

De notre correspondant

C'est à partir d'une
charge de charbon que
le Nord-Pas-de-Calais a
produit de l'électricité.
C'est à partir d'une
charge de charbon que
le Nord-Pas-de-Calais a
produit de l'électricité.
C'est à partir d'une
charge de charbon que
le Nord-Pas-de-Calais a
produit de l'électricité.

propriétés
5 km SENS Cause départ
de l'Etat, 2 chambres, s.d.b., W.C.,
cuisine aménagée, buanderie,
garage, 200 m², terrain 1000 m²,
chauffage central, téléph.,
autre bâtiment av. 2 chbres
suisserie, 200 m², terrain 1000 m²
suisserie, arbor. fruitiers, barbecue.
Prix : 1.250.000 F. Tél. : 226-35-98

BRETAGNE-SUD 500 m² habi-
lité, impeccable, séjour 120 m², 4 s.
de bains, 1000 F. CC. 2, rue
Héronnière, Nantes, 140 71-80-18

CHARENTAIS
Prop. caract. tout confort,
5 p.p., dépend. 120 m²
Agence FOUQUET-THOIT
Richelieu, 147-18-10-11
de 9h-12h

MOULIN A MOULE
tr. bella P. vue 50 m² +
cave + 5 p. granit. A rest.
500 m² 1.000 m² bousc.
CARACTÈRE PRIX 600.000 F.

GORDES IMMOBILIER
2074 GORDES
140 71-80-18

URGENT DEPART
100 km OUEST Paris sortie
de la Seine, 400 m²
maison 60 m², ch. cent.
Partie boisée, prix justifié.
MOUQUET (VREUX)
Téléphones :
116-30 23-27 et 33-02-5

PARIS-LONDRES
Aller et retour, Avion + autoc.
145 F (semaine) - Tél. 344-90
Sables-d'Olonne, Localités
juil., août, sept. Agence des
Présidents, B.P. 153,
140 71-80-18

VAL-ANDRÉ
Belle Saint-Breuc, non pollue,
A louer, juillet, 4 villas
confort. AGENCE CERVERA,
B.P. 121, 2270 Pleneuf
Val-André - 190 72-39-29

les annonces classées du
Monde
sont reçues par téléphone
du lundi au vendredi
de 9 heures à 12 h. 30 - de 13 h. 30 à 18 heures
au 296-15-01

Une annonce communiquée avant 15 heures peut paraître dès le lendemain.

مكتبة من الأصل

EN ILE-DE-FRANCE

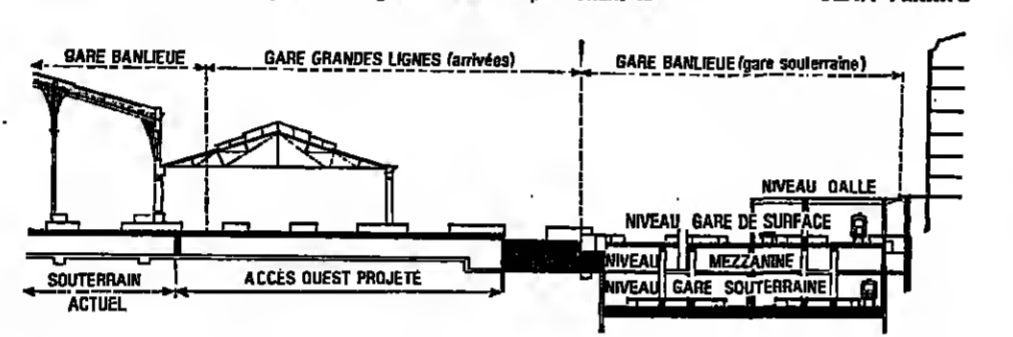
PARIS CHANTIERS

Un réseau souterrain pour la gare du Nord

Les membres du comité de défense des riverains de la gare annexée Paris-Nord ne sont pas contents : ils soutiennent que les travaux de terrassement entrepris par la S.N.C.F. sont responsables de tassements, lézards ou inclinaisons inquiétantes constatées ces derniers temps dans des immeubles situés à l'aplomb du chantier.

Le S.N.C.F. a déclaré, sans nuire, qu'un chantier est par définition bruyant, que ces accusations ne sont pas fondées. Les travaux exécutés rue Jean-Robert par exemple, ont révélé, et non entraînés, le délabrement de certains immeubles.

Le S.N.C.F. a déclaré, sans nuire, qu'un chantier est par définition bruyant, que ces accusations ne sont pas fondées. Les travaux exécutés rue Jean-Robert par exemple, ont révélé, et non entraînés, le délabrement de certains immeubles.



UNE EXPOSITION A BAGATELLE

Paris en « folies »

Une exposition consacrée au deuxième centenaire de la Folie d'Artois (Bagatelle) de la Folie Monceau et des deux principales « folies » de Paris organisées par M. de Montgolfier, conservateur du musée Carnavalet, et Mme de Andiz, qui anime la délégation artistique de la Ville de Paris, a été inaugurée il y a quelques jours au Trianon de Bagatelle par M. Jacques Chirac, maire de Paris, et M. James, ministre conseiller à l'ambassade de Grande-Bretagne.

Après avoir traversé tant bien que mal la tourmente révolutionnaire, l'Empire et la Restauration, Bagatelle fut vendue en 1855 à l'administration impériale par le marquis d'Herford, qui la remit en état. En 1870, la propriété revint par héritage à Sir Richard Wallace qui fit édifier, dans le château, une construction

Elle fera parcourir aux visiteurs, à l'aide de cent soixante-dix sculptures, tableaux, dessins et gravures choisis dans ce trésor inépuisable qu'est le fonds du musée Carnavalet, une longue promenade à travers la vie parisienne du dix-huitième siècle.

Après être restée au Trianon de Bagatelle du 12 juillet au 20 septembre, l'exposition partira pour Kyoto, où elle sera présentée dans le cadre du pacte d'amitié signé entre Paris et cette ville du Japon. Elle ne sera de retour dans la capitale qu'il y a dix ans, où elle sera accueillie au musée Carnavalet du 6 décembre 1978 au 28 janvier 1979.

ANDRÉE JACOB.

NORD-PAS-DE-CALAIS

Les deux départements exportaient de l'électricité : ils en importent

Lille. — C'est à partir d'une source d'énergie, le charbon, que le Nord-Pas-de-Calais a développé sa puissance industrielle. Cette source se tarit. La chute de la production a été rapide, en vingt-cinq années : en 1952, les houillères produisaient 29 millions de tonnes de charbon, elles ne fournissent plus 6 millions de tonnes en 1978. La cessation totale des activités d'extraction intervient au début de l'année 1980.

Un handicap cependant : on n'a pas encore mis au point la technique qui permettrait de gazéifier ce charbon pour le récupérer. Des expériences sont en cours en Belgique avec la collaboration des Allemands. On annonce une expérience prochaine dans les secteurs de Bruay-en-Artois, dans le Pas-de-Calais, et à Courcelles, en Belgique.

Pour le Nord-Pas-de-Calais, il convient de trouver d'autres sources d'énergie. Mais lesquelles ? Un récent colloque sur le thème « Energie et développement régional » organisé par Société et Cofremer, a tenté de faire un inventaire des possibilités offertes. Premier relais envisagé : celui du nucléaire. La centrale en construction à Gravelines, près de Dunkerque, avec quatre tranches de 800 mégawatts, produira bientôt autant d'électricité que l'ensemble des centrales thermiques installées actuellement dans les deux départements. Cela risque pourtant de ne pas être suffisant. Au cours du colloque, M. Pierre Paris, préfet de région, déclarait : « Compte tenu de l'arrêt de certaines centrales classiques, d'autres tranches nucléaires pourraient être nécessaires ».

Un autre espoir vient d'apparaître avec le gaz. En dix années, le Nord-Pas-de-Calais a plus que triplé sa consommation de gaz en provenance des gisements hollandais, mais sera-t-il toujours tributaire de l'étranger. Confirmation vient d'être donnée que la Compagnie française des pétroles a déposé une demande de permis de recherche d'hydrocarbures sur une zone délimitée au nord par une ligne Maubeuge-Valenciennes - Saint-Omer - Cap Gris-Nez, au sud par une ligne Le Touquet-Arras et Cambrai. Il s'agit de récupérer un gaz naturel prisonnier dans le sous-sol à quelque 8 000 mètres de profondeur.

Cependant, si l'on renonce ici à l'énergie nucléaire en raison de ce qu'elle implique, on ne néglige pas l'énergie solaire qui pourrait chauffer des logements et produire de l'eau chaude. Des expériences sont en cours.

Curieusement, si l'on renonce ici à l'énergie nucléaire en raison de ce qu'elle implique, on ne néglige pas l'énergie solaire qui pourrait chauffer des logements et produire de l'eau chaude. Des expériences sont en cours.

GEORGES SUEUR.

PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR

Plage sale DOIT CHASSER LES BAINEURS

La petite plage du « Camp long » à Agay, sur la commune de Saint-Raphaël, a été évacuée par les forces de police, samedi 15 juillet, en raison de la pollution provoquée par la saturation d'une station d'épuration.

La police municipale a été amenée à demander le renfort des C.R.S. pour parvenir à évacuer la plage.

Selon « Que choisir ? »

LA POLLUTION PROGRESSE : LES CONTROLES DIMINUENT

La pollution des plages françaises progresse plus qu'on ne le croit. En effet, le bilan des contrôles de l'état sanitaire du littoral fait état de telles conclusions que la revue « Que choisir ? » a tirées de l'enquête publiée sous le titre « La mer 78 », dans son numéro de juillet-août.

PAYS DE LA LOIRE

Le conseil régional financera en partie la modernisation de la ligne Nantes-Le Mans

Angers. — Le conseil régional des Pays de la Loire vient d'adopter le principe d'une participation financière de quatre ans aux entreprises de travaux publics de la région.

Un marché de 71 millions de francs

Les aménagements prévus consistent essentiellement dans la suppression de cinquante-quatre passages à niveau accompagnant l'électrification de la ligne, qui sera terminée à la fin de 1983.

A PROPOS DE...

Une rencontre à Brangues

« La pluie, la pluie, la pluie, elle nous enveloppe, elle tombe, elle ruisselle. Cela me rappelle le temps de la « nyctée » où, à la nuit tombée, les montagnes noires de vapours ! »

SEINE-ET-MARNE : un laboratoire d'essai contre le vol.

En cours de construction à Champs-sur-Marne (Seine-et-Marne), un laboratoire d'essai contre le vol — sans doute le plus moderne d'Europe — va permettre dans quelques mois de tester les installations d'alarme et systèmes de protection qui sont actuellement proposés aux industriels et aux commerçants.

CLAUDEL COTÉ VILLE

« La pluie, la pluie, la pluie, elle nous enveloppe, elle tombe, elle ruisselle. Cela me rappelle le temps de la « nyctée » où, à la nuit tombée, les montagnes noires de vapours ! »

BASSE-NORMANDIE

UN PROJET IMMOBILIER CONTESTÉ A CABOURG

Des habitants de Cabourg dans le Calvados, groupés dans un mouvement écologiste « Cabourg environnement » protestent contre le projet d'ensemble nautique et immobilier que la municipalité aurait l'intention de créer sur le front de mer.

CLAUDEL COTÉ VILLE

« La pluie, la pluie, la pluie, elle nous enveloppe, elle tombe, elle ruisselle. Cela me rappelle le temps de la « nyctée » où, à la nuit tombée, les montagnes noires de vapours ! »

Le Monde dossiers et documents. LE CHOMAGE EN FRANCE. LES ÉNERGIES NOUVELLES. Le numéro : 3 F. Abonnement un an (dix numéros) : 30 F.

Vertical sidebar with various advertisements including 'demandes d'emploi', 'Entreprise', 'A', 'B', 'C', 'D', 'E', 'F', 'G', 'H', 'I', 'J', 'K', 'L', 'M', 'N', 'O', 'P', 'Q', 'R', 'S', 'T', 'U', 'V', 'W', 'X', 'Y', 'Z'.

RÉGIONS

COLLECTIVITÉS LOCALES

Pour une décentralisation « à la française »

(Suite de la première page.)

Pour redonner aux collectivités locales plus de liberté, pour retrouver un cadre d'action à la mesure des hommes, le gouvernement, par-delà les idéologies ou les partis pris, s'en tiendra à une appréciation impartiale et à une approche non partisane des faits et des aspirations.

La décentralisation est en train de tourner à l'avantage de la première. Les progrès de l'éducation, la satisfaction des besoins essentiels apportés par vingt ans de croissance économique, la soif de liberté qui caractérise notre tempérament national concourent à donner à chacun d'entre nous la volonté et les moyens de son autonomie. Aujourd'hui, l'autorité ne s'impose plus comme allant de soi. Elle doit se justifier quotidiennement.

Fin du gigantisme

Cette évolution, qui explique le développement du mouvement des associations — en particulier dans le domaine du cadre de vie — ou celui du mouvement coopératif dans la vie économique, justifie au premier chef le renforcement de ces collectivités naturelles et familiales qui sont les communes et les départements. C'est bien souvent par le biais d'un ou deux locaux tels que la sauvegarde d'un espace vert, l'aménagement d'une rue piétonne ou la création d'une crèche que les citoyens découvrent la vie politique concrète, réalisant ainsi la formule de Tocqueville selon laquelle « les institutions communales sont à la liberté ce que les écoles primaires sont à la science ». La décentralisation cesse d'être perçue comme une simple technique d'administration pour devenir la composante essentielle d'un mode de vie qu'il nous faut inventer.

La concentration n'est plus toujours synonyme d'une réduction des coûts de production. Elle incorpore ni les coûts des infrastructures ni les coûts sociaux provoqués par une excessive concentration des hommes.

Elle freine, par la rigidité même des structures des trop grandes organisations, les reconversions rendues nécessaires par l'évolution de la conjoncture ou des besoins. Ainsi, au plan même de la gestion de l'entreprise comme de la cité, une nouvelle rationalité se dégage : plus petites unités de production, d'habitat, d'enseignement ; plus grande souplesse d'ensemble du système ; et, par conséquent, décentralisation de son organisation.

Le poids économique des collectivités locales est considérable. Leur « chiffre d'affaires » s'élève à 140 milliards de francs par an, soit trois fois plus que les sommes dépensées par les Français pour l'achat d'automobiles. Les élus locaux peuvent, par conséquent,

grâce à une gestion moderne et économe, contribuer très largement à l'effort national de redressement économique.

En troisième lieu, durant les vingt dernières années, les gouvernements successifs et les élus locaux ont engagé sur le thème de la réforme des collectivités locales un véritable dialogue de sourds. Regrouper-vous d'abord, suggérait l'administration, influencée par les exemples anglais et surtout suédois, nous décentraliserons ensuite. Accordés-nous d'abord plus de ressources, nous verrons après, rétorquaient les élus locaux. Cette incompréhension n'a point été aujourd'hui, le jour levé.

Le gouvernement ne fera pas de la refonte des structures locales un préalable. La décentralisation est possible tout de suite, au besoin grâce à une meilleure coopération, au profit de nos 36385 communes et de nos

100 départements. Le gouvernement ne proposera pas l'attribution aux collectivités locales de nouvelles compétences sans possibilités financières. Il préparera et continuera de préparer le projet de réforme dans un souci de large concertation avec les intéressés et sans esprit partisan. Il a engagé un premier dialogue constructif avec le Sénat le 20 juin et avec la commission des lois de l'Assemblée nationale le 29 juin. Nous n'hésiterons pas à intégrer toute proposition qui semblerait plus pertinente ou plus réaliste que nos propres projets. La réforme sera mise au point de façon démocratique et non technocratique.

Dans ces conditions, pourra être présenté, à l'automne prochain, au Parlement, un plan d'ensemble de développement des responsabilités locales qui devrait recueillir un large assentiment des élus.

- Clarifier les compétences exercées respectivement par l'Etat et par les collectivités locales, afin de mieux situer les responsabilités ;
- Donner aux élus locaux, et notamment aux maires, un statut digne de leur fonction ;
- Revaloriser la situation du personnel communal pour permettre une gestion exemplaire de nos collectivités en renforçant notamment leur encadrement ;
- Faciliter la coopération et la

solidarité intercommunales pour mieux assurer certains services collectifs ;

— Renforcer le rôle du département, en particulier dans les domaines de l'aide sociale, de la lutte contre les nuisances, de la protection de la nature, des services d'incendie ;

— Favoriser enfin, par une meilleure information, la participation des citoyens à l'amélioration des conditions présidant à leur vie quotidienne.

Un exemple européen ?

Le plan de développement des responsabilités locales permettra-t-il à nos collectivités locales de devenir sinon un modèle, du moins un exemple de démocratie et de gestion décentralisée dont pourraient s'inspirer d'autres pays européens ? Après des siècles de centralisation, et par un retournement inattendu de l'histoire, la décentralisation « à la française » fera-t-elle école ? Des études faites dans le cadre du Conseil de l'Europe permettent de le penser sans faire montre, pour autant, d'un orgueil « hexagonal » excessif.

La fois une participation plus active des habitants à la vie locale et une gestion plus rigoureuse des deniers publics.

A cet égard, et contrairement à bien des idées reçues, la France est en avance. Malgré les difficultés, de nombreuses communes de notre pays restent des communautés vivantes. Quel atout si nous agissons à temps pour raffermir nos collectivités locales en respectant leur liberté et en organisant mieux leur solidarité ! Quelle chance pour la France de compter près de 500 000 élus locaux. A travers le pays, ils assument avec dévouement et ténacité leur mission. Nombre d'entre eux contribuent à donner force et vie à l'une des nouvelles dimensions de la politique d'aménagement du territoire : le renouveau de la France rurale. Sachons leur faire confiance. L'Etat en sortira grandi. La démocratie sera, pour les Français, à portée de leurs mains.

Comme l'affirmait le chef de l'Etat : « Notre nation renforcera son unité en reconnaissant sa diversité locale ». Le plan de développement des responsabilités locales n'est pas « une simple réforme administrative, mais une réforme de l'Etat et des rapports entre le citoyen et le pouvoir. C'est aussi, ajoutait-il, un acte de foi dans la démocratie ».

CHRISTIAN BONNET.

Des objectifs précis

C'est en réalité une grande loi qui sera proposée. Mais il s'agit moins d'une loi de nature institutionnelle, comme le fut la loi de 1884 votée sous la III^e République, que d'une loi fournissant à la démocratie locale des moyens concrets de vivre et de s'épanouir dans l'environnement historique qui est le nôtre à l'approche du vingt et unième siècle. Ce sera une loi-cadre car elle comprendra à la fois : des principes qui guideront à l'avenir le législateur dans l'élaboration des lois qui intéresseront les collectivités locales ; des mesures d'application immédiate ; et des dispositions qui devront intervenir à bref délai.

Aux textes législatifs s'ajoutent : les décisions de nature réglementaire qui pourront être prises par le gouvernement. Les uns et les autres feront partie du plan de développement des responsabilités locales qui sera mis en œuvre de façon progressive, diversifiée et pragmatique.

D'ores et déjà, les textes en cours de préparation s'ordonnent autour des objectifs suivants :

- Supprimer les contrôles inutiles de l'Etat sur la vie quotidienne de nos collectivités pour donner toutes ses chances à l'initiative et à l'imagination ;
- Moderniser les finances locales des communes et des départements, à travers une plus grande justice pour les contribuables et un soutien renforcé aux communes démunies ;

Les experts du Conseil de l'Europe constatent que, malgré les espérances, ce vigoureux remodelage n'a pas entraîné une diminution des coûts de fonctionnement de l'administration, mais au contraire son augmentation. Plus inquiétant : encore, les fusions de communes ont provoqué un détachement de la population à l'égard des affaires locales.

Mes collègues étrangers doivent affronter des difficultés qui n'ont rien à envier aux nôtres, comme il est apparu clairement au colloque sur les collectivités locales organisé à Lisbonne en novembre dernier. Ils recherchent maintenant de nouvelles mesures de décentralisation dans le cadre de communautés aux dimensions plus réduites afin de favoriser à

URBANISME

UN NOUVEAU SYNDICAT D'ARCHITECTES

« L'ordre et l'UNSA ont abusé du droit de représenter l'ensemble de la profession », estiment les fondateurs d'un nouveau syndicat d'architectes (N), qui réunit déjà cent trente et un professionnels. Aux dernières élections, seule une minorité des architectes diplômés ont voté. La majorité n'a pas voulu constituer l'Image de l'architecte qui dévalorise actuellement notre profession et que ces instances perpétuent.

Tandis que M. Alaïa Gillet, président du conseil national de l'ordre, et Joseph Béronnet, président de l'Union nationale des syndicats français d'architectes (UNSA), réunissent des « associés » à Aix-les-Bains (le Monde du 13 juin), le nouveau syndicat de l'architecte organisait à Paris sa première assemblée générale.

Parmi les revendications précises du nouveau syndicat, on note la refonte du décret sur l'ingénierie qui réglemente les marchés publics, la demande d'un moratoire pour le règlement des cotisations sociales et la création d'une caisse syndicale de maintienement. Il propose, d'autre part, le « cooptage » de la commande : l'Image de l'architecte ne devrait pas prendre plus de travail qu'il ne peut physiquement en assurer, comme le prévoit le code de déontologie.

Enfin, le syndicat demande que soient réservés, chaque année, mille chantiers de logements ou d'équipements « pour démontrer que les architectes français sont capables de faire de l'architecture ».

(Il Syndicat de l'architecture, 1, rue de Liebenant-Lapere, 75014 Paris. Tél. : 338-38-72.)

● ERRATUM. — Deux erreurs se sont glissées dans la liste des architectes retenus pour la réalisation du projet de Palais des festivals, à Cannes (le Monde daté 9-10 juillet). Il s'agit de M. Kenzo Tange (au lieu de Tampo) et M. Androuët (au lieu de Androuët).

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Énergie et des Industries Pétrochimiques

SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ SONELGAZ

DIRECTION DE L'ENGINEERING

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Sonelgaz lance un Avis International de Présélection d'entreprise pour la réalisation à travers le territoire algérien de 2.000 logements et 1.500 bureaux échelonnés sur cinq années.

Le présent avis concerne la réalisation des travaux tous corps d'état réunis ou séparés et éventuellement l'établissement des études.

Les entreprises intéressées peuvent faire acte de candidature pour tout ou partie des travaux.

Les demandes devront être adressées dans un délai de 15 jours à compter de la publication du présent avis à l'adresse indiquée ci-dessous :

SONELGAZ
DIRECTION DE L'ENGINEERING
Service Engineering Immobilier
2, boulevard Salah-Bouakour - ALGER

Les entreprises sélectionnées feront l'objet d'une consultation directe par nos soins.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Industrie Lourde

Société Nationale de Constructions Mécaniques

الشركة الوطنية للألات الميكانيكية

SONACOME

AVIS DE PRÉSELECTION D'ENTREPRISES

pour les travaux de construction et d'infrastructure des dix catégories véhicules industriels.

La SONACOME porte à la connaissance des entreprises qu'elle entendrait bientôt des travaux importants d'infrastructure dans les régions de :

- 1) Tranche ORAN - SAIDA - BÉCHAR - TLEMENI ;
- 2) Tranche EL-ASNAM - BERROUAGHIA - LAGHOUAT ;
- 3) Tranche TIZI-OUZOU - SÉTIF - BATNA.

Vu l'importance des travaux d'infrastructure, nous ouvrons recours à la procédure de présélection afin de sélectionner les entreprises qualifiées pour réaliser ces travaux.

Les documents de présélection peuvent être retirés à la SONACOME direction du projet succursales véhicules industriels, ROUTE DE CHERAGA - DELLY BRAHIM - ALGER, à partir du 28 juin 1978.

Les entreprises intéressées devront faire parvenir leurs dossiers de qualifications à l'adresse indiquée plus haut ou plus tard le 10 août 1978.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère des Industries Légères

Société Nationale des Industries des Lièges et du Bois « S.N.L.B. »

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Pour l'approvisionnement de ses unités de production, la S.N.L.B. lance un avis d'appel d'offres pour l'acquisition des lots suivants :

- 1) Quincaillerie d'ameublement et de bâtiment ;
- 2) Lames de séchage ;
- 3) Colles en usage dans l'industrie du bois ;
- 4) Matules et produits abrasifs ;
- 5) Courroies de transmission.

Les soumissions peuvent être faites pour un ou plusieurs lots. Le cahier des charges portant les spécifications techniques peut être retiré à la Société Nationale des Industries des Lièges et du Bois - Direction Assistance Exploitation, 1, rue Zaddour Rahim, Hussein-Dey - Alger

Les soumissions établies en six exemplaires doivent être adressées au plus tard le 15 août 1978, le cachet de la poste faisant foi. Les soumissions doivent parvenir impérativement sous double enveloppe sous identification extérieure avec la mention « APPEL D'OFFRES « DAE 06/78 », NE PAS OUVRIR ».

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite des offres.

Les offres doivent obligatoirement être envoyées en recommandé par poste.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Information et de la Culture

OFFICE NATIONAL POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUES

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Le présent avis d'appel d'offres est lancé pour l'acquisition de moyens matériels de production cinématographique, répartis en cinq (5) lots :

- Lot N° 1 : Unité mobile d'éclairage.
- Lot N° 2 : Equipement d'éclairage reportage cinéma.
- Lot N° 3 : Mochinerie.
- Lot N° 4 : Caméra 35 mm.
- Lot N° 5 : Tables de montage.

Les soumissionnaires peuvent retirer les cahiers de charges ou les recevoir en s'adressant à l'ONCIC, Division Technique, Cité les Asphodèles, BEN-AKNOUN, ALGER.

Les dates limites de dépôt des offres est fixée au 1^{er} septembre 1978.

Les offres doivent parvenir sous double pli et portant la mention « Appel d'Offres, à ne pas ouvrir », à l'ONCIC, Division Technique, Cité les Asphodèles, BEN-AKNOUN, ALGER.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs propositions pendant une période de 90 jours.

le Guide de la Presse

500 pages de renseignements pratiques

La création d'un journal — Le statut des entreprises de presse — Les agences — La clause de conscience — Le droit de réponse — Les piges — Les lois (textes intégraux) — Les conventions collectives — Les adresses utiles — La bibliographie — La photocomposition — Les journaux gratuits — etc...

EN SOUSCRIPTION : 380 F. T.T.C.

(livraison fin 1978)

Sur commande, accompagnée du règlement à « Guide de la presse »

c/o Imprimerie MARRIMPOUEY JEUNE - 2, place de la Libération - 64000 PAU

LE MONDE
mer chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières.

LA MAISON
que vous recherchez.

Le Monde
SOMMET CORDON ROUGE
Relancer

Le Monde
SOMMET CORDON ROUGE
Relancer

Le Monde
SOMMET CORDON ROUGE
Relancer

Le Monde
SOMMET CORDON ROUGE
Relancer

Le Monde
SOMMET CORDON ROUGE
Relancer

Le Monde
SOMMET CORDON ROUGE
Relancer

Le Monde
SOMMET CORDON ROUGE
Relancer

مكتبة من الأصل

LE SOMMET OCCIDENTAL DE BONN

Relancer l'économie mondiale

(Suite de la première page.)

Il reste à savoir quelle sera exactement la qualité des engagements pris. A cet égard, le travail de rédaction — qui est essentiel — continuait lundi : la déclaration mise au point par les Sept, après avoir exprimé la volonté commune d'entreprendre une action concertée, devait passer en revue, point par point (coûts, lutte contre l'inflation, énergie...), les engagements de chacun.

Les chefs de gouvernement étaient conscients de la nécessité, pour avoir une chance de convaincre leur opinion publique, d'être précis, concis, concrets. Le travail des hauts fonctionnaires, chargés de trouver les formules appropriées, consistait à faire concorder autant que possible cette impérative nécessité avec le souci de prudence qui animait encore le président Carter et le chancelier Schmidt.

Lundi, les Sept, qui, la veille, avaient surtout porté leur attention sur le thème croissance-énergie, devaient aborder les affaires commerciales, c'est-à-dire surtout faire le point sur les négociations commerciales multilatérales (N.C.M.) de Genève. C'est une affaire où les Français sont sur le devant de la scène. Le ministre de l'Énergie, qui a été nommé à la tête de la délégation française, a été délégué dimanche jusqu'à une heure avancée de la nuit entre les ministres du commerce extérieur, en fait surtout entre M. Jean-François Coudreau, le ministre français, et M. Strauss, le représentant spécial du président Carter pour les N.C.M. à Genève, la Commission européenne, qui négocie au nom de la Communauté, a été, à la fin de la semaine dernière, un accord intérimaire — un accord cadre (en anglais « framework of understanding ») — comportant des engagements qui, pour être réellement précis, vont, selon la France, au-delà du mandat qui lui était confié. Il s'agit là d'un dérapage que Paris voudrait bien rattraper. C'est en particulier vrai pour l'agriculture, où le Communauté accepte — ce qu'elle n'avait jamais fait — de modifier sa politique de subventions à l'exportation.

Pour les Français, l'affaire est grave : compte tenu des différentes interprétations possibles du texte adopté à Genève, cela pourrait même être très dangereux. L'objectif à ce stade est d'essayer de limiter la portée juridique de l'engagement pris au sein des N.C.M. en tout cas à ceux qui sont présents à Bonn. On peut donc redouter que ledit arrangement n'ait déjà pris un caractère irréversible.

M. Giscard d'Estaing, faisant ve-

loir que les N.C.M. doivent absolument donner des résultats équilibrés, voudrait aussi obtenir des États-Unis des engagements plus précis que ceux figurant pour l'instant dans le texte de Genève. En particulier... qu'il respecterait entièrement les règles du GATT de la même manière que les autres pays contractants, ce qui n'est pas le cas actuellement en raison d'un « protocole d'application provisoire » en vigueur depuis le création du GATT, qui leur permet de faire prévaloir — à peu près à leur convenance — la législation nationale sur les règles du GATT. Les difficultés rencontrées dimanche soir par M. Coudreau pour leur accepter une formulation allant dans ce sens ont révélé qu'une telle revendication de bon sens n'est pas encore évidente pour tous.

Une relance chiffrée ?

Les discussions de dimanche s'orientent sur trois thèmes : la croissance, l'énergie et le monnaie. ● LA CROISSANCE. — Le chancelier Schmidt acceptera-t-il que soit chiffré l'effort de relance en République fédérale ? A en croire son porte-parole, ce n'est pas du tout évident. Il faudrait donc trouver pour l'Allemagne, c'est-à-dire le partenaire dont l'offre est la plus attendue en la matière, une formule qui soit convaincante, mais non quantitative. Exorcisme difficile.

M. Giscard d'Estaing a, quant à lui, répété ce qu'il avait indiqué à Brême : la France est prête à apporter par les biels budgétaires, une contribution égale à 0,5 % de son P.I.B. ; le déficit budgétaire 1978 serait doublé, passant de 10 milliards à 20 milliards de francs. Les Japonais quant à eux se seraient engagés à plafonner leurs exportations vers les pays occidentaux au niveau actuellement atteint.

● L'ÉNERGIE. — M. Carter a déclaré, selon M. Blumenthal, que de gros progrès avaient été réalisés aux États-Unis pour réduire le consommateur d'énergie, et que le programme présidentiel — qui est l'objet d'un interminable débat au Congrès — avait fait « de bons progrès ». « Cela inclut très spécifiquement l'objectif qui consiste à réduire les importations américaines d'énergie de plus de 2 millions de barils par jour en 1985 », a précisé le secrétaire au Trésor.

Ces affirmations n'ont pas dissuadé le scepticisme des journalistes américains qui les jugent vagues et équivoques. « Comment les Européens et les Japonais peuvent-ils s'en satisfaire ? », ont-ils demandé. M. Blumenthal a répondu que le président Carter avait expliqué, avec beaucoup de détails, le système législatif et parlementaire américain, et comment il développerait son action. Selon M. Blumenthal, il aurait été « convaincant » et ses partenaires s'en sont montrés satisfaits.

Tout en soulignant que M. Carter avait pris des engagements « quantitatifs et datés », les autres déléga-

tions n'avaient cependant pas exprimé, lundi matin, une satisfaction en ce mélange. Elles ne s'ambalaient pas certaines que cette réduction « spontanée de la consommation énergétique américaine » décrite par M. Carter soit suffisante. Outre les mesures d'économies, le chapitre sur l'énergie de la déclaration commune soulignera la nécessité d'accroître l'emploi du charbon et de l'énergie nucléaire. Ce dernier point marque, pour le moins, un changement d'axe dans la politique de M. Carter, qui, pendant sa campagne électorale, n'avait pas caché sa méfiance pour le nucléaire. Cependant, le chancelier Schmidt a souligné, devant la presse, que la déclaration insistait « en détail » sur la nécessité de « contrôler les importations étrangères pour éviter un nouveau emploi du nucléaire » et sur « les sauvegardes pour le développement de l'environnement naturel et de la sécurité ».

MM. Giscard d'Estaing et Schmidt ont, par ailleurs, mis l'accent sur l'importance de la « régularité » de l'approvisionnement de l'Europe en combustible nucléaire. M. Carter, qui avait récemment suspendu les livraisons américaines d'uranium aux Européens, pour les obliger à se pencher sur la nouvelle législation de son pays, avait promis que cela ne se renouvelerait pas, tant que durent les études en cours sur le cycle du combustible.

● LA MONNAIE. — M. Giscard d'Estaing a exposé le projet franco-allemand pour une zone de stabilité monétaire européenne. Le chancelier Schmidt et M. Jenkins, président de la Commission, l'ont commenté. Selon M. Blumenthal, le président Carter a indiqué que les États-Unis avaient toujours été favorables à une plus grande intégration européenne, aussi bien pour les affaires commerciales que monétaires. Le secrétaire américain au Trésor a poursuivi : « C'est toujours l'attitude des États-Unis aujourd'hui, et c'est celle de M. Carter. Mais il n'est évidemment pas possible au président d'adopter un programme spécifique, dont beaucoup des éléments sont encore incertains. Les États-Unis devront au savoir beaucoup plus avant de la commenter. » Toujours selon M. Blumenthal, M. Carter a demandé et obtenu l'assurance d'être « tenu pleinement informé de mesure que le programme sera élaboré », de sorte qu'il puisse « se consulter étroitement avec ses par-

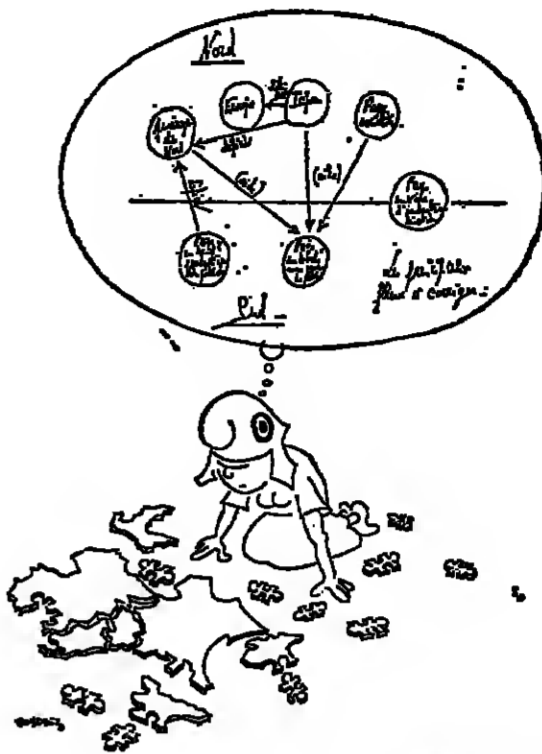
tenaires européens », et qu'il ait l'occasion de donner son avis.

Du côté français, on souligne que les Européens informèrent les Américains, mais il n'est pas question de « discuter » avec eux le projet monétaire européen. Il y a évidemment un risque de conflit sur le façon dont cette « consultation » sera conçue. Du temps de M. Jobert, alors ministre des affaires étrangères, les discussions franco-américaines venaient de ce que M. Kissinger exigeait d'être consulté sur toutes les affaires européennes intéressant les États-Unis, ce que Paris refusait. De leur côté, les ministres des affaires étrangères ont discuté d'une déclaration sur le terrorisme — notamment les détournements d'avions — et de la Namibie. Certains points de l'accord récemment conclu, grâce aux bons offices des cinq Occidentaux membres du Conseil de sécurité, pour l'indépendance du territoire, tenaient l'objet d'interprétations divergentes. Les ministres des affaires étrangères vont s'employer à les dissiper.

PHILIPPE LEMAITRE, MAURICE DELARUE.

LE P.C.F. : assurer de nouvelles possibilités aux multinationales.

M. André Lajoie, membre du bureau politique du P.C.F., a déclaré dimanche 16 juillet à Tulle : « Contrairement à ce que prétend M. Giscard d'Estaing, la rencontre des gouvernements des sept plus grands pays capitalistes qui vient de s'ouvrir à Bonn n'a nullement pour but d'« accélérer » l'activité économique et am- » liorer l'emploi. » « Derrière cet objectif officiel, il s'agit en réalité de rechercher les moyens, dans une situation de crise aggravée, d'assurer aux multinationales de nouvelles possibilités d'actions et de nouveaux profits. D'ailleurs, le chef de l'État a dû reconnaître que, depuis la tenue de ces sommets, l'inflation n'avait fait que croître et le chômage se développer dans notre pays. » « Selon l'agence Chine nouvelle, l'économie occidentale est, pour l'essentiel, plutôt faible et le sommet de Bonn veut « trouver une issue au défilé économique » des pays socialistes. — (A.P.)



(Dessin de CHENEZ.)

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

Table with columns: COTES DU JOUR, UN MOIS, DEUX MOIS, SIX MOIS. Rows include \$ E.-U., \$ can., D.M., F.R. (100), F.S., L. (1 000), £.

TAUX DES EURO-MONNAIES

Table with columns: D.M., \$ E.-U., F.R. (100), F.S., L. (1 000), £. Rows show interest rates for various periods like 3/16, 3/16, 3/16, etc.

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

En Grande-Bretagne

LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS A ÉTÉ EXCÉDENTAIRE EN JUIN

La balance des paiements courants britannique s'est nettement améliorée en juin, ayant enregistré un excédent de 14 millions de livres. En mai, le déficit de 88 millions. Le déficit de la balance commerciale a, quant à lui, été ramené à 106 millions de livres en juin, contre 218 millions en mai. Grâce à la mer du Nord, les importations pétrolières ont été, au deuxième trimestre, les plus faibles depuis dix ans (14,5 millions de tonnes contre 18,2 millions au deuxième trimestre 1977). Toutefois, l'objectif gouvernemental n'a pas été atteint, qui prévoyait un excédent global de 20 livres au titre des comptes courants pour le premier semestre. Le déficit a été de 81 millions de livres. L'amélioration s'est faite dans la lutte contre l'inflation dont le taux annuel est revenu à 7,4 % en juin, contre 7,7 % en mai. Il s'agit du niveau le plus bas depuis près de six ans ; mais il est généralement admis que la « descente » touche à sa fin. Le ministre des prix, M. Roy Hattersley, a estimé, le 14 juillet, à 8 % le taux annuel de l'inflation britannique jusqu'à la fin de 1978.

Cependant, la production industrielle a baissé d'environ 2 % en mai. Selon l'Office des statistiques, ce recul est lié aux deux fêtes légales de ce mois. Pour les trois mois de mai, avril et mai, la production est néanmoins en hausse de 1,3 % sur le trimestre précédent et de 1,5 % sur la période correspondante de 1977. La production industrielle avait augmenté seulement de 0,2 % en 1977 (avant-dernier rang avant l'Italie, où la baisse avait été de 0,2 %).

En Algérie

LA BANQUE NATIONALE EMPRUNTE 120 MILLIONS DE DOLLARS A UN CONSORTIUM INTERNATIONAL

(De notre correspondant.)

Alger. — Et Moudjahid a annoncé, le 16 juillet, que la Banque nationale d'Algérie avait procédé, le 12 juillet, à un emprunt de 120 millions de dollars destinés à financer les projets industriels de ses clients du secteur public. La convention signée à Londres prévoit un prêt de sept ans avec une période de grâce de trois ans. L'intérêt sera de 11,4 % l'an pendant les trois premières années et de 13,8 % ensuite.

Le consortium dirigé par le Gulf International Bank (Bahrein), comprend des institutions du Proche-Orient, des États-Unis, d'Europe et de Singapour, dont l'Arab African International, Le Caire, le Trust International, la L.T.D.-Emgran bank, la Compagnie luxembourgeoise de la Dresner, la Bank international européen, l'Arab bank, la National bank of Abu Dhabi, etc. — F. B.

LA QUESTION A 1 000 FRANCS...

« Êtes-vous ou non indispensable ? » Dans la négative, et seulement dans ce cas, vous touchez une récompense de 1 000 F suisses, soit quelque 2 500 F français. Tout fonctionnaire fédéral suisse peut désormais jouer son poste pour cette somme de 1 000 F suisses, soit quelque 2 500 F français. Tout fonctionnaire fédéral suisse peut désormais jouer son poste pour cette somme de 1 000 F suisses, soit quelque 2 500 F français. Tout fonctionnaire fédéral suisse peut désormais jouer son poste pour cette somme de 1 000 F suisses, soit quelque 2 500 F français.

Un « mes culpas » à 1 000 F, pour ainsi dire. — D. R.

PREPAREZ LES DIPLOMES D'ÉTAT DE COMPTABILITÉ. Aucune limite d'âge. Aucun diplôme exigé. Début des cours à votre convenance. Possibilité de séminaires de regroupement. Demandez la brochure gratuite 11 LM 7 ÉCULE PRÉPARATOIRE D'ADMINISTRATION. Établissements privés d'enseignement à distance et de formation permanente fondé en 1870. 4, rue des Petits-Champs 75008 PARIS - CEDEX 02. Études gratuites pour les bénéficiaires de la formation continue.

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

Adj. au TRIBUNAL DE COMMERCE PARIS, le 27 juillet à 13 h. 45, Fonds VOLAILLES ET GIBIERS EN GROS A RUNGIS. Au marché d'intérêt national, 50, rue de la Bresse, avec droit à la concession d'un magasin de 60 m2, un Bureau de 30 m2, Bât. VIG. MISE A PRIX : 300.000 F (NE pouvant être baissée). Consignat. 100.000 F. S'adresser à M. DUBOIS, 10, rue de Valenciennes, 75001 Paris. Daniel-Camova ; M. M. HERRISSAY, syndic à Paris, 130, rue de Rivoli.

(PUBLICITÉ)

MINISTÈRE DU PÉTROLE - LE CAIRE, ÉGYPTE

Société Générale Égyptienne du Pétrole Egyptian General Petroleum Corporation (E.G.P.C.)

PROJET DE GAZ NATUREL INVITATION A LA PRÉQUALIFICATION POUR LES ENTREPRENEURS GÉNÉRAUX

En prévision d'un prochain appel d'offres pour la réalisation d'un réseau de distribution de gaz, avec fourniture des matériaux nécessaires, dans quatre zones résidentielles du Caire (Helwan, Maadi, Nasr Cité et Héliopolis), E.G.P.C. (Projet de Gaz Naturel) a l'intention de faire son choix parmi un nombre limité de firmes de bonne réputation qualifiées pour entreprendre la conception détaillée d'ingénierie, les achats et l'exécution du projet (en tout ou en partie).

Les candidats sûrs de posséder les capacités nécessaires pour se qualifier sont priés de soumettre un texte détaillé décrivant leurs travaux antérieurs dans des projets similaires, déjà réalisés ou en cours d'exécution.

La brochure contenant les données de base d'ingénierie et décrivant la nature et le volume des travaux en cause peut être obtenue auprès du bureau de l'E.G.P.C. (Projet de Gaz Naturel), rue Osman-Abdel-Hafiz, Nasr Cité, Le Caire, ou au n° 2 Midan Kasr El Doubara, Garden City, Le Caire (8^e étage, apt 48) contre le paiement d'une somme de dix livres égyptiennes ou l'équivalent.

Les candidatures seront reçues du 16 juillet au 30 août 1978.

française

de la Presse

AFFAIRES

LA COMPAGNIE PAKISTAN INTERNATIONAL AIRLINES COMMANDE QUATRE AIRBUS

Karachi (A.F.P.). — La compagnie aérienne Pakistan International Airlines a conclu avec le consortium européen Airbus Industrie, un contrat pour l'achat de quatre Airbus A-300 et a pris une option pour six autres appareils moyen-courriers européens, annonce-t-on officiellement dimanche 16 juillet à Karachi.

Le contrat a été paraphé par le directeur de la P.I.A. M. Enver Jemali, et le directeur commercial de la société Airbus. Il doit être maintenant présenté aux gouvernements des pays européens constructeurs (France, Allemagne fédérale, Espagne et Pays-Bas) et au gouvernement pakistanais pour accord final. Aux termes de ce contrat, trois Airbus du modèle B-4 seront fournis en mars 1980 pour remplacer des Boeing-707 sur des vols intérieurs ou régionaux. Le quatrième appareil sera fourni en septembre de la même année.

Une délégation de la société nationale British Aerospace se rendra en France et en Allemagne fédérale pour étudier avec les représentants des gouvernements français et ouest-allemands la possibilité d'une participation au programme européen Airbus ou d'une coopération du Royaume-Uni avec la firme américaine McDonnell-Douglas et les constructeurs européens.

Le groupe britannique Automotive Products Ltd, spécialisé dans la fabrication de pièces d'équipement pour véhicules (amortisseurs, freins, directions, suspensions), vient de prendre le contrôle à 75 % de deux sociétés françaises, les usines A. Morinière installées près d'Orléans, et E.R.S.A. de Courbevoie. Ces prises de participation dont le coût s'élève à 12 millions de francs, permettront à Automotive d'élargir la gamme des produits qu'elle offre en première monte aux constructeurs d'automobiles. A. Morinière fabrique des freins, mais également des pompes à eau et des coussinets — et de développer ses activités en France dans la recharge grâce aux matériaux et au réseau de distributeurs d'E.R.S.A.

Rapprochement à l'étude entre Usinor et Châtillon-Neuves-Maisons

Les sociétés sidérurgiques Usinor et Châtillon-Neuves-Maisons ont annoncé, le vendredi 14 juillet, qu'elles étudiaient les possibilités d'une plus grande coordination de leurs activités industrielles et commerciales, lesquelles sont complémentaires, tant dans le Nord qu'en Lorraine.

L'étude, qui durera trois mois, est motivée par « les conditions actuelles du marché des produits sidérurgiques et ses perspectives ». Cette décision a été prise dans l'attente d'une coopération plus étroite entre les deux sociétés afin d'être à même d'adapter au mieux les différents outils de production existants ou à créer.

Dans l'immédiat, il a été décidé de « surveiller la poursuite du montage de l'acier à l'oxygène de Neuves-Maisons ». Cette aciérie, dont la construction, au coût de 400 millions de francs, vient à peine de commencer, devait entrer en service dans deux ans environ. Ce surcroît, s'il était définitif, pourrait se traduire par le chômage de six cents personnes employées en chantier.

La direction de Neuves-Maisons avance que « l'octroi des subventions du gouvernement était conditionnée à un accord entre Usinor et Châtillon-Neuves-Maisons pour harmoniser leurs investissements ». Les pouvoirs publics, interrogés, ont répondu que les deux sociétés sont des groupes responsables et la décision prise procède d'une étude faite en commun par les deux directions.

Une telle étude sera facilitée par le fait que les deux groupes présentent des affinités certaines et une complémentarité indéniable. Sur le plan géographique, ils exercent leur activité dans les mêmes régions : dans le Nord, Usinor exploite les installations de Dunkerque, de Valenciennes et de Denain. Châtillon-Neuves-Maisons celles d'Esbly, d'Anzin et de Blache ; en Lorraine, le premier a une usine à Thionville, le second à Neuves-Maisons et les deux à Longwy. Sur le plan industriel, une collaboration s'est déjà établie, puisque l'usine d'Esbly, du groupe Châtillon,

envoie ses produits de coulée se faire laminé à chaud chez Usinor à Denain, et que de même Usinor alimente le train de laminage à froid d'acier doux de Blache exploité par son confrère.

Les deux groupes sont déjà associés au sein des Trifolites de Châtillon-Gorgy. En ce qui concerne les gammes de produits, si Usinor est l'un des deux géants français (avec Sacilor) pour la fabrication des tôles fortes, moyennes et minces, Châtillon-Neuves-Maisons est l'un des grands spécialistes pour le fil machine, l'inoxydable, l'acier doux et les tôles magnétiques au silicium à grain orienté (premier rang en Europe). En outre, la ligne de galvanisation de Châtillon à Blagny est complétement celle d'Usinor à Montataire. On voit donc que bien des liens sont déjà tissés entre les deux groupes et que « l'étude de coordination » pourra s'appuyer sur des bases solides.

Leur problème immédiat est de savoir à quel endroit sera placé l'aciérie qui alimentera leur installation de Neuves-Maisons et de Longwy, où Usinor fait fonctionner des laminoirs parmi les plus modernes de France. Dans la crise sans précédent où se débat la sidérurgie française, il n'est pas question de réaliser des investissements inutiles, et les pouvoirs publics, qui vont être amenés à augmenter et consolider le concours, poussent à la route. Il est également probable que le groupe Paribas, qui contrôle Châtillon-Neuves-Maisons et demeure l'un des principaux banquiers d'Usinor, pourra jouer les intermédiaires. Une telle opération, qui serait pour objectif de décharger presque totalement Usinor de la fabrication des produits longs et de renforcer la spécialisation de Châtillon-Neuves-Maisons, s'inscrirait dans ce qu'il faut bien appeler le nouveau plan de survie de la sidérurgie française.

Intervenant après la fusion de la Société métallurgique de Normandie avec les Chantiers de Dunkerque, au sein du groupe Empain-Schneider, elle pourrait conduire à associer étroitement deux ensembles, Usinor et Châtillon, qui emploient respectivement 37 000 et 11 000 salariés, produisent 8,3 millions et 1,3 million de tonnes d'acier, ont réalisé en 1977 9,7 milliards et 2,8 milliards de francs de chiffre d'affaires et, perdu, hélas ! 2 milliards et 624 millions de francs. F. R.

SOCIAL

LIP : nouvelle coupure de gaz à l'usine de Palente.

Des employés de Gaz de France, protégés par des forces de police, ont le 15 juillet, coupé l'alimentation en gaz, basse pression, à l'usine Lip de Besançon-Palente.

L'usine est occupée depuis mai 1976, mais les ouvriers présents étaient peu nombreux et l'opération s'est déroulée sans incidents.

Le 7 octobre dernier, au contraire, un groupe de « Lip » s'était heurté aux ouvriers d'une entreprise lyonnaise chargée de couper la conduite de gaz, à l'extérieur de l'usine. Les occupants s'en servaient notamment pour alimenter les cuisinières du restaurant qu'ils avaient ouvert à tous les chômeurs de Besançon. Il y avait eu cinq blessés du côté des forces de l'ordre et trois du côté de « Lip ». Ces derniers avaient déclaré qu'ils rétabliraient l'alimentation, ce qu'ils firent.

Selon le chef du centre de Gaz de France local, la conduite n'avait pas de compteur, et il a l'intention de porter plainte pour vol de gaz.

L'Association des paralysés de France a réuni son congrès, à Poitiers, les 15 et 16 juillet. Parmi les cent cinquante-dix délégués, beaucoup ont fait passer leurs interventions sur la place des jeunes handicapés dans la société.

AGRICULTURE

QUAND M. BARRE « DIALOGUE » AVEC LE MODEF

M. Raymond Barre, invité avec son épouse, pour le week-end, par la duchesse de Sabran-Ponlevé à son château d'Ansoûls (Vouzouse), en cours du Luberon, a le samedi 15 juillet un « dialogue » imprévu avec des agriculteurs.

Les membres du MODEF (Mouvement d'organisation et de défense des exploitations familiales) du Vouzouse et des Bouches-du-Rhône, ayant eu vent de la venue du premier ministre à Ansoûls, avaient organisé en l'hôte une petite « manifestation d'occupation ». Samedi après-midi, banderoles en tête, une cinquantaine de manifestants traversaient en cortège les rues montantes du village afin de se rendre au pied du château, au moment où le premier ministre y arrivait. M. Gondrand, secrétaire départemental du MODEF, a fait part à M. Barre des inquiétudes des agriculteurs concernant l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun.

Le premier ministre, après s'être fait présenter les responsables du MODEF, a discuté avec eux pendant une demi-heure. L'Espagne est moins développée que la France, si son entrée dans la Communauté n'est pas pour demain, l'air a-t-il précisé. Mais il faut bien organiser l'Europe pour contrebalancer les grandes puissances. L'Espagne et le Portugal constitueront de grands débouchés dans l'intérêt de tous, de plus, il y aura des négociations qui permettront de développer vos productions méditerranéennes. Un plan de dix ans de développement de la façade méditerranéenne sera appliqué et le loi d'orientation agricole l'exécute des jeunes ruraux.

Le MODEF, a discuté avec eux pendant une demi-heure. L'Espagne est moins développée que la France, si son entrée dans la Communauté n'est pas pour demain, l'air a-t-il précisé. Mais il faut bien organiser l'Europe pour contrebalancer les grandes puissances. L'Espagne et le Portugal constitueront de grands débouchés dans l'intérêt de tous, de plus, il y aura des négociations qui permettront de développer vos productions méditerranéennes. Un plan de dix ans de développement de la façade méditerranéenne sera appliqué et le loi d'orientation agricole l'exécute des jeunes ruraux.

Le Monde
Service des Abonnements
1 rue des Saussaies
75217 PARIS - COULEUR 09
C.C.P. 4287-23

ABONNEMENTS
3 mois 5 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
115 F 218 F 385 F 486 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
265 F 300 F 575 F 700 F
ÉTRANGERS
(par mandats)

I - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
143 F 265 F 388 F 518 F

II - TUNISIE
138 F 240 F 360 F 460 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse généralement en préavis (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande un semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'impression.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

MAJORETTE

L'assemblée générale ordinaire, réunie sous la présidence de M. Emile Veron, a approuvé les comptes de l'exercice 1977.

Le chiffre d'affaires hors taxes a progressé de 22,7 % pour atteindre 187 millions de francs, contre 62,5 millions de francs en 1976. Avec un chiffre d'affaires à l'exportation en augmentation de 48 % sur l'exercice précédent, et représentant plus de 50 % du chiffre d'affaires total, Majorette a poursuivi et consolidé sa politique de présence à l'étranger.

Le réseau de filiales commerciales a été renforcé début 1977 par la prise de participations importantes dans deux sociétés commerciales en Allemagne fédérale et en Grande-Bretagne, et la création d'une société commerciale en Autriche.

Au total, la société a exporté dans soixante-dix pays 45 % du chiffre à l'exportation transitant via les filiales Majorette.

En 1977, avec une gamme de produits et une production de 33 427 870 voitures miniatures, la progression en volume de l'activité industrielle est de l'ordre de 12 %.

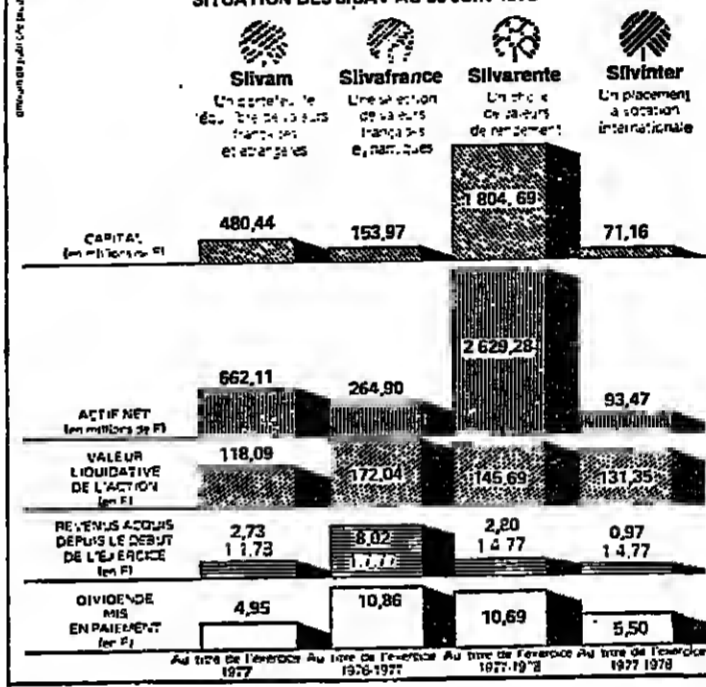
Le bénéfice net comparé à celui de 1976, qui était de 3,61 millions de francs, fait apparaître une augmentation de 47,8 %. O s'élève à 5,33 millions de francs et s'explique après provision pour investissement de 1,04 million de francs et participation contractuelle du personnel aux résultats de l'exercice pour un montant de 1,83 million de francs.

L'assemblée a approuvé la distribution d'un dividende net de 12 F par action, assorti d'un avoir fiscal de 4 F, soit un revenu global de 16 F au titre de l'exercice 1977. Ce dividende sera payable à compter du 1^{er} septembre 1978, contre remise du coupon n° 4.

Au cours de son allocution, le président, M. Emile Veron, a signalé que la société venait d'obtenir le Lion d'Or de l'exportation pour ses performances de 1977.

Parlant des perspectives de l'exercice 1978, M. Veron a précisé que l'entreprise a obtenu, avec un certain retard sur son programme, la progression espérée en chiffre d'affaires pour les mois de mai et juin, grâce à la commercialisation de la nouvelle série 3 000.

LE GROUPE CRÉDIT LYONNAIS



TUNNEL DU MONT-BLANC

La Société du tunnel du Mont-Blanc qui, ces dernières années, construit l'autoroute Blanche-Gil du Fayet à Annecy, a reçu, en décembre 1977, la concession de l'autoroute A-63, après Bellegarde.

Pour financer la construction de cette nouvelle section, la société vient de procéder à une augmentation de capital de 95 millions de francs, portant le montant total du capital à 120 millions de francs. A cette occasion, la Caisse des dépôts et consignations, le Département de l'Ain et un groupe de banques suisses, dont le chef de file est la Société de banque suisse, ont augmenté leur participation de 100 francs.

Le chiffre d'affaires représenté par les recettes de péages du tunnel du Mont-Blanc et de l'autoroute Blanche est en augmentation de 10 % par rapport à l'exercice précédent.

Les recettes nettes, déduction faite des charges d'exploitation, sont également en augmentation de 10 %.

Le dividende, payable à partir du 1^{er} juillet 1978, a été fixé à 8 francs, ce qui, compte tenu de l'impôt déjà versé au Trésor, porte le revenu global à 9 francs par action de 100 francs.

SYNDICAT MIXTE D'ÉTUDES DU BARRAGE DE CHAMBOUX

CHOIX DU CONCEPTEUR - APPEL DE CANDIDATURE

O est lancé un appel de candidature après de concepteurs susceptibles de réaliser une mission normale de première catégorie au titre de maîtrise d'œuvre avec projet, pour la construction d'une retenue sur le Torz, destinée à l'alimentation en eau potable.

Cet ouvrage stockera, dans une retenue de 80 ha : 3.200.000 m³. La digue aura une hauteur d'environ 16 m.

La mission est strictement limitée à la réalisation de la digue, des ouvrages de prise et des aménagements de la cuvette. L'association des ouvrages de traitement des eaux, de transport et de rétablissement des vides de communication.

Les candidats devront faire parvenir à M. le Président du Syndicat (château de Ville - 21200 ARNAY-LE-DUC), avant le 18 septembre 1978, un dossier de candidature comportant les références obtenues pour des travaux similaires ou plus importants, des références bancaires et tout document permettant de juger de l'aptitude à réaliser un tel ouvrage. Copie de ces documents sera adressée à la Direction Départementale de l'Agriculture de la Côte-d'Or, où tout renseignement complémentaire pourra être obtenu.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Énergie et des Industries Pétrochimiques SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ

SONELGAZ

DIRECTION DE L'ENGINEERING AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La Société Nationale de l'Électricité et du Gaz (SONELGAZ) lance un Appel d'Offres pour la fourniture de 200.000 (DEUX CENT MILLE) isolateurs, haute tension.

Les entreprises intéressées peuvent retirer le dossier d'Appel d'Offres à l'adresse suivante : SONELGAZ - BUREAU DE PARIS 148, boulevard Haussmann - PARIS (8^e).

La date limite de remise des offres est fixée au 31 juillet 1978, la cachet de la poste faisant foi.

LES BOURSES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

du 11 au 17 juillet 1978

Indice	11/07	12/07	13/07	14/07	15/07	16/07	17/07
Indice Cote	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3
Indice 200	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3
Indice 100	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3
Indice 50	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3
Indice 25	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3
Indice 12,5	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3
Indice 6,25	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3
Indice 3,125	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3
Indice 1,5625	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3
Indice 0,78125	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3
Indice 0,390625	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3
Indice 0,1953125	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3
Indice 0,09765625	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3
Indice 0,048828125	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3
Indice 0,0244140625	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3
Indice 0,01220703125	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3
Indice 0,006103515625	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3
Indice 0,0030517578125	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3
Indice 0,00152587890625	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3
Indice 0,000762939453125	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3
Indice 0,0003814697265625	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3
Indice 0,00019073486328125	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3
Indice 0,000095367431640625	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3
Indice 0,0000476837158203125	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3
Indice 0,00002384185791015625	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3
Indice 0,000011920928955078125	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3
Indice 0,0000059604644775390625	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3
Indice 0,00000298023223876953125	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3
Indice 0,000001490116119384765625	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3
Indice 0,0000007450580596923828125	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3
Indice 0,00000037252902984619140625	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3
Indice 0,000000186264514923095703125	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3
Indice 0,0000000931322574615478765625	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3
Indice 0,00000004656612873077393828125	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3
Indice 0,000000023283064365386969140625	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3
Indice 0,000000011641532182693484703125	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3
Indice 0,0000000058207660913467423515625	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3
Indice 0,00000000291038304567337117578125	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3
Indice 0,000000001455191522836685887890625	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3
Indice 0,000000000727595761418342943939453125	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3
Indice 0,0000000003637978807091714719697265625	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3
Indice 0,00000000018189894035458573598486328125	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3
Indice 0,000000000090949470177292867989923828125	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3
Indice 0,0000000000454747350886483989969619140625	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3
Indice 0,000000000022737367544324198998480703125	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3
Indice 0,0000000000113686837721620994949423515625	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3
Indice 0,0000000000056843418860810497474719697265625	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3
Indice 0,00000000000284217094304052487373598486328125	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3
Indice 0,0000000000014210854715202624368689923828125	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3
Indice 0,0000000000007105427357601312184344949423515625	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3	1113,3

كندا من الأصل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS MAJORETTE

Le 18 juillet 1978

MAJORETTE

1. L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la MAJORETTE a eu lieu le 17 juillet 1978 à 14 heures, au siège social de la MAJORETTE, 10, rue de Valenciennes, à Paris.

2. Le bilan a été approuvé et les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 1977 ont été adoptés.

3. Le dividende a été fixé à 100 francs par action.

4. Le conseil d'administration a été renouvelé.

5. Le mandat de l'assemblée générale a été prorogé.

LE GROUPE CRÉDIT LYONNAIS

Le 18 juillet 1978

Le bilan a été approuvé et les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 1977 ont été adoptés.

Le dividende a été fixé à 100 francs par action.

Le conseil d'administration a été renouvelé.

Le mandat de l'assemblée générale a été prorogé.

SYNDICAT MIXTE D'ÉTUDE DU BARRAGE DE CHAMPELAIN

Le 18 juillet 1978

Le bilan a été approuvé et les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 1977 ont été adoptés.

Le dividende a été fixé à 100 francs par action.

Le conseil d'administration a été renouvelé.

Le mandat de l'assemblée générale a été prorogé.

LES INDICES HERBOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Table with 2 columns: Index name and value. Includes indices for general market, insurance, and various sectors.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

Table showing exchange rates for the Dollar in Tokyo, including 1 dollar in yen and 1 yen in dollars.

INDICES GÉNÉRAUX DE BASE 100 EN 1968

Table of general indices based on 1968, covering various economic sectors.

BOURSE DE PARIS - 13 JUILLET - COMPTANT

Main table for the Paris stock exchange, listing various stocks and their prices.

LONDRES

Peu d'affaires au début de la séance sur le marché londonien où les cours varient irrégulièrement sans écart important de leurs valeurs précédentes.

INDICES GÉNÉRAUX DE BASE 100 EN 1968

Table of general indices for London, based on 1968.

B. A. L. O.

Le Bulletin d'annonces légales obligatoires, daté 17 juillet, publie notamment les insertions suivantes :

INDICES GÉNÉRAUX DE BASE 100 EN 1968

Table of general indices for B.A.L.O., based on 1968.

VALEURS

Large table of market values, organized into columns for different categories of securities and their prices.

MARCHÉ A TERME

Table of forward market prices for various commodities and currencies.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates for various international currencies.

HORS COTE

Table of off-market values for various international securities.

SICAV

Table of SICAV (Investment Funds) values.

INDICES GÉNÉRAUX DE BASE 100 EN 1968

Table of general indices for SICAV, based on 1968.

INDICES GÉNÉRAUX DE BASE 100 EN 1968

Table of general indices for SICAV, based on 1968.

INDICES GÉNÉRAUX DE BASE 100 EN 1968

Table of general indices for SICAV, based on 1968.

INDICES GÉNÉRAUX DE BASE 100 EN 1968

Table of general indices for SICAV, based on 1968.

INDICES GÉNÉRAUX DE BASE 100 EN 1968

Table of general indices for SICAV, based on 1968.

INDICES GÉNÉRAUX DE BASE 100 EN 1968

Table of general indices for SICAV, based on 1968.

INDICES GÉNÉRAUX DE BASE 100 EN 1968

Table of general indices for SICAV, based on 1968.

